

BILANS

DE LA
CONNAISSANCE ÉCONOMIQUE

Collection dirigée par Robert Mossé

— *Henri Guitton* —

L'OBJET

DE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

suivi d'Observations de LÉON DUPRIEZ et FRANCESCO VITO
et d'une Bibliographie analytique et critique

Librairie Marcel Rivière et Cie

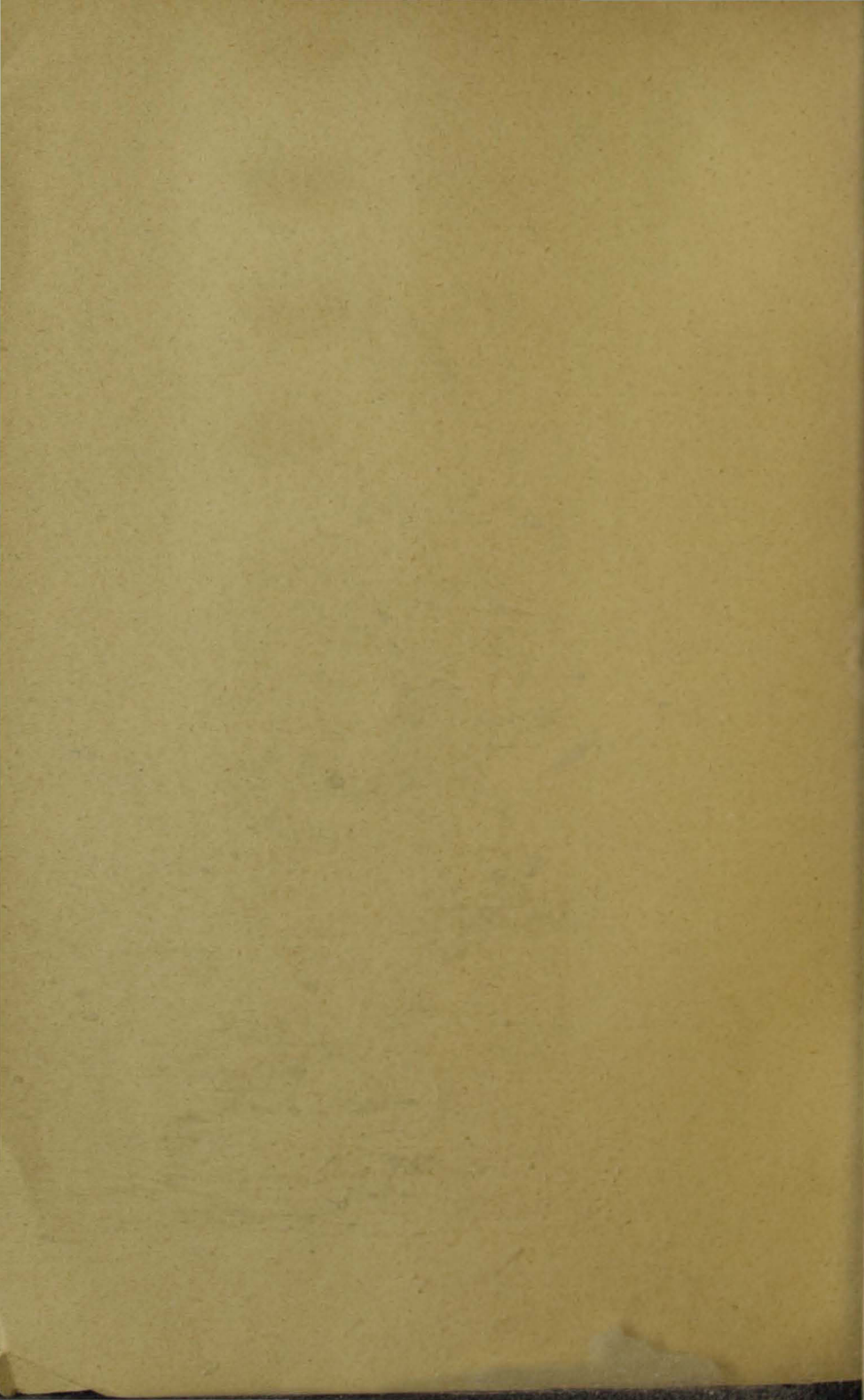
PARIS

LABORATORIO DI
ECONOMIA POLITICA
S. COGNETTI DE MARTIIS

Lascito

JANNACCONE

S. 27



DJVOU43139

LASC. J. S. 27

BILANS

de la Connaissance économique

L'OBJET
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE



Collection publiée sous les auspices
de l'Association de Documentation Economique et Sociale
et du Centre de Recherches Economiques
de la Faculté de Droit de Grenoble

Volumes parus :

LA MONNAIE, par Robert MOSSÉ.

Observations de Luigi FEDERICI et Robert TRIFFIN.

Introduction de Howard S. ELLIS.

L'OBJET DE L'ECONOMIE POLITIQUE, par Henri GUITTON.

Observations de Léon DUPRIEZ et Francesco VITO.

Volumes en préparation :

LE SALAIRE.

L'ECHANGE INTERNATIONAL.

LE REVENU NATIONAL.

LES INVESTISSEMENTS.

LA PSYCHOLOGIE ECONOMIQUE.

LES RELATIONS FINANCIERES ENTRE LES ETATS.

Tous droits réservés pour tous pays.
Copyright 1951 by Librairie Marcel Rivière et C^{ie}
and Robert Mossé.

BILANS

DE LA

CONNAISSANCE ÉCONOMIQUE

Collection dirigée par Robert Mossé
Professeur à la Faculté de Droit de Grenoble

L'OBJET

DE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

par Henri Guitton

Observations de

Léon DUPRIEZ et Francesco VITO

N.ro INVENTARIO PRE 16082

Librairie Marcel Rivière et Cie

31, Rue Jacob - PARIS (VI)

1951

PARRAINAGE SCIENTIFIQUE

AFTALION Albert (*Paris*).
AMOROSO Luigi (*Rome*).
AMZALAK M. B. (*Lisbonne*).
BAUDIN Louis (*Paris*).
BELL James W. (*Northwestern University, Evanston, Ill.*).
BRESCIANI-TURRONI C. (*Milan*).
CHLEPNER B. S. (*Bruzelles*).
DUPRIEZ Léon (*Louvain*).
ELLIS Howard S. (*Université de Californie*).
FRISCH Ragnar (*Oslo*).

GUDIN Eug. (*Rio de Janeiro*).
HABERLER Gottfried (*Harvard, Mass.*).
HARSIN Paul (*Liège*).
JANNAcone Pasquale (*Turin*).
MAYER Hans (*Vienne*).
PREBISCH Raúl (*Buenos-Aires*).
RAPPArd William (*Genève*).
RIST Charles (*Paris*).
TINBERGEN Jan (*Rotterdam*).
WALKER Ronald E. (*Canberra*).
ZOLOTAS Xénophon (*Athènes*).

PRINCIPAUX PARTICIPANTS

(liste provisoire)

DEHOVE Gérard (*Lille*).
DIETERLEN Pierre (*Paris*).
DUNLOP John T. (*Harvard*).
DUPRIEZ Léon (*Louvain*).
FEDERICI Luigi (*Modène*).
DI FENIZIO Ferdinando (*Pavie*).
GUGLIELMI J.-L. (*Aix*).
GUITTON Henri (*Dijon*).
HOFFMANN Walther (*Münster*).
KATONA George (*Université de Michigan*).
LABROUSSE Ernest (*Paris*).

LUTFALLA Georges (*Paris*).
MARChAL Jean (*Paris*).
MAYER Hans (*Vienne*).
PAPI Ugo (*Rome*).
PIATIER André, I. N. S. E. E. (*Paris*).
REYNAUD P.-L. (*Strasbourg*).
RIVET Raymond (*Paris*).
TRAVAGLINI Volrico (*Gênes*).
TRIFFIN Robert (*Washington*).
VITO Francesco (*Milan*).
WEILLER Jean (*Poitiers*).

LE CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
a apporté une contribution financière
à l'établissement de la partie bibliographique.

PRÉSENTATION DES BILANS

par

ROBERT MOSSÉ

Présentation des Bilans

Depuis le début du siècle, la connaissance de la vie économique s'est profondément transformée. La documentation sur les faits et les théories est devenue écrasante. Les recherches se sont multipliées dans toutes les directions avec des résultats parfois inaccessibles et souvent difficiles à évaluer. La spécialisation s'est imposée et a abouti, en contrepartie d'un approfondissement indispensable, à un rétrécissement du champ de vision.

A la mi-siècle, il est devenu urgent d'éclaircir une masse trop touffue et de retrouver des vues d'ensemble. « Etablir des perspectives », « faire le point », « situer les problèmes, les hypothèses, les propositions » sont autant de formules traduisant une grave préoccupation contemporaine, qui est le point de départ des BILANS. Leur raison d'être est celle-là même qui inspire, en pays de langue anglaise, les « Trend reports », les « Surveys » ou les « Bibliographic essays ».

L'objet des BILANS est, d'abord, de présenter sous une forme *concise* et claire, sans *pédantisme*, un tableau de l'évolution de la connaissance économique au cours des quatre ou cinq dernières décades. Tous ceux qui — en vue d'un examen, par nécessité professionnelle ou par simple curiosité — veulent s'instruire sérieusement et comprendre trouveront ici l'essentiel sous une forme assimilable ainsi qu'un fil conducteur pour des approfondissements.

En second lieu, les BILANS ont l'ambition et l'espoir d'apporter à l'économie un nouvel instrument de travail, complétant l'effort d'analyse de la *Documentation Economique* par un effort de synthèse. Memento pour un examen de conscience ou simple récapitulation, les BILANS seront un

stimulant et un guide pour le chercheur qui désire savoir si ce qu'il « cherche » n'a pas été déjà trouvé et rejeté, vérifier qu'il n'a rien omis d'important et qu'il possède les meilleurs outils, s'assurer qu'il est bien dans le peloton de tête et dans la bonne direction.

Enfin, les BILANS aimeraient répondre à l'attente, trop souvent déçue, des hommes d'Etat et des grands administrateurs, qui se débattent journellement dans les problèmes économiques et qui voudraient connaître ce que la « science » peut affirmer avec certitude et ce qui dépasse ses possibilités actuelles ou son domaine d'investigation.



Les BILANS comporteront une série de volumes consacrés chacun à une grande question: « la Monnaie », « l'Echange international », « les Salaires », etc... Le premier objectif est de publier huit volumes en deux ans environ. Dans la mesure où l'entreprise trouvera un accueil favorable et les collaborateurs nécessaires, la liste s'allongera de façon à parcourir peu à peu tout le domaine de la connaissance économique.

Chaque volume comprend trois parties.

I) *Un essai de synthèse*, d'une centaine de pages, montrera, sur le thème choisi, les grandes lignes de l'évolution de la connaissance. L'auteur s'efforcera de mettre en relief les changements survenus dans la position des problèmes, de noter les principales directions et méthodes de recherches, de résumer les points acquis et les controverses en cours et finalement de signaler les zones d'obscurité ainsi que les grandes interrogations qui subsistent.

II) *Une étude complémentaire*, d'une vingtaine de pages, sera rédigée par un autre spécialiste (ou plusieurs), représentant une « approche » ou un pays différent. Ainsi, au lieu d'une impossible ou stérile neutralité, la subjectivité de l'auteur principal sera tempérée par celle des critiques, qui, d'ailleurs, joueront également le rôle de conseiller scientifique à l'égard de l'auteur principal.

III) *Une bibliographie choisie, analytique et critique.* — Laissant aux catalogues et aux bibliothèques le soin de dresser de longues listes de titres, on se concentrera ici sur les quelques dizaines d'ouvrages ou d'articles véritablement importants et l'on fournira, pour chacun, une notice qui sera à la fois un sommaire et une évaluation. Cela permettra d'alléger l'essai principal de ce qui serait trop analytique, sans priver le lecteur d'une orientation à travers le labyrinthe des travaux particuliers.

L'OBJET DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

BILAN D'UN DEMI-SIÈCLE
DE RECHERCHES

— 1900-1950 —

Sommaire

AVANT-PROPOS

par Robert Mossé

I. — PERSPECTIVE GÉNÉRALE

par Henri Guitton

II. — OBSERVATIONS

par Léon Dupriez et Francesco Vito

III. — BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE
ET CRITIQUE

Index des auteurs cités.

Table détaillée

Avant-propos

Ce deuxième volume des BILANS comporte des difficultés que ne comportait pas le premier.

La « monnaie » est un thème bien défini. Il forme véritablement un secteur distinct de la connaissance économique, même si les zones frontières suscitent quelques débats mineurs. De nombreux ouvrages spécialisés l'étudient dans tous ses aspects. Et les préoccupations monétaires sont assez anciennes, dans la théorie et la pratique, pour que l'on soit parvenu au moins à poser nettement les principaux problèmes.

Mais, porter son attention sur « l'Objet de l'Economie Politique » c'est s'exposer à voir surgir de proche en proche tous les problèmes de notre discipline sans pouvoir trouver une ligne de démarcation. Il ne s'agit plus d'étudier un compartiment de terrain, mais de procéder à une analyse critique portant sur toute la science économique. Peu d'ouvrages se concentrent sur ce problème et presque tous les travaux scientifiques adoptent, explicitement ou non, une attitude à cet égard. De plus, le terme « objet » est si riche de sens qu'il engendre la confusion.

*
**

Par « objet » on entend, tout d'abord, la matière à étudier, au sens où l'on dit que l'objet de la botanique est l'étude des végétaux. Objet — et peut-être devrait-on dire « sujet » — correspond au *subject-matter* des anglais, au *Gegenstand* ou *Inhalt* des allemands. La question est alors de savoir si l'économie politique a pour domaine d'étude (*province* ou *scope*) les richesses ou les besoins, la valeur ou les prix ou encore certains actes de choix.

Cependant, objet signifie aussi dessein, but, intention. En anglais, on parle des *functions* ou des *purposes*. En allemand, on se demande quels sont les *Aufgaben* ou les *Zwecke* de la connaissance économique. Mais, ici, à nouveau, il faut discerner plus clairement. Le *but ultime* de la connaissance peut être de guider l'action vers le Bien, de défendre une civilisation menacée, de servir les volontés de quelque tyran ou simplement de connaître, ceci étant une fin en soi. En général, ce but ultime dépend de l'ambiance sociale, morale, intellectuelle, voire politique dans laquelle se développe la connaissance. Une *Weltanschauung* prométhéenne incitera la science à remplir un rôle créateur, formateur. Une conception apollinienne, académique et désintéressée, la limitera à un rôle informateur. Une conception mosaïque l'orientera vers la réalisation de la justice. Néanmoins, que la connaissance se préoccupe d'action ou qu'elle se cantonne dans la science pure, son *objectif direct* doit être précisé. Il peut être simplement de décrire ou de classer, ou bien d'établir des lois ou encore de trouver l'enchaînement causal de certains phénomènes, fréquents ou contingents.

Ainsi, ce volume aborde les questions suivantes : quels sont les phénomènes étudiés par l'économie politique ? Quel est le but de la connaissance économique et quelle est sa nature véritable ?



La difficulté du sujet est accrue du fait que ces questions ne peuvent pas être facilement isolées. Si l'objet à étudier est le prix, la connaissance prendra une forme quantitative, puisque le prix est un chiffre et l'observation externe rendra de très grands services ; l'objectif de la science sera de trouver des constantes exprimant la relation entre le prix et, par exemple, la quantité produite. Si l'objet à étudier est un acte de choix soumis à l'intelligence, mais aussi à la fantaisie ou à la passion, la connaissance économique sera, par nature, proche de la psychologie et son objectif direct sera d'expliquer des événements ou des ensembles d'événements uniques, comme en histoire.



Enfin, une nouvelle complication provient de ce que tous ces problèmes de champ d'investigation et de buts ne peuvent guère être étudiés sans référence aux autres disciplines et singulièrement à la philosophie (théorie de la connaissance et logique des sciences), à la sociologie, voire à la politique. Le présent volume constitue un effort pour offrir au lecteur une plate-forme élevée d'où l'on puisse avoir des vues étendues sur la connaissance économique et apercevoir sa position relative par rapport à un ensemble plus vaste. Etant données les immenses difficultés de la tâche et la limitation voulue du volume, le lecteur ne doit s'attendre à trouver qu'une table d'orientation, non une carte détaillée. Même si certains détails sont un peu estompés, c'est déjà beaucoup d'avoir un large panorama, surtout à notre époque de spécialisation.



Comme le volume précédent, celui-ci est divisé en trois parties : un *Essai de synthèse*, des *Observations* et une *Bibliographie analytique et critique*.

Henri GUITTON, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, a bien voulu rédiger l'essai principal. Comme on le constatera, il a délibérément rejeté la formule « chronologie de cinquante années » qui n'aurait guère convenu ici ; l'opposition des conceptions a été à peu près permanente pendant la première moitié du siècle ; s'il est vrai que, depuis quelques années, la connaissance économique se pénètre davantage d'humanisme et d'éthique, elle ne l'était guère moins au début du siècle et cette orientation n'exclut nullement, à l'heure actuelle, un fort courant positiviste et quantitativiste.

Les observations de LÉON DUPRIEZ, professeur à l'Université de Louvain, et de FRANCESCO VIRO, Professeur à l'Université catholique de Milan, complètent plus qu'elles ne corrigent l'Essai de GUITTON.

Le directeur de la collection, qui prend ses responsabilités mais qui n'échappe pas à certaines contingences, est par-

faitement conscient de ce que l'on pourrait appeler, au sens étymologique, l'insuffisante catholicité de l'ensemble. Le présent volume est très « Europe continentale », mais c'est en grande partie parce que ces problèmes de base ont retenu l'attention ici plus qu'ailleurs; la répartition géographique de la production scientifique diffère inévitablement d'un thème à l'autre. Malgré les efforts louables de GUITTON pour *défendre* le « mathématisme » contre certains critiques, on trouvera peut-être que l'ensemble donne de la connaissance économique une image trop « littéraire »; cela n'engage pas la collection car, dans l'avenir, d'autres volumes apporteront un correctif à ce qu'il pourrait y avoir de déformant dans cette optique.



Le choix des œuvres à admettre dans la partie *bibliographique* s'est avéré fort délicat. Peu d'ouvrages sont vraiment consacrés à « l'objet de l'économie politique ». Il a paru indispensable d'inclure un certain nombre de traités qui ou bien examinent la question en détail ou bien donnent implicitement des réponses; d'ailleurs, faisant l'office d'introduction à la connaissance économique, ce volume devait tout naturellement orienter le lecteur vers les principaux traités.

Alors que les articles avaient été systématiquement exclus de la bibliographie du premier volume, on a jugé utile d'introduire ici quelques articles publiés surtout dans les quinze dernières années, car l'étude des sources documentaires a révélé qu'une partie des contributions essentielles avait paru dans des périodiques et non dans des ouvrages.

La bibliographie fait apparaître l'extraordinaire compartimentage qui s'est produit dans la connaissance économique, surtout dans le deuxième quart du siècle. Corporatistes italiens, nationaux-socialistes allemands, marxistes russes, « welfaristes » anglais, quantitativistes américains, humanistes français et mathématiciens de diverses tendances ont bâti chacun leur alvéole fermée. Ici, l'apiculteur ouvre la ruche et montre des rayons entiers... au risque de se faire piquer, mais avec l'espoir de livrer un peu de miel !

Robert Mossé.

I. PERSPECTIVE GÉNÉRALE

par

HENRI GUITTON

Professeur à la Faculté de Droit de Dijon

Sommaire

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER : L'ECONOMIE POLITIQUE A L'IMAGE DES SCIENCES PHYSIQUES.

SECTION I. — *La définition par la matérialité.* — SECTION II. — *La définition par l'échangeabilité.* — SECTION III. — *La définition par la rareté.* — SECTION IV. — *Enseignements d'un premier bilan.*

CHAPITRE DEUXIÈME : L'ECONOMIE POLITIQUE SCIENCE DE L'ACTION HUMAINE.

SECTION I. — *Le danger des analogies et le danger des dissociations.* — SECTION II. — *Les devoirs d'une science humaine.*

CONCLUSION.

Après avoir passé dix années dans l'industrie des rubans de soie dont il fit en 1928 l'objet d'une thèse de doctorat, M. Henri GUITTON est actuellement Professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Dijon. Il a publié en 1938 un ouvrage sur trois conceptions majeures de l'économie politique : *Economie rationnelle, Economie positive, Economie synthétique*. Il a consacré plusieurs articles aux problèmes sociaux contemporains et un livre à l'exposé des thèmes du *Catholicisme Social* (1945). Préoccupé enfin par les problèmes de théorie économique, il s'est adonné à des recherches mathématiques et statistiques. Il lui est revenu après la mort de Gaëtan PIROU, d'écrire le neuvième volume du *Traité d'Economie Politique* de ce dernier : *Les Fluctuations Economiques* (1951). Deux grandes idées commandent ses travaux : le rôle du temps et la place de l'homme dans la connaissance économique. Membre de la Section des Etudes Economiques et Financières du Centre National de la Recherche Scientifique. Membre du Comité Directeur de l'Association Française de Science Economique.

Introduction

L'économie politique fait d'année en année des progrès. Cependant, le problème de la définition même de cette discipline ne paraît pas avancer. L'expression d'*économie politique*, née en 1615, avec un sens précis, a été reconnue depuis lors comme imparfaite, ternie par son ambiguïté. Mais, elle n'a pas cessé de se maintenir malgré diverses tentatives de substitution. Les mots ont la vie dure, quelle que soit leur imperfection. Peut-être, du reste, faudrait-il se demander si l'intuition populaire qui les conserve ne recouvre pas, en dernière analyse, une raison d'être que la raison n'a pas été capable de déceler ?

Un peu négligé à une époque et dans des pays où l'on se soucie plus de faits et de pratiques que d'abstractions et de philosophie, le problème est reposé aujourd'hui avec une insistance notoire dans les périodiques scientifiques, dans les congrès, dans les manuels.

Certains, sans doute, pensent qu'il n'y a pas besoin de définir exactement l'économie politique ou son objet, pourvu que l'on sache faire la lumière sur les questions essentielles de l'économie : la monnaie, les prix, les revenus, le commerce international, etc. Pas plus qu'il n'est nécessaire de dire ce qu'est la prose pour en faire, — nous dit-on —, il ne serait utile de définir ce qu'est l'économie politique pour s'y adonner avec correction ; peu importerait que l'on ne puisse se mettre d'accord pour définir, si on l'est pour comprendre et pour agir.

D'autres même vont plus loin dans cette voie : ce serait l'ambition de trouver *d'abord* une définition parfaite qui aurait été la source de désaccords subséquents. S'il en était

ainsi, ne serait-il pas regrettable de découvrir dans le besoin d'une définition le principe de nos mésententes ?

Et, ce doute de départ ne serait-il pas confirmé par le concept même de *définition* ? On ne peut pas définir par avance ce que l'on ne connaît pas encore. Voyez cette règle du jeu ; vous ne la comprenez parfaitement qu'après avoir pratiqué le jeu. Ou bien, alors, définir, c'est remplacer un mot abstrait par un autre qu'il faudrait, à son tour, expliquer : la chaîne est sans fin. Ce n'est pas *au début*, mais à la *fin* d'un ouvrage qu'il faudrait risquer une définition : l'étymologie pourrait le faire croire. N'est-ce pas d'une *finition* qu'il s'agit ? En tout cas, ici, nous n'avons pas comme dans un traité à nous demander où situer la définition de l'objet, puisque ce volume est consacré exclusivement à ce problème.

Si l'on s'arrêtait cependant à de telles objections, il faudrait ravalier tout effort de pensée. Or c'est justement le bilan d'un ensemble d'efforts pour définir l'économie politique et préciser son objet que nous devons tenter à cette place, avec l'ambition de dégager les résultats essentiels des analyses et controverses contemporaines.

En vérité, ne serait-il pas ridicule que le chercheur parte à l'aveuglette, sans avoir au moins une notion de ce qu'il cherche ? Et n'est-ce pas le propre de l'intelligence que d'éclairer la route en avant de la marche ?

*
**

On ne se préoccupe guère de définir la physique, la chimie ou la botanique au début d'un cours. Regardez au contraire le nombre de pages consacrées à définir l'économie politique et à faire l'histoire de cette définition (1). La disproportion est inquiétante, parce qu'elle est peut-être, au fond, signe d'imperfection. On ne passe pas grand temps à définir ce dont on est sûr. Et cette dissymétrie est d'autant plus impressionnante que, suivant les ouvrages que vous consultez, vous trouvez presque autant de défi-

(1) Cf. SEMIAND, *Cours d'Economie Politique*, 1929-1930, p. 725.

nitions que d'auteurs. On dirait que chacun met son point d'honneur à avoir sa définition, comme s'il était seul à s'être le plus rapproché de la difficile vérité.

Notre tâche va consister à nous repérer au milieu de cette multitude, à rechercher dans quelle mesure les tentatives des uns et des autres se recouvrent ou s'opposent, et si, à partir de ces notions en apparence disparates, il n'est pas possible d'extraire un dénominateur commun. Ou bien, au contraire, s'il faut, une fois pour toutes, se situer dans tel camp, à l'exclusion de tous les autres.

*
**

Ce qui, au fond, est en cause dans ce travail, c'est la distinction entre la connaissance et l'action, et plus profondément encore la notion même de science, c'est-à-dire un problème d'épistémologie. Quand on veut marquer en quoi l'économie politique d'aujourd'hui se différencie de celle d'hier, il existe une habitude. Il semble que la marche de l'esprit ait suivi la voie suivante: avant le XVIII^e siècle, les analyses économiques étaient d'ordre essentiellement pratique. Les Anciens ne s'en préoccupaient que d'une manière secondaire et adjacente, à propos de la morale. Lorsqu'Antoine de MONTCHRESTIEN créa l'expression, assemblage de deux termes, c'était pour donner des conseils au prince dans la gestion du bien public. Le but était alors d'agir, et non pas de connaître. Cependant, un mercantiliste comme Jean BONIN avait déjà été amené, sans en être pleinement conscient, à édifier une *théorie* quantitative de la monnaie. Avec les Physiocrates et les classiques anglais, ceux que l'on appelle les fondateurs, il se forme une première connaissance, mais qui n'est pas encore isolée: cette connaissance n'est pas désintéressée, elle est encore au service d'une politique. SMITH et RICARDO sont politiquement des libéraux britanniques, au même titre que des théoriciens. Ils n'ont même pas l'idée de faire la distinction connaissance et action: les deux attitudes sont pour eux indissolublement liées.

Dans la seconde partie du XIX^e siècle, et plus spécialement même, au XX^e siècle, on affirme la séparation. La grande

majorité des économistes, de Cournot et Walras à Samuelson et Tinbergen, se rallient à une conception purement « scientifique ». En pays de langue anglaise, les *Principles of Political Economy* de Stuart Mill font place aux *Principles of Economics* de Marshall. Gaëtan PIROU, pour la France, a grandement contribué à souligner l'opposition des points de vue et à dissocier ce que l'expression de MONTCHRESTIEN avait uni; il faut, nous dit-il, soigneusement distinguer l'explication du précepte, la théorie de la doctrine; si l'économie continue à être appelée politique, c'est par suite d'une survivance linguistique, d'une vitesse acquise du langage; mais il ne faut pas se laisser induire en erreur. À côté d'une science économique *stricto sensu*, on considérera une économie politique *lato sensu* (2); quand on se livrera à l'étude de la première on s'abstiendra de tout jugement de valeur, on oubliera ses croyances, ses préférences et, bien entendu, ses passions; de ces sentiments, on ne tiendra compte que lorsqu'on s'adonnera à la construction d'une Cité humaine. Les considérations humaines n'interviendront que sur l'une des faces de l'économie politique.

*
**

Ainsi, en lisant un traité comme celui de PIROU, on pourrait croire *achevée* une longue évolution historique. Cependant, là encore, on se ferait illusion. Une évolution n'est jamais terminée. Jetons, en effet, un coup d'œil sur d'autres travaux, plus récents de conception, spécialement en Europe occidentale. Entre la connaissance et l'action économiques, la frontière n'est plus aussi brutalement tracée. Le concept même de *science* est remis en cause et l'on pose le problème du *monisme* ou de l'unité de la science (3). Le fait que ce

(2) PIROU, *Introduction à l'Étude de l'Économie Politique*, 2^e édition, p. 94.

(3) L'expression « monisme de la science » pourrait prêter à confusion. Ici, il s'agit d'une unité de la science quant à sa nature et à ses méthodes, quel que soit l'objet à étudier. Mais, l'expression pourrait évoquer aussi l'*union* de la science et de la conscience. Voir p. 26.

soient les phénomènes physiques qui aient *d'abord* donné lieu à l'édification de *la seule* science digne de ce nom, avait conduit à penser que toute discipline qui voudrait conquérir le titre de science devrait emprunter les *mêmes* procédés et s'imprégner du *même* esprit que la science jusqu'alors constituée, physique ou astronomique par exemple. C'est sur cette affirmation qu'un doute maintenant surgit et, sans cesser de respecter l'opposition théorie-doctrine qui présente toujours des avantages, beaucoup d'esprits se demandent aujourd'hui si les particularités de l'objet à connaître n'influent pas sur le caractère même de la *connaissance* qui s'y applique. Une nouvelle manière de définir l'économie politique est ainsi en devenir.

Déjà, nous pressentons de la sorte que le problème qui nous préoccupe est en mouvance perpétuelle. On pourrait penser d'une manière simpliste que l'économie a d'abord été politique, qu'elle a cessé de l'être et qu'elle tend à le redevenir (4). Ce ne serait pas parfaitement exact, car chaque période garde le souvenir de celle qui l'a précédée: on ne revient jamais dans l'histoire au point d'où l'on était parti (la spirale de Vico). Mais, il serait plus vrai de dire que les définitions de l'économie politique sont soumises à un certain rythme, en même temps qu'à une progression. Essayer de dresser un bilan revient à préciser et à caractériser les phases du rythme et de la progression que nous avons traversées depuis le début de ce siècle.

*
**

Dans un **premier chapitre**, nous analyserons les définitions de l'économie politique qui se réfèrent à la conception moniste de la science, c'est-à-dire les tentatives d'édifier l'économie politique comme une connaissance au sens étroit et classique, la science économique se constituant sur le modèle des sciences physiques. On y verra comment, depuis un demi-siècle environ, les économistes, dans leur effort

(4) Cf. A. PIETTRE, « Les trois âges de l'économie », introduction d'un ouvrage en cours, in *Travaux de l'Action Populaire*, avril 1948, p. 243.

pour préciser l'objet de leurs études, sont passés graduellement de la notion matérielle du fait économique à la notion d'échange et de prix puis à celle de choix. Au départ, la liaison était facile à établir entre l'objet à étudier, c'est-à-dire l'ensemble des phénomènes à retenir pour l'analyse (5) et l'objet de la science, c'est-à-dire le but, l'intention que se propose l'analyse (6). A l'arrivée, la transformation de l'objet à étudier nous oblige à reconsidérer l'objet dans le second sens.

Dans un **deuxième chapitre**, nous essaierons d'esquisser la conception la plus récente, encore mal dessinée, qui prend pour objet d'étude une certaine catégorie d'actes humains, mais qui voudrait mieux les caractériser, par analogies ou par différences. Mais alors, par là même, on est amené à une autre harmonie entre l'objet à étudier et l'objet de la science. Nous essaierons d'apporter un témoignage sur cette ambition contemporaine qui veut faire de l'économie politique une science nouvelle, une science dont il n'existe encore aucun modèle, une science originale, plus difficile que les sciences physiques préexistantes. Le sens de l'action humaine conduit à une nouvelle conception de la science: le modèle des sciences exactes et physiques ne peut plus convenir. C'est à une nouvelle *unité*, ou mieux encore à une nouvelle *union*, que l'on est amené, celle qui doit rapprocher dans une discipline commune la connaissance *et* l'action, la science *et* la conscience.

(5) « Objet » équivalent à *Subject-matter*.

(6) Au sens où PASCAL disait: « Leur objet n'est pas de corrompre les mœurs ».

CHAPITRE PREMIER

L'ÉCONOMIE POLITIQUE A L'IMAGE DES SCIENCES PHYSIQUES

Les conceptions étudiées dans le présent chapitre ont un point commun. Elles admettent toutes que l'économie politique est une connaissance indifférente. Elles obéissent toutes au principe de la *neutralité de la science économique*.

L'économie politique avait tellement souffert avant le XIX^e siècle, de sa subordination à la politique, du dessein des auteurs de servir uniquement la grandeur de l'Etat, et plus spécialement encore d'une certaine forme de l'Etat, qu'il était bien légitime de vouloir la purifier de cette tentation. Ce fut un progrès de la rendre indifférente à telle ou telle forme étatique. La science n'est en effet pas partisane : elle n'est ni pour l'un ni pour l'autre; elle est « neutre ». La science exprime, elle constate. Elle énonce des jugements d'existence et non pas des jugements de valeur; si elle rencontre des jugements de valeur, des préférences ou des condamnations, elle les considère comme des données qu'elle respecte, qu'elle collecte et entérine, tous sur le même pied. Lorsque, dans son for intérieur, l'économiste réprouve le jugement des autres, il pense devoir faire abstraction de cette réprobation ou de cette antipathie, même s'il estime ce jugement dangereux, destructeur et impensable. Il accepte comme un fait tout ce qui est effectivement pensé, et il l'intègre à son étude. L'économique affirme, dès le départ, qu'elle doit être délibérément distincte de l'éthique. La recherche des fins lui est par essence interdite.

Une telle attitude, dans les trois premières décades de notre siècle, était celle de la plupart des économistes : SIMIAND, NOGARO et PIROU en France, PARETO et PANTALEONI en Italie, KNIGHT et FISHER aux Etats-Unis, MARSHALL en Angleterre, KARL DIEHL en Allemagne, WIESER en Autriche.

Et ceux qui ne l'admettaient pas ne passaient pas pour des économistes sérieux.

*
**

Situons-nous dans cette atmosphère, qui restait prédominante vers 1930. Et recherchons selon quels principes s'édifie cette science *positive* de l'économie. Il en est de multiples, et il n'est pas très aisé de les mettre en ordre, car ces principes, souvent, se commandent, se recouvrent ou se complètent beaucoup plus qu'ils ne s'opposent ou ne s'excluent. Un certain chevauchement des notions se produit dont il faut prévenir honnêtement le lecteur, en acceptant par avance ses critiques.

Cependant, il demeure toujours dans l'esprit de chaque auteur ce désir secret et légitime de trouver un principe plus spécifique et plus général qui commanderait les autres, comme si la vérité à exprimer était aussi rigoureuse que l'esprit qui veut en rendre compte, comme si les vérités partielles s'emboîtaient les unes dans les autres et recevaient un surcroît de lumière du fait de leur rattachement à un principe premier qui donnerait la clef de tous les autres.

Il nous semble que, dans cet éclairage, trois idées majeures seraient susceptibles de rassembler les tentatives de définition et, par suite, d'édification de la science économique. Celles de matérialité, d'échangeabilité, de rareté. Serait économique ce qui est *matériel*, ce qui est susceptible d'*échange*, ce qui est *rare*. A partir de l'une de ces trois notions fondamentales, d'autres caractères appropriés apparaîtraient, qui achèveraient de déterminer l'aspect économique d'un phénomène, et par là l'*objet* et la *nature* de l'économie politique.

Trois sections seront consacrées ici à ces thèmes fondamentaux et une quatrième essaiera de dégager les enseignements de cette première manière de bilan.

SECTION I

**La définition par la matérialité :
l'économie politique, science des richesses**

Lorsque le langage populaire emploie le mot économique, il évoque, à ne pas s'y tromper, l'idée de jouissances matérielles. Serait économique tout ce qui concerne les données matérielles de l'existence, lesquelles peuvent être envisagées soit négativement, soit positivement.

*
**

Le côté *négatif* est peut-être le plus frappant. L'existence postule deux types d'occupations. Celles qui ont trait au corps, celles qui intéressent l'esprit. Selon les penseurs grecs, les hommes supérieurs de la cité, pour pouvoir s'adonner totalement aux secondes, devaient être complètement libérés des premières, imposées aux esclaves, qui eux perdaient leurs attributs d'hommes et devenaient de simples instruments pour l'accomplissement des tâches corporelles.

Longtemps après la disparition de l'esclavage, on a encore estimé que des *domestiques* étaient indispensables pour mettre de l'ordre dans la maison (*domus*) et voilà retrouvée l'étymologie du terme économie (1). Au sens le plus simple, l'ordre dans la maison c'est la préparation des aliments, le lavage du linge, etc. Ces tâches étaient encore exécutées parfois par les *ordonnances*, terme spécial à la vie militaire, qui est à rapprocher de celui d'*ordonnateur*, d'*ordonnement*, c'est-à-dire de *rangement* et d'*ordre*. Ces tâches, qui accablent aujourd'hui la mère de famille, constituent le *ménage*, autre mot très significatif, évoquant l'aménagement matériel, dont l'anglais a tiré « *management* » (2).

(1) Οικος = maison; νομος = ordre, d'où ordre dans la maison.

(2) Précisons toutefois que si « aménagement » est quelque chose de matériel, « management » représente plutôt l'effort conscient et coordi-

Est donc économique ce qui assure les bas côtés indispensables de l'existence. On mesure ce caractère indispensable par la détresse où l'on se trouve, lorsque l'un de ces éléments matériels vient à faire défaut. Ainsi en va-t-il lorsqu'une cuisinière quitte le foyer d'une famille nombreuse, lorsqu'une panne de courant paralyse l'ascenseur, lorsque le chauffage central cesse de fonctionner au milieu de l'hiver... On dira alors que l'organisation économique n'est plus assurée.

En somme, le critère de matérialité est appliqué au *besoin* à satisfaire, plutôt qu'au *moyen* qui le satisfera.

*
**

Mais, il y a en contre-partie le côté *positif* de l'économie. Et les exemples qu'on vient de donner sont précisément à double face. En même temps qu'il vous libère des efforts matériels, un acte est économique parce qu'il vous procure des avantages eux aussi matériels. Quand on dit d'un pays qu'il est une grande puissance économique, on veut dire qu'il possède des *matières premières* (pétrole, houille, substances radio-actives) dont parlent les livres de géographie, et dont la recherche ou l'absence expliquent, dans certains manuels d'histoire, l'arrivée des guerres; en tout cas, ces matières permettent de satisfaire les besoins du pays et sont un facteur de prépondérance.

Il y a presque vingt ans, Lionel ROBBINS écrivait : « la définition de l'Économie qui réunirait probablement le plus d'adhérents, tout au moins dans les pays anglo-saxons, est celle qui ramène cette science à l'étude des causes du *bien-être matériel* (3). »

LEDUC constate en 1938 que le doyen Giorgio del VECCHIO persiste « dans cette vieille confusion classique, en réduisant, arbitrairement, le rayon d'action de l'économique à cette

nateur tendant au bon emploi des ressources.

(3) ROBBINS, *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, p. 19; italiques mises par nous. Voir Bibliographie, n° 108.

seule partie de l'activité économique qui aurait pour but de satisfaire les besoins *élémentaires* de l'existence (4). »

On dit, d'une manière équivalente, que l'économie politique est la science des *richesses* ou de l'enrichissement (5). Il semble que, sur ce point, il y ait comme une constante des vocables. L'économie serait la science des richesses, comme l'optique est la science de la lumière et la botanique la science des végétaux. Malheureusement, ce mot de richesse met en jeu de multiples difficultés que ne soulève pas le problème de la lumière et des végétaux, réalités qu'on n'éprouve pas le besoin de définir.

*
**

On voit bien que les richesses sont les biens, qui procurent l'abondance, donc, la puissance (*reich*), et par là, le bien-être. Sur le point de savoir si seuls les biens *matériels* ont la qualité de richesses, la discussion est close depuis longtemps et n'a pas rebondi. Les services *immatériels* sont reconnus comme richesses au même titre que les corps palpables. L'éloquence de l'avocat, l'art du chirurgien, l'intelligence de l'ingénieur, l'organisation d'une usine, la sécurité conférée par une armée ou une police, l'enseignement distribué par un maître, tout cela constitue de la richesse. Les évaluations modernes du revenu national cherchent précisément à en tenir compte. Incontestablement, le *matériel* ne suffit pas à définir l'économique. Cependant il subsiste un point de désaccord.

Les moyens *immatériels* gardent le signalement économique; mais seulement à la condition qu'ils aident à la réalisation du bien-être matériel. Autrement dit, ce serait la fin poursuivie — le bien-être matériel — qui déterminerait ainsi le caractère *économique* de l'acte considéré. « Si Robinson Crusoé, nous dit ROBBINS (p. 24), parle à son perroquet, son activité est de caractère « non économique »... Mais, suppo-

(4) LEDUC, « Sur la nature et les limites du problème économique », *Mélanges Truchy*, 1938, p. 233.

(5) ADAM SMITH, J.-B. SAY, NASSAU SENIOR (1836), CANNAN (1914).

sons que Crusôé soit retrouvé et que rentrant chez lui, il monte sur la scène et parle à son perroquet pour gagner sa vie. Sûrement, dans ces conditions, ces conversations auront un aspect économique. » Mais, alors, on se lance dans une voie mal tracée : une même activité peut être dite économique ou non-économique, selon l'intention de son auteur. Il n'y a plus de critère véritablement objectif et, à proprement parler, matériel. D'autant plus que le concept de bien-être *matériel* est différent pour chaque sujet et difficile à définir.

Si l'on prétendait que seuls sont économiques les travaux qui satisfont le côté le plus matériel du bien-être humain, on dénaturerait la vérité. Le salaire de l'égoutier, dit encore ROBBINS, relèverait seul de la théorie économique, alors que celui du chef d'orchestre en serait exclu. De la même manière, toutes les activités qui sont impliquées par la préparation, la conduite ou la liquidation d'une guerre seraient hors du champ des études économiques : manifestement, ne tendent-elles pas à la diminution du bien-être matériel ? Sans doute, faudrait-il ici faire une première fois usage de l'idée de temps : immédiatement ces activités diminuent le bien-être matériel, mais elles ne le font aujourd'hui que pour donner à ce bien-être une meilleure assise dans le futur. On détruit aujourd'hui pour permettre demain des constructions plus durables ; on anéantit le bien-être précaire d'aujourd'hui pour rendre possible demain un bien-être *matériel* définitif, inébranlable.

*
**

Au fond de ces discussions, on en retrouve une autre qui a implicitement commandé les œuvres des classiques : celle de la *productivité*, qui s'est longtemps confondue avec la productivité matérielle. Pour les Physiocrates, là où aucune matière nouvelle n'était produite, il n'y avait pas de production économique. A. SMITH encore était dominé par cette croyance naïve, puisqu'il considérait comme travail productif seulement celui qui aboutissait à un objet *matériel* tangible.

Aujourd'hui, il n'y a plus de doute sur ce point. La production économique n'est pas production de matière, mais production de valeur. On peut produire de la matière sans produire aucune valeur, et inversement produire de la valeur sans apporter aucune matière. Et par conséquent, on distingue soigneusement la science économique de la technologie. Il ne s'agit pas pour l'économie politique d'analyser les façons qui accroissent les quantités matérielles.

Tous les auteurs modernes en ont précisé les raisons. Le directeur technique d'une usine cherche à augmenter sans cesse le rendement matériel, le directeur commercial (celui qui incarne l'économique) peut alors fort bien s'opposer à ce point de vue physique. Si les marchandises s'accumulent sans trouver de débouchés, cette abondance de matières peut conduire à la ruine. PIROU expose la marche d'une exploitation forestière: « il ne suffit pas de savoir par quel procédé peut être obtenu le rendement maximum en quantité, le volume et le poids de bois le plus élevés. Il importe aussi, il importe surtout, de rechercher quel pourra être le meilleur rendement en valeur, c'est-à-dire de se demander par quelle combinaison on obtiendra la recette monétaire la plus forte. Et il se peut fort bien que la solution la meilleure au point de vue *technique* ne soit pas la plus recommandable au point de vue *économique* ».

Et ainsi on pourrait aboutir pour achever cet examen de la *base matérialiste* à un complet retournement de point de vue. Même lorsqu'il y a fourniture de matière, n'est-on pas allé jusqu'à dire que la *satisfaction* procurée par cette matière était seul fondement de l'« économicité » de l'acte envisagé. Or, la satisfaction est en soit de type immatériel (6). Ainsi derrière l'apparence matérielle, ce serait la jouissance, c'est-à-dire un élément psychique immatériel, qui constituerait le caractère économique. Parti du « préjugé matérialiste », nous serions ainsi conduit à lui dénier toute valeur (7).

(6) V. FISHER, *The Nature of Capital and Income*, Ch. VII

(7) LEDUC, *op. cit.*, p. 231.

*
**

Il ne faut cependant pas être catégorique ni dans ses affirmations, ni même dans ses négations. L'idée de matière est une de celles qu'il convient de manier avec beaucoup de délicatesse. Déjà nous savons qu'en physique, dans le champ de laquelle nous l'avons renvoyée, elle n'est pas une base solide : dès que l'on commence à l'analyser scientifiquement on ne sait plus bien ce qu'elle est. Elle n'a plus rien de commun avec ce qu'elle semblait être. A combien plus forte raison n'est-elle pas une donnée suffisante pour définir l'économie politique ! Il n'y a pas de matière *en soi*, il n'y a de matière économique, c'est-à-dire de richesse, que par rapport à l'homme. On ne peut donc plus définir l'économie politique sans se référer au comportement des hommes à l'égard de la matière. Au milieu du xx^e siècle on n'admet plus que l'économicité est une propriété intrinsèque des biens et des services. Il reste vrai que les éléments matériels, les matières premières, pour parler avec les géographes et les technologues, sont *points de départ* essentiels du circuit économique. Ils sont nécessaires, mais non point suffisants. Ce n'est que par référence à l'histoire, et par respect pour les fondateurs, que l'on consacre en 1950 encore tant de temps à cette optique matérialiste. Du moins cette première tentative toute partielle de définition est-elle une bonne manière de commencer une discussion, puisqu'elle prend appui sur le bon sens populaire dont l'homme de science ne doit jamais faire fi.

En cela une chose demeure vraie : celui qui se consacre à une activité économique prend pour objet des faits qui intéressent l'existence d'abord matérielle des hommes, celle sans laquelle ils ne pourraient pas philosopher ou se livrer aux créations de l'esprit, celles qui déchargent l'esprit des fonctions mécaniques indispensables. Et on est amené à s'enrichir intellectuellement en se consacrant à ces études. Il n'en est pas moins vrai qu'une définition par l'objet matériel a surtout un mérite négatif, celui de rendre conscients les multiples problèmes et les innombrables diffi-

cultés auxquels on se heurte dès que l'on emploie des expressions d'apparence évidente. L'évidence qui était pour les Physiocrates la marque d'une vérité de nature, au fond n'existe pas là où on croit spontanément la trouver. Il n'y a rien d'aussi compliqué que d'expliciter des vérités dont on a seulement l'intuition. L'économie politique définie comme science du bien-être matériel ou comme science des richesses ne paraît plus, à ce titre, satisfaire les économistes. Suivons donc l'évolution de la pensée économique dans une voie moins naïve.

SECTION II

La définition par l'échangeabilité : l'économie politique, science sociale de l'échange

En critiquant la notion de richesse, nous avons parlé incidemment de satisfaction et de valeur; nous avons évoqué le comportement *des* hommes à l'égard des biens mis en jeu. C'est sur cette particule qui exprime le pluriel que nous allons maintenant porter notre réflexion. Pour beaucoup d'économistes, spécialement à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, la rencontre des sujets à propos des biens, c'est-à-dire l'échange de ces biens, fournirait le caractère économique que nous recherchons.

Parmi les auteurs français les plus récents, c'est chez Gaëtan Pirou que nous retrouverions le plus clair exposé de cette thèse (8).

*
**

L'« économicité » (9) n'apparaît qu'à travers l'échange. —
L'économie politique serait lors dénommée la « catallacti-

(8) G. PIROU (*op. cit.*, p. 88); cette thèse avait déjà été soutenue par A. LANDRY, *Manuel d'Economie*, p. 5.

(9) Ce terme d'*économicité* n'est pas encore consacré par la langue française. Il a été proposé notamment par les économistes italiens. Nous nous permettons de l'employer ici plutôt que de répéter l'expression de « caractère économique » ou de « capacité économique ».

que » (étymolog. « étude de l'échange »). Autrement dit, il n'y aurait pas vie économique dans le simple contact d'un seul homme avec les biens matériels (ou immatériels). Pour faire allusion à ce personnage imaginaire qui rend tant de services aux théoriciens de l'économie, il n'y aurait pas d'économie robinsonnienne. C'est au moment où le sujet se sépare du bien qu'il détient, pour obtenir un autre bien dont il est privé et que détient un autre sujet, c'est dans cet entre-deux, dans cette transition, dans cette fissure, dans cette substitution d'une jouissance à une autre, que se percevrait seulement l'économicité.

Comme nous ne voulons pas négliger les suggestions de l'intuition à l'égard d'une définition, il n'est pas inutile de constater ce qu'a de juste cette interprétation « catallactique » (10). Puisqu'il n'y a richesses que par rapport aux hommes, c'est au moment de la transmission des biens des uns aux autres que l'on peut saisir la raison d'être et l'intensité de la valeur. Au niveau d'un seul individu, il y a préparation de valeur, valeur potentielle seulement; la valeur effective ne peut se réaliser et s'objectiver que par l'échange. Bien qu'on puisse penser un échange instantané, au moment précis où il est exécuté, l'échange implique un mouvement. C'est ce mouvement qui permet de comprendre ce qui, sans lui, resterait caché et inexprimable dans le repos. L'acte économique surgit du déplacement des biens au contact de la société. C'est un *acte social* par essence. Et c'est pourquoi, après avoir découpé la sociologie dans la science, PIROU fait de l'économie politique une branche de la sociologie. Mais, il faut préciser ce caractère *social*.

L'acte économique est un acte humain dichotomique, qui se distingue de l'acte gratuit. — L'économie politique est

(10) Précisons que le point de vue catallactique peut être compris d'une manière *objective* et rigoureuse comme le fit PARETO, et d'une manière large et *subjective* comme l'a proposé Benedetto CROCE. DUPRIEZ a montré tout l'intérêt de cette discussion; voir L. H. DUPRIEZ, « Du concept d'équilibre en économie politique », *Revue d'Economie Politique*, bibliogr., n° 59.

spéciale aux sociétés *humaines*. Autrement dit, il n'y a pas de faits économiques dans les sociétés animales. Et cependant on a pu parler de l'économie d'une ruche ou d'une fourmilière: il y a dans ces populations des échanges qui aboutissent à un certain ordre. Les livres de FABRE (11) ou de MAETERLINCK (12) en sont les témoignages, parfois captivants. Mais, ces échanges obéissent à l'*instinct*, et ne sont pas le fruit de la *réflexion* et de l'*intelligence*. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point en discutant plus loin de la rationalité.

Tous les déplacements ne sont pas actes économiques. Il ne suffit pas qu'il y ait transmission des biens, de sujet à sujet. Le sens populaire dira précisément qu'un acte de générosité ou de philanthropie n'est pas économique: on parlera ici d'*acte gratuit*. Les philosophes préféreront dire: *acte libre*, voulant dire par là, non pas que le sujet économique n'était pas obligé d'agir comme il le fait, mais qu'il donne sans esprit de retour. L'acte gratuit ou libre est un acte unilatéral, ou à sens unique: un acte d'amour, de grâce pur; il n'y a qu'un seul qui donne et il n'y a qu'un seul qui reçoit. Au contraire, l'échange par quoi se marque l'économique est toujours bilatéral. Chacun des deux échangistes se sert pour ainsi dire de ses deux mains: l'une reçoit sans ignorer ce que l'autre donne. C'est parce que l'une reçoit que l'autre donne. Dans l'acte économique le plus élémentaire qui soit, il y a ainsi toujours deux sujets et deux biens. C'est cette dichotomie qui exprime l'économie. L'acte économique est un acte à contre-partie, on ne reçoit pas pour recevoir, pas plus qu'on ne donne pour donner, on n'y reçoit que pour donner et on n'y donne que pour recevoir. Le chiffre *deux* serait de l'essence de l'économie. Deux suffisent à constituer une société. En ce sens, l'idée de *contrat* est bien parente de l'idée économique: il y a deux parties, deux sujets dans le contrat de société. A partir de

(11) FABRE J. H., *Les Auxiliaires, récits sur les animaux utiles* (1873); *Les Serviteurs, récits sur les animaux domestiques* (1875).

(12) MAETERLINCK, *La vie des termites* (1926); *La vie des fourmis* (1930).

deux et par complications successives, cette société « minimum » tend à devenir une société plus digne de ce nom (13). Cette dichotomie explique pourquoi les notions de demande et d'offre, et les données de la comptabilité (en partie double) sont inséparables de la notion d'économie (14). A tout compte débité doit correspondre un compte crédité. C'est là une des manières d'exprimer le problème économique (15).

*
**

La notion de temps permet seule de juger du caractère dichotomique de l'acte. — On pourrait une seconde fois faire intervenir à cette place l'idée de temps. Un acte apparemment gratuit dans l'instant peut à la longue ne pas le rester, s'il donne lieu à une contre-partie plus ou moins différée dans le temps. On ne peut pas savoir à priori si une prestation, qui a été faite aujourd'hui sans esprit de retour, ne donnera pas lieu un certain jour à un avantage plus ou moins soupçonné, lors du premier acte. Bien mieux, on peut avoir fait aujourd'hui une certaine prestation qui ait le caractère explicite d'un *don*, avec l'idée implicite, en tout cas non exprimée, d'en tirer plus tard une récompense. Ne sera-t-on pas autorisé à dire que, malgré l'apparence de gratuité instantanée, l'acte est tout de même, dans la durée, affecté d'économicité ? Ainsi, tant que se poursuit l'écoulement du temps, tant que rien ne peut être dit définitif, tant que l'histoire n'est pas achevée, on ne peut jamais dire d'un acte qu'il soit entièrement gratuit. Ou plus précisément, on serait amené à se demander s'il ne faudrait pas

(13) On voit par là l'intérêt qu'il y aurait à associer la théorie juridique des contrats et la théorie économique de l'échange. Le droit romain exprimait toujours cette dualité que nous avons tendance à oublier en parlant d'*emptio-venditio*, de *locatio-conductio*.

(14) Il faut cependant noter que la comptabilité en partie double n'est qu'un enregistrement (*ex post*) d'un fait survenu : elle constate mais ne dit rien sur la nature ou la cause de l'acte enregistré.

(15) Là encore l'enseignement de la comptabilité qui a commencé à pénétrer les Facultés de Droit gagnerait à être organiquement associé à l'enseignement de l'économie politique.

considérer pour déterminer les actes capables d'étude économique, à la fois l'intention de ceux qui s'y livrent et un espace de temps suffisant pour en observer les effets. Il faudrait aussi rechercher si la contre-prestation possible doit être de la même nature que la prestation. Lorsque la prestation est matérielle et la contre-prestation, sans rapport apparent avec le bien-être matériel, de type spirituel ou culturel, peut-on dire que l'acte est encore économique ? L'analyse est ici délicate. Lorsqu'un père assure les dépenses d'éducation de son fils, l'acte est désintéressé. Cependant, on a vu des parents faire de lourds sacrifices pour faire sortir leur enfant de l'ornière sociale, avec l'idée qu'ils profiteraient plus tard de cette élévation, qu'ils pourraient être recueillis sur leurs vieux jours par l'enfant arrivé : l'acte apparent d'amour pourrait ainsi se dégrader en acte économique.

Mais ne pourrait-on pas évoquer plus spécialement le problème soulevé par le prêt-bail, et, d'une manière plus générale, par l'aide-américaine à l'Europe ? Cette aide est faite à titre de don, sans stipulation de remboursement ou de paiement d'intérêts ; n'est-elle pas cependant de caractère économique ? L'Amérique donne à l'Europe pour que celle-ci s'organise et ne se laisse pas gagner par une idéologie différente de l'idéologie américaine, pour qu'elle améliore la sécurité d'une portion du globe qui n'est pas indifférente à la politique américaine, et faute de laquelle les Etats-Unis seraient peut-être entraînés dans des dépenses encore plus coûteuses que celles causées par le don actuel. N'y a-t-il pas ici l'élargissement de l'idée d'échange, qui conserverait à l'aide MARSHALL le caractère dichotomique ?

D'une autre manière, lorsqu'un entrepreneur accorde à son personnel des *faveurs* apparemment désintéressées, celles que l'on a soupçonnées en les appelant « paternalistes » (congrés, 13^e mois, construction de salles de jeu, de dispensaire, etc...), on a pu dire qu'il y avait là des mesures destinées à accroître indirectement les bénéfices de l'entreprise.

Les actes d'amour étant si rares, un scepticisme, exagéré, sans doute, conduit à toujours suspecter le but intéressé d'une mesure dite désintéressée : il y a des cadeaux qui

vous enchaînent. J'aime mieux, disait un malicieux, payer un service rendu, plutôt que d'avoir à me reconnaître d'une dette morale qui me pèse, cela est finalement moins cher. La gratuité peut être, à ce titre, curieusement coûteuse. On pourrait dire aussi : ce que l'Etat semble donner sans esprit de retour, comme c'est le cas dans les services publics gratuits (16), il le retrouve finalement d'une autre manière dans un vaste budget culturel, l'homme pourvu de sécurité sociale ayant, par exemple, une productivité plus grande dans le travail. N'est-on pas toujours payé d'un acte même désintéressé ? Ne forçons toutefois pas la devise : il doit bien rester dans le monde, même imparfait qu'est le nôtre, de purs actes d'amour, des actes qui restent définitivement unilatéraux, qui ne seront jamais payés, et, soit dit en passant, l'existence de ces actes juge de la valeur morale d'une société !

Ainsi l'acte économique est celui dont on peut affirmer qu'en intention et en fait il a voulu être ou a été intéressé. Et c'est la notion d'intérêt, — il vaudrait mieux dire d'intéressement, tellement le mot d'intérêt est ambigu, — qui fonderait l'économicité. Mais, une question adjacente se pose.

*
**

L'économicité n'apparaît-elle que dans le grand nombre et la spontanéité ? — Nous avons parlé jusqu'ici de la notion d'échange, des idées impliquées par cette notion. Or, lorsque G. PIROU voit dans l'échange le critère de l'acte économique, c'est avec un autre « parti pris » : c'est parce que les actes effectifs d'échange se présentent dans nos sociétés contemporaines comme soumis à des *régularités*, des *mécanismes*, des *lois*, du fait qu'ils se produisent très fréquemment. Ce serait parce que les actes d'échange sont phénomènes sociaux, c'est-à-dire existent sous la forme du très nombreux, qu'ils permettraient seuls la construction d'une science : il ne pourrait y avoir de lois qu'avec les grands

(16) Du reste, la gratuité n'est qu'illusoire puisque rien n'alourdit les budgets publics comme cette gratuité.

nombres. Il n'y aurait pas de science du particulier. Nous disons qu'il y avait là un parti pris, une sorte de préjugé. Et, en effet, cette manière de s'exprimer exclut du champ de nos recherches les faits d'échanges peu nombreux et non spontanés, la spontanéité commandant la véritable multiplicité. PIROU le dit lui-même : il faut voir fonctionner une société dans laquelle chacun choisit volontairement et librement, sans aucune intervention *autoritaire*, ni aucune prescription *légale*. Autrement dit, une société planifiée ne serait pas susceptible d'étude économique, mais seulement d'étude politique. Dans une telle société, il n'y a plus de multiples rencontres libres, il n'y aurait donc plus ce minimum de *détermination* par les grands nombres sans laquelle on ne peut plus, pour un PIROU, concevoir la science.

Ici, on peut alors avec René COURTIN manifester quelque inquiétude. Comment nier que la Russie des Soviets n'ait pas, sur un mode que l'on peut évidemment critiquer, résolu par des *échanges dirigés* le problème économique lui-même ? Ce ne serait donc pas l'*échange spontané* qui fonderait la science économique ; mais alors peut-on encore parler d'*échange intéressé*, lorsque l'intéressement n'est plus laissé à la libre appréciation du sujet qui en bénéficie, lorsque cet intéressement est jaugé par le *sujet collectif* au nom de tous les *sujets individuels* qui reçoivent passivement les biens, objets d'échange, qui ne manifestent plus activement par leur choix, leurs préférences instantanées ? Ludwig von MISES semble bien penser qu'il n'y a plus alors « objet » de science (17).

Mais, il est peut-être exagéré d'affirmer que les décisions soi-disant « arbitraires » de l'exécutif suppriment l'économicité de l'acte (18). On ne devrait plus parler d'économie militaire ou même d'économie familiale. Et cependant, pour employer un autre langage, l'économie n'est pas uniquement

(17) MISES, *Die Gemeinwirtschaft*, p. 94-138. Du même auteur voir également *Human Action*, bibliogr. n° 29.

(18) Certains préciseront que la décision humaine unique ne peut pas faire objet de science, du fait qu'elle se heurte au concept de liberté humaine. Une société complètement dirigée ne rentrerait plus dans l'économie politique, mais dans l'organisation commerciale.

commutative, elle est aussi *distributive* (19). On voit combien est délicate cette notion, elle aussi simple d'apparence, de l'échange. L'économie ne se ramène pas à l'échange au sens strict.

Par ailleurs, est-il permis d'affirmer que seul l'acte social d'échange fonde l'économicité ? Il n'y aurait pas d'économie de l'homme isolé, précisément parce qu'alors il n'y aurait plus fait social. René COURTIN a exprimé son étonnement : « Le paysan des Cévennes ou de la Bretagne consacrant ses terres à la polyculture et satisfaisant lui-même à ses besoins n'accomplirait donc pas d'actes économiques, à l'inverse du betteravier du Nord ou du cultivateur du Midi tributaires du marché ? Que deux propriétaires habitant leur maison changent de logement, et voici que, devenant réciproquement locataires l'un de l'autre, ils feraient naître un acte économique ! (20). »

Les explications de PIROU, si elles ne justifient pas sa position, permettent au moins de la comprendre. Considérons l'homme détaché du milieu social ; c'est une hypothèse du reste bien peu concevable et bien loin de toute réalité : il faut pour cela ou se placer aux temps préhistoriques, ou mieux encore bâtir un monde adéquat comme on le fait seulement dans un roman. Aujourd'hui, même lorsque par suite d'un accident (guerre ou catastrophe) ou d'une survivance de plus en plus rare, un homme se trouve en fait isolé de tous les autres, il n'est pas complètement dissocié du milieu humain dans lequel il a vécu, il appartient encore à la société dont il est apparemment détaché. Acceptons cependant l'hypothèse : PIROU nous dit alors qu'il subsiste bien un échange : mais c'est un échange entre l'homme et le milieu, un échange qui n'est humain que d'un seul côté. Il y a détermination de relations techniques (créations d'outils), biologiques (choix de l'aliment le meilleur : cueillette ou chasse), psychologiques, chimiques, etc..., mais pas de

(19) Autrement dit, le fait de distribuer autoritairement, sans échange spontané, ne semble pas faire disparaître l'économicité.

(20) R. COURTIN, « Sur la nature du fait économique », *Revue d'économie politique*, mai 1940, p. 409.

relations économiques. L'économie implique pour ainsi dire qu'il y ait l'homme des deux côtés de l'échange. Nous le penserions aussi volontiers, mais la notion de temps nous aiderait encore à répondre. « Robinson doit être économe parce que Robinson de *chaque jour* doit compter avec Robinson de *demain* » (21). Lorsque Robinson échange seul avec le milieu physique qui l'entoure, n'est-ce pas justement le Robinson d'aujourd'hui qui échange avec le Robinson de demain ? En ne consommant pas aujourd'hui (et c'est l'idée négative populaire d'économie) : c'est-à-dire en renonçant à quelque chose aujourd'hui, Robinson attend pour demain une contre-prestation, une meilleure jouissance. Il y a échange intéressé. Il y a aussi échange social, puisque le dédoublement de la même personnalité à travers le temps crée quand même une société. LANDRY raisonne d'une manière un peu voisine ; il ne se réfère pas à l'échange lui-même, mais à l'idée d'*échangeabilité* (22) c'est-à-dire à la possibilité d'échange pour les temps à venir. « Le fondement de cette distinction est dans l'idée d'échange que Robinson pourrait faire de ses aliments, de ses vêtements, s'il venait à rencontrer d'autres hommes. »

*
**

Les idées d'échange et de prix ne vont pas au fond du problème. — Notons, pour achever l'analyse, qu'on a prétendu améliorer la définition en disant que la science économique était mieux encore que la *science des échanges*, la *science des prix*.

Ici, il faudrait lever une autre ambiguïté. Pour beaucoup d'auteurs, c'est par la monnaie que l'on passerait de la notion d'échange à la notion de prix. La monnaie introduit dans le problème la possibilité d'une mesure : le prix serait l'expression en monnaie de la valeur d'échange. Sans doute. Mais, comme l'a fort bien montré WALRAS, l'idée de prix ne contient pas nécessairement l'idée de monnaie : il y a

(21) VIALATOUX, *Philosophie économique*, 1932, p. 78 (bibliogr. n° 118).

(22) LANDRY, *Manuel d'Economique*, p. 16, note 2 (bibliogr. n° 24).

déjà dans le troc deux prix réciproques, inverses l'un de l'autre. Donc, science des prix plutôt que science des échanges, *en soi* cela ne fait guère avancer la question. *En fait*, puisque les prix sociaux contemporains sont toujours (en dehors des catastrophes) des prix monétaires, appeler l'économie politique science des prix, ramenés à un dénominateur commun, constitue un progrès. L'économie politique serait l'étude des prix et des lois qui les régissent : partout où des prix se forment (DAVENPORT), c'est-à-dire partout où il y a *marché*, on pourrait affirmer qu'il y a de l'économique (23).

Or, il se forme des prix même dans des domaines où l'on paraît traiter d'un autre sujet : le salaire est un prix, l'intérêt est un prix, la rente est une différence de prix... On s'aperçoit aussi que le prix n'est pas un phénomène premier : le prix est un effet, une conséquence. Il a pour ainsi dire, une *préhistoire* (24) cachée, et par là même plus profonde. Celui qui veut saisir les ressorts intimes des phénomènes doit « remonter en arrière » des relations d'échange, c'est-à-dire en quelque sorte découvrir derrière les faits sociaux les plus visibles, les motifs invisibles qui ont l'individu pour centre (25). L'échange ne fait qu'achever, réaliser et exprimer un processus dont il faut rechercher les origines.

Ainsi, il y a bien progrès à définir l'économique comme étude d'un échange intéressé donnant lieu à un prix, plutôt que comme étude de la richesse ou du bien-être matériel. Mais il faut aller plus au fond du problème.

(23) Mais le véritable problème est de savoir si, pour qu'il y ait de l'économique, il faut qu'il y ait prix et marché.

(24) L'expression est de ROBBINS, *op. cit.*, p. 33.

(25) « N'est-il pas évident que les imperfections du système ricardien étaient dues précisément à cette circonstance, qu'il s'arrêtait aux estimations sur le marché et n'allait pas jusqu'aux estimations des individus » (ROBBINS, *op. cit.*, p. 33). « ... l'échange et le prix, loin de constituer des phénomènes primitifs essentiels, se présentent seulement... » (R. COURTIN, *op. cit.*, p. 411).

SECTION III

**La définition par la rareté:
l'économie politique, science des choix opportuns
et efficaces**

L'idée de limitation ou d'inadaptation. -- Quand on essaye de mettre en lumière le thème majeur du débat économique, on peut se demander s'il ne réside pas dans le fait qu'à l'« infini, qui est dans l'homme, s'oppose la parcimonie du monde (26) ». « Le problème économique naît de la tension entre nos désirs (sans doute limités dans leur intensité, mais illimités dans leur variété) et les moyens réduits dont nous disposons pour les combler (27). » Il y a ainsi dans l'existence une opposition inéluctable entre l'homme et son environnement. L'homme porte en soi un besoin d'infini, et il bute constamment sur le fini de la création. D'un côté une vocation qui ne connaît pas de limite. D'un autre côté, une résistance du milieu qui est toujours par nature limitée. Il y a donc toujours insuffisance des moyens par rapport aux fins poursuivies. C'est-à-dire qu'il y a dans le monde une rareté fondamentale.

LEDUC, cependant, précise très justement que c'est peut-être une *inadaptation* plutôt qu'une *limitation du milieu*: les forces de la nature peuvent être déchainées, l'excès peut être alors aussi néfaste que l'insuffisance, il faudra lutter contre l'abondance pour adapter le milieu aux aspirations humaines. Pourtant, le cas le plus fréquent, le plus habituel, est celui de l'inadaptation par insuffisance et non celui d'une inadaptation par surabondance. Et c'est pourquoi on s'arrête davantage à l'idée plus frappante, quoique moins générale, de *limitation*. L'acte économique serait alors essentiellement celui par lequel on lutte contre la rareté, par lequel

(26) COURTIN, *op. cit.*, p. 408.

(27) LEDUC, *op. cit.*, p. 233.

on apporte une solution au problème posé par la situation contradictoire de l'homme inséré dans la création.

*
**

L'idée de multiplicité et l'idée d'« alternativité » appliquées aux moyens et aux fins. — Mais, l'analyse se complique. Cette lutte contre la *rareté* conduit à une autre idée qui lui paraît contraire: celle de *multiplicité*. Le problème économique surgit de la combinaison de l'idée de rareté et de l'idée de multiplicité. C'est en effet parce que dans la rareté, ou dans l'inadaptation, de *multiples possibilités* se présentent, que l'acte économique consistera finalement dans un *choix*.

L'analyse du choix doit comporter deux étapes, car il y a deux problèmes de choix, celui qui concerne les fins (ou les besoins) et celui qui porte sur les moyens.

Il faut *d'abord*, — dans une *première étape*, — que le sujet *choisisse celui de ses multiples besoins* actuellement ressentis qu'il va immédiatement satisfaire, puisqu'il ne peut pas, au même moment, satisfaire tous ses besoins. Le problème se pose sous la forme d'une alternative: c'est la particule *ou bien* qui l'exprimera. Je ne peux pas faire deux choses, et à plus forte raison plus de deux choses, à la fois. Aller au cinéma *et* en même temps aller me promener. C'est donc ceci *ou* cela que je déciderai; le fait de choisir l'un élimine l'autre. Evidemment, ce caractère alternatif procède de deux suppositions.

1°) Il suppose qu'on se situe dans l'*instant* et non pas dans la *durée*, car si le temps ne m'est pas mesuré, je peux fort bien faire ceci *et* cela en succession. « Si je désire faire deux choses, et si j'ai beaucoup de temps et de grands moyens pour les réaliser, et si je ne désire affecter mon temps ni mes moyens à quoi que ce soit d'autre, ma conduite ne revêt aucune de ces formes qui font l'objet de la science économique. Le Nirvana n'est pas nécessairement la seule béatitude. Il est simplement la satisfaction complète de *tous* les besoins (28). » Mais on pourrait ajouter: même

non limité dans l'espace, même dans un Nirvana, l'homme serait toujours limité dans le temps puisque toujours soumis à la successivité de ses actes. Il faudrait, même dans l'abondance parfaite, prendre parti sur un ordre de priorité: le dessert viendra *après* le rôti. Mais qui dira s'il vaut mieux se promener *avant* le cinéma ou *après* ?

2°) Il suppose qu'on raisonne sur un sujet *individuel*, et non sur un sujet *collectif*. Si un individu ne peut pas faire plusieurs choses au même moment, il n'en va pas de même du sujet global. L'Etat peut très bien en même temps fabriquer des lignes de chemin de fer et des usines de chaussures. Cependant, même pour l'Etat, il ne sera pas possible la même année de réaliser tous les projets souhaitables. Il y aura un ordre de priorité à déterminer: la rareté des moyens, même multiples, interdira l'exécution de la totalité des possibles. Et, de nouveau, apparaîtra l'*alternativité*: dans cette année ou dans cette série d'années (le plan), on devra choisir, donc éliminer; il faudra, par exemple, construire *ou* des centrales électriques *ou* des logements ouvriers.

Une fois ce choix, ou cette mise en ordre, assuré nous abordons la *deuxième étape*: il faut encore *choisir le moyen* qui conviendra le mieux parmi tous les possibles. Ce n'est pas, en effet, la seule limitation des moyens qui crée le problème économique: « si les moyens de satisfaction n'ont pas d'usage alternatif, ils sont peut-être rares, mais ils n'ont rien à faire avec l'économie. La manne qui tomba du ciel était peut-être rare; mais s'il était impossible de l'échanger contre quelque chose d'autre ou de différer son usage, elle ne pouvait faire l'objet d'aucune activité d'aspect économique (29). » Si le bien quoique rare ne peut être affecté qu'à un seul usage dans l'espace et dans le temps, il n'y a pas à son sujet de problème de *choix*.

Ainsi, dès que, pour atteindre un but donné, il s'agit de choisir parmi tous les moyens possibles celui qui sera le plus

(28) ROBBINS, *op. cit.*, p. 27.

(29) ROBBINS, *op. cit.*, p. 27.

adapté à sa fin, on peut dire qu'il y a acte économique. L'acte économique a le caractère d'un *compromis*, d'une solution imparfaite qui élimine tous les possibles, sauf celui que l'on choisit comme actuellement le moins imparfait. Lorsque les moyens de réaliser les fins humaines sont tellement abondants que « le fait d'en utiliser des unités particulières pour une fin n'implique pas qu'on en sera privé pour d'autres (30) », alors nous sortons du domaine de l'économie. C'est le cas de l'air dans les circonstances courantes de l'existence : « la perte d'un mètre cube d'air n'implique aucun sacrifice d'alternatives ». L'air est un bien « libre ». Le temps au contraire est un bien « non libre ».

Puisque, comme dit ROBBINS, nous avons été chassés du Paradis et que nous n'avons pas la vie éternelle, cette limitation du temps fait que le milieu où s'insèrent les actions humaines est économique par essence : « quoi que nous fassions, si nous choisissons une chose, nous devons renoncer à d'autres que, dans des circonstances différentes, nous aurions voulu ne pas avoir abandonnées (31). »

Si l'on se plaçait dans l'optique chrétienne, comme ROBBINS semble nous y inviter, c'est le péché originel, qui aurait, pourrait-on penser, constitué le caractère économique du comportement humain. Et cependant, du fait même de la successivité des temps, même sans le péché et durant le temps de sa vie mortelle où il y a *un avant* et *un après*, l'homme devrait encore procéder à des choix, donc à des compromis. Tout au plus pourrait-on dire que l'homme alors ne souffrirait pas de ces compromis.

Par ailleurs, on pourrait estimer que cette interprétation donne à l'économique une définition trop large : « si dans la durée limitée d'une vie, je voulais être à la fois un philoso-

(30) ROBBINS, *op. cit.*, p. 28.

(31) A cet égard nous comprenons mal pourquoi ROBBINS écrit en note : « ce n'est pas le temps qui est rare en tant que tel, mais plutôt les potentialités de nous-mêmes considérées comme instruments ». Evidemment, le temps n'est pas rare en soi ; mais il l'est essentiellement par rapport à nous-même. La rareté n'existe jamais en soi, quel que soit le bien considéré.

phe et un mathématicien, mais que ma rapidité d'acquisition de savoir fût insuffisante, il me faudrait renoncer à une certaine partie de mon désir d'être compétent dans l'une de ces deux matières ou dans les deux à la fois ». On voit ainsi que le principe d'*alternativité* s'applique à des décisions qui paraissent en dehors du champ économique.

C'est ce qui a fait dire à certains auteurs que le domaine économique ne se délimitait pas par le choix des fins, qui sont innombrables, mais résidait uniquement dans l'application du principe d'*alternativité* aux *moyens* mis en œuvre pour une fin qui n'intéresserait pas en soi l'économiste. Il reste cependant difficile de nier que le choix entre les fins intéresse aussi l'économiste; celui de savoir par exemple, s'il faut aujourd'hui investir ou consommer, fabriquer des biens d'investissement ou des biens de consommation; le plan qui est une hiérarchie des fins est un document économique.

Résumons cette discussion. Lorsque les moyens de parvenir aux fins sont limités et susceptibles d'application alternative, lorsque les fins sont capables d'être distinguées par ordre d'importance, lorsque enfin la durée est aussi limitée, le comportement prend la forme d'un choix qui est l'acte économique par excellence. On s'approche ainsi d'une définition de l'économie politique telle que celle proposée par ROBBINS: « la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et moyens rares [et nous ajoutons « ou inadaptés »] à usages alternatifs (32). » La plupart des auteurs contemporains adoptent des définitions semblables (Menger, Mises, Fetter, Strigl, Mayer, etc...)

*
**

La rationalité de l'acte économique. — De cette définition ressort un caractère qui n'a cessé de constituer comme une toile de fond de toutes les analyses que nous avons rencontrées, mais qu'il convient maintenant de mettre en pleine

(32) ROBBINS, *op. cit.*, p. 30.

lumière: la *rationalité* de l'acte économique. L'attitude économique est le résultat d'une *pesée*, d'un *calcul*. On ne fait pas de l'économie par sentiment ou par amour. Pour bien agir économiquement il faut prendre sa plume et savoir faire des comptes justes et précis. DENIS dira pour caractériser cette attitude logique: « Sans mutiler l'homme, sans le réduire à une machine, on peut distinguer dans son activité deux parts ou plus exactement deux versants, car c'est par la même volonté que tous les actes sont commandés: l'homme agit tantôt par *calcul* et l'on peut dire alors qu'il agit économiquement, tantôt par *inspiration* et ce n'est plus une activité économique... Représentons-nous un musicien qui compose. Pourrions-nous dire qu'il calcule pour savoir s'il doit mettre après ce do un fa ou fa dièse? Cela n'aurait aucun sens, puisqu'on ne peut dire qu'une note soit moins coûteuse que l'autre... Il obéit à une inspiration, et c'est dans la mesure où il se livre davantage à son inspiration qu'il est plus artiste... Seul celui qui est inspiré crée quelque chose de neuf, seul il peut être appelé artiste (33). » Déjà, lorsque nous avons parlé d'un *acte balancé*, d'un *acte comptable*, cette exigence rationnelle était sous-entendue. Désormais, les idées de rareté et d'alternativité viennent enrichir les notions de balance et d'équilibre.

On pourrait préciser en disant que la science économique est la science des choix ou des décisions *logiques*. Mais si toute décision met fin aux incertitudes en éliminant, comme nous l'avons dit, tous les autres possibles, puisque la logique des choix obéit à la *raison*, et se formule par un *calcul*, on conçoit que pour un sujet donné et à un moment donné, il doit être possible de déterminer la décision la meilleure, le choix optimum. Le fait de choisir commence à exprimer

(33) H. DENIS, *Introduction aux problèmes économiques*, Paris, 1942, p. 9. Comme nous le redirons plus loin, cette interprétation séduisante n'est peut-être pas parfaite. Dès qu'on fait intervenir l'idée de temps et d'avenir, on ne devient pas artiste certes (la véritable création est poésle; *poiema* veut dire créer) mais tout de même novateur. Pourrait-on dire alors que le sujet de la combinaison nouvelle (SCHUMPETER) n'est pas spécifiquement sujet économique? N'y a-t-il pas quelque inspiration dans toute innovation?

l'économicité, mais il ne l'épuise pas : parmi toutes les décisions concevables, il en est une qui réalise la meilleure combinaison : c'est elle qui a la plus grande perfection économique. La décision la plus parfaitement économique est celle qui est la plus *efficace* et la plus *opportune*. La rationalité s'exprime par l'efficacité de l'acte et son opportunité, qui est en quelque sorte l'efficacité à travers la durée.

A. — Le mot d'*efficacité* traduit une idée qu'incarne, par exemple, l'esprit américain moderne, dont on dit précisément qu'il a dans le monde la plus grande capacité économique et le plus grand sens économique. C'est l'« *efficiency* ». Un acte est efficace quand il peut obtenir avec le *minimum* de dépense le résultat *maximum*. Et l'on voit tout de suite comment ces deux mots soulignés sont de style algébrique, quantitatif, mesurable. Les choses ne sont économiques que si elles sont susceptibles de mesures, si elles peuvent se représenter par des chiffres. L'acte économique donne lieu à une pesée.

Pour le sujet qui le conçoit, il ne serait pas exact de dire que cet acte est équilibré : si en effet, il devait recevoir exactement ce qu'il donne, on n'expliquerait pas la décision prise de donner pour recevoir. Précisément, il y a ici échange d'un *minimum* contre un *maximum*, et c'est cette confrontation d'un *moins* avec un *plus* qui importe le plus. Il y a dans le compte la colonne des négatifs : on parlera des *dépenses* (des choses qui pèsent ou qui forment *pensum*) ou de la même manière des efforts, des coûts, des charges : dépense de temps, d'espace, de matières premières, de monnaie, etc... C'est le *côté onéreux* du débat qui fera dire que l'*onérosité* engendre l'*économité* (34).

Mais, l'expression ne dit que la moitié de la vérité : la charge n'est économique que parce qu'elle conduit à un résultat. Et ce résultat doit être le plus grand possible. La vérité totale réside dans cette relation : avantage le plus

(34) Pour F. PERROUX, l'*échange onéreux* caractérise l'acte économique.

grand possible, sacrifice le plus petit possible. Parmi toutes les combinaisons possibles donnant lieu à ce rapport, on doit pouvoir déterminer celle qui est la meilleure, c'est-à-dire la plus efficace. On s'est servi à ce sujet d'une expression devenue de tradition: le principe économique est le principe de l'économie des moyens ou d'une manière plus conformiste encore, le principe du *moindre* effort. Parmi tous les efforts concevables, il en est un qui est sinon le plus petit, celui qui donne le résultat le meilleur. L'économique s'énonce au superlatif ou tout au moins au comparatif (35).

Dire science de l'efficacité de l'effort est une expression nécessaire, mais non pas suffisante. Tout acte humain pourrait être ainsi dit économique: « Le poète qui compose une tragédie, l'exécutant qui répète une symphonie, l'élève qui donne une traduction, l'orateur qui prononce un discours, l'homme d'Etat qui conduit les masses, le savant qui instruit une expérience, appliquent ce principe plus ou moins consciemment, avec plus ou moins de bonheur. Et tous ces actes pourtant ne sont pas des actes économiques » (36). Le mot économie serait ainsi synonyme de méthode, d'organisation. En ce sens, tout homme agit partout avec intelligence et économie. Mais le savant, l'orateur, l'étudiant qui ont des attitudes intelligentes, ordonnées, ne sont pas des sujets économiques, parce qu'ils ne comptabilisent pas leurs efforts, parce que leur attitude ne dépend pas essentiellement de leurs calculs. On ne conçoit pas, au contraire (ou en tout cas très mal) un commerçant, ou un entrepreneur, qui ne fonderait pas leurs décisions sur ces comptes: c'est l'art de faire des calculs qui les fait réussir.

Comme cette comptabilisation acquiert plus de perfection lorsqu'elle utilise la monnaie, comme la monnaie, dans les sociétés contemporaines évoluées, est le procédé universel de mesure, comme on imagine mal une comptabilité en nature, on en arrive à dire avec F. CARLI (1931) que l'échan-

(35) BODIN, « La science économique est la science de l'efficacité, de l'effort ». *Principes de science économique*, 1926; voir aussi PANTALEONI: *Erotemi di economia*, 1925.

(36) PERROUX, *Cours*, p. 12.

ge réciproque qui fait l'acte économique doit être susceptible d'une « expression objective qui est d'ordinaire l'expression monétaire ». Il ne faut pas cependant s'y tromper: *la monnaie améliore l'expression de l'acte, mais elle ne le fonde pas.*

Rappelons ici la distinction grecque des *ctemata* et des *chremata*: les biens en eux-mêmes, l'expression de ces biens en monnaie. L'économique, conforme à la nature, on aurait pu la nommer *ctematistique*; la *chrematistique* était, on le sait, pour les Grecs, contraire à la nature, mais il se trouve aujourd'hui que seule cette *chrematistique* permet le calcul des minima et des maxima.

B. — Science de l'effort efficace, objectivable et comptabilisé, l'économique est aussi science de l'effort opportun. L'*opportunité* pourrait être caractérisée comme l'*efficacité dans le temps*. Ce qui est efficace aujourd'hui peut ne pas l'être demain, comme cela aurait pu ne pas l'être non plus hier ou avant-hier. L'opportunité consiste donc à déterminer pour aujourd'hui la solution jugée la plus efficace parmi toutes les combinaisons efficaces. Le choix implique, de la part du sujet, une faculté d'anticipation de l'avenir: une comparaison des combinaisons à travers la durée.

Or, la durée totale peut être découpée en plusieurs périodes plus ou moins longues. Le problème se complique alors d'une façon singulière: le choix de la combinaison la meilleure dépendra de la période proche ou lointaine sur laquelle on jugera des résultats. Une dépense pourra paraître bonne ou mauvaise selon l'intervalle de temps qu'on se donne pour en estimer les effets: le sujet détermine ainsi le maximum attendu suivant la manière dont il anticipe. Cela nous amène aux analyses qui constituent le fond de la théorie de l'entrepreneur. L'entrepreneur est le sujet économique par excellence, car c'est lui qui doit mettre en œuvre cet art si délicat de l'opportunité et rechercher sans cesse les combinaisons opportunes.

Mais, en approfondissant cette notion d'opportunité, nous sommes alors implicitement amenés à revenir sur le caractère de *rationalité* de l'acte économique. En caractérisant la

science économique comme ayant pour seul objet les choix rationnels, dont on peut dire par un calcul nécessaire qu'ils sont les plus efficaces, est-ce que nous n'appauvrissons pas la réalité que l'intuition populaire nous dit économique ? Evidemment, pour qu'une « science » puisse se constituer, — il s'agit ici, ne l'oublions pas, de la science à l'image des sciences physiques —, il faudrait que l'objet qu'elle se donne soit capable de science, c'est-à-dire qu'il ne soit pas soumis à de purs caprices. Ses manifestations devraient être *déterminables*, c'est-à-dire soumises à un certain déterminisme. C'est pourquoi Gaëtan PIROU mettait au seuil de son enseignement l'idée du déterminisme social; le sujet isolé ayant des réactions mal déterminables, PIROU ne voulait pas voir d'objet de science dans l'attitude d'un sujet isolé. Pour lui, la détermination ne pouvait provenir que de l'existence d'un grand nombre de sujets. Mais, ici, lorsque nous avons parlé de calcul, nous avons voulu traduire au contraire les réactions d'un *seul* sujet: c'est alors la rationalité de la conduite individuelle qui assure seule la détermination de la solution, c'est-à-dire qui permet seule la constitution d'une science économique; au sens classique du mot science. Or, d'où proviennent les difficultés ?

Le fait de considérer l'opportunité, l'efficacité à travers la durée, permet-il encore de constituer une science *stricto sensu* ? Certainement oui, car sans cela il faudrait nier la possibilité de ce qu'on appelle aujourd'hui la dynamique économique. Seulement l'étude des réactions à travers le temps est beaucoup plus complexe que celle des réactions dans l'instant. Et c'est pourquoi seule la statique économique a été jusqu'à maintenant parfaitement constituée. Du fait que les anticipations sont multiples, innombrables, la dynamique est toujours partielle et imparfaite: elle raisonne sur des hypothèses d'anticipation très particulières. Ses modèles ne peuvent pas avoir la perfection des modèles statiques. En ce sens, la nouvelle science économique issue de ces vues à travers le temps perd de sa simplicité et de sa perfection premières.

Mais il y a plus. Nous disions que les anticipations étaient toujours difficiles, aléatoires, risquées, qu'elles demandaient

de grandes qualités, peu communes du reste, et c'est pour-quoi les vrais entrepreneurs sont rares (en cela encore ils sont bien véritables sujets économiques). C'est un art plus qu'une science d'avoir une attitude parfaitement *opportune*. On pourrait même souvent parler d'un *flair* plus que d'un *calcul* véritable. On juge de l'avenir plus qu'on ne le détermine. On l'évalue puisqu'on ne peut le constater. Autrement dit, c'est souvent par le *dedans* plus que par le *dehors* que se prend une décision économique, et par un dedans dont la logique n'est pas toujours saisissable. A côté de la part réservée au *calcul*, il y a aussi celle qui vient de l'*intuition*. Et c'est pourquoi la distinction de DENIS entre calcul et inspiration ne nous paraît pas parfaite: ne faut-il pas admettre, comme SCHUMPETER nous y invite, que l'entrepreneur doit être inspiré pour bien innover? Evidemment, c'est une inspiration qui tend à effectuer des calculs, qui n'est pas en fin de compte de type poétique. Mais, quoique intéressée, c'est tout de même une création dont il sera difficile de faire la théorie logique.

On pourrait dire aussi qu'à côté de l'*objectif*, il y a le *subjectif*. Les solutions seront aussi diverses que les sujets mis en cause. Elles laissent place à de multiples incertitudes, à des franges d'indétermination.

*
**

On ne peut pas éliminer l'irrationnel du champ économique. — Et nous arrivons par le biais des anticipations, c'est-à-dire par la notion de durée, à reconnaître l'importance majeure des *tendances irrationnelles* des hommes. Il faudrait ici évoquer la fameuse distinction de PARETO entre les *dérivations* et les *résidus*, entre les actions logiques et les actions non logiques des hommes. Les hommes n'aiment pas reconnaître qu'ils ont un comportement irrationnel, c'est cependant la vérité; et c'est pour ne pas déchoir à leurs yeux qu'ils découvrent après coup à des actes non logiques des motifs rationnels; ce n'est pas noble, en effet, d'agir d'une manière illogique. A celui qui veut rendre compte de toute la réalité, il est donc impossible de ne pas consi-

dérer comme objet de connaissance cet aspect résiduel irrationnel de la conduite humaine. Réduire la connaissance économique au seul aspect rationnel du comportement, ce serait donc, sous prétexte de science, singulièrement appauvrir le domaine d'investigation (37).

Le moment est venu de reconsidérer cette hypothèse de travail qu'est l'*homo œconomicus*. Tous les économistes sont d'accord pour reconnaître que l'*homo œconomicus* n'existe pas dans la réalité; ce n'est qu'un squelette et non un homme de chair. Il évoque ces silhouettes réduites à quelques traits, qui donnent le schéma d'un mouvement (gymnastique ou danse par exemple); caricature sans doute, mais qui, dans sa simplification, ne dénature pas l'*essentiel* d'une réalité complexe et, en tout cas, est très utile. Le problème, cependant, revient à se demander s'il n'y a pas des tendances non moins essentielles, que ne peut pas reproduire la silhouette géométrique, celles qui ne sont pas réductibles à l'intéressement mécanique, et à une pure confrontation de chiffres.

VEBLEN a bien noté que l'intérêt simplifié, dégagé par les classiques, ne tenait compte que d'une partie du réel. La psychologie classique était vraiment trop schématisée. Il faut élargir le concept de base; l'homme peut agir non seulement pour gagner de l'argent, mais par amour de l'efficacité en soi, même non rémunérée (un sport), par sentiment d'appartenance au groupe (*parental bent*), par simple satisfaction de bien exécuter son travail (*instinct of work-*

(37) Cependant, un auteur comme F. VITO, bien qu'opposé à l'idée de la neutralité de la science économique dans l'atmosphère de laquelle nous sommes situés en ce moment, a pu affirmer que « la science économique doit délibérément laisser de côté les actions humaines irrationnelles, vu que l'irrationnel, manquant de lien logique, n'est pas susceptible d'être ordonné en système » (*Economia politica corporativa*, Milan, 1937, pp. 28-29). C'est que, pour lui, cette logique est comme une technique au service de l'éthique. De même pour EINAUDI, « l'économie est seulement une logique rationnelle qui *prépare* la société », mais il reconnaît aussi (ce qui altère sa position première) que « la logique est une arme bien fragile dans un monde d'hommes menés presque exclusivement par les sentiments », « Morale et économie », *Revue d'Economie Politique*, mars-avril 1936, p. 289.

manship), par tradition familiale ou nationale, pour des mobiles variés qui ne sont pas des motifs rationnels. Si l'on décidait d'éliminer systématiquement tout l'irrationnel du domaine de la connaissance économique, on rendrait cette dernière incapable de « comprendre certains grands mouvements historiques, en les considérant comme des *phénomènes pathologiques* ou de *passagères folies* ». Les exceptions au comportement rationnel ne peuvent pas être exclues de la science économique.

*
**

SECTION IV

Les enseignements d'un premier bilan

Nous avons fait le tour des principales conceptions contemporaines. Nous avons vu leurs mérites et leurs insuffisances. Nous avons voulu les classer selon un principe progressif, comme s'il y avait une amélioration conceptuelle au fur et à mesure que l'on s'élève de l'idée de matérialité à celle d'échangeabilité, puis à celle d'efficacité devant la rareté.

Il faut tirer la leçon de ce premier bilan et marquer les points d'accord et les point de désaccord entre les théoriciens contemporains.

Les théoriciens que nous envisageons en ce moment sont tous d'accord pour reconnaître que la connaissance économique est une science comme les autres sciences physiques et naturelles (*Naturwissenschaften*) et non une science nouvelle (*Geisteswissenschaft*), que par conséquent elle est indifférente et « neutraliste ». Ce qu'il faut rechercher dans le camp des neutralistes ou des « physiciens », ce sont les affirmations qui se recouvrent et celles qui sont en divergence.

Partons du minimum commun. Je crois que personne ne nierait aujourd'hui que les notions de *besoins*, d'*échange* et d'*efficacité* dans la *rareté* servent toutes à définir l'acte économique.

C'est sur le premier terme qu'il y aurait le plus de difficulté: il vaut mieux parler de besoins en général et non pas de besoins *matériels* comme notre première section aurait pu le suggérer par son intitulé. Nous avons vu les difficultés du concept de « matériel ». Tout acte a une fin; l'acte économique a pour fin la satisfaction des besoins, et nous restons à dessein dans le vague. Les besoins *matériels* d'existence semblent être pour nous les plus frappants, mais ce ne sont pas les seuls.

L'unanimité est à peu près réalisée pour les deux autres concepts, d'échange et de rareté. Mais, le désaccord subsiste sur la question de priorité. Pour les uns, la rareté est une modalité importante, qui affecte l'acte primordial d'échange. Pour les autres, c'est la rareté qui est la notion majeure et explique l'échange subséquent. Et ce désaccord va revêtir son importance. En effet, dès que l'on prend parti à ce carrefour échange-rareté, certaines conséquences vont en résulter.

*
**

Le dilemme Economie positive-Economie rationnelle. — Si, avec PIROU, on donne la prédominance au fait de l'échange intéressé, et si l'on regarde cet échange comme un fait plus que comme une logique, on considérera que, partout où il y a échange de fait, il y a matière à économie, sans qu'on ait à rechercher les causes mal connaissables de cet acte social. On se tiendra, pour ainsi dire, à l'extérieur des échanges dont on dira le *comment*, mais non pas le *pourquoi*. La science économique sera avant tout une science d'observation; elle collectera, classera les faits, tâchera de l'extérieur de faire dire aux faits à quels mécanismes ils ont obéi. Sa méthode sera celle des sciences naturelles (38). Méthode inductive, positive, expérimentale. Elle enregistre, elle s'appuie sur les descriptions des faits uniques (monographies), mais surtout des faits multiples (statistiques). C'est appa-

(39) Ch. RIST place en exergue de son *Précis des Mécanismes économiques élémentaires*, 1945 : « Je ne propose rien, je ne suppose rien, j'expose. »

remment la réalité qui dirige l'esprit du théoricien (39) qui croit être *passif en la matière*. On tient compte à la fois (puisqu'on ne refuse rien) des éléments rationnels et des éléments irrationnels.

Si au contraire, on donne, avec COURTIN, la prépondérance à l'effort conscient d'adaptation, de lutte contre le décalage qui existe entre les besoins illimités et les moyens limités mais à usages multiples, alors l'économie n'apparaît que là où il y a décision rationnelle. L'économie prend son départ dans le sujet qui choisit et se prolonge par les échanges ou par la détermination des biens qui permet d'opérer le choix fondamental. Tout le reste paraît découler de cette attitude logique. Le rationnel implicite contient en germe tout ce qui expliquera le réel, du moins le réel pensable. L'idée d'efficacité, de lutte contre la rareté, est plus riche que toutes les autres, puisque de toutes ces autres elle peut rendre compte. L'économique apparaît comme une science abstraite. Ce parti pris sur la nature de l'objet implique l'emploi de méthodes déductives. L'économique va se construire sur le modèle de la mécanique. L'usage des mathématiques devient nécessaire, voulu par définition même: il faut déterminer le *minimum* d'une certaine grandeur (désutilité) et le *maximum* d'une certaine autre (utilité). Qui pourrait dire, en effet, mieux que la mathématique ce que sont ce minimum et ce maximum? La difficulté sera de déterminer la fonction dont il faut trouver la plus petite valeur, et celle dont il faut déterminer la plus grande valeur, c'est-à-dire de n'oublier aucune des variables que la raison conduit à envisager. Et c'est là, précisément, qu'apparaît la faiblesse de la position déductive: on ne peut jamais être sûr de ne pas oublier une variable, et d'ailleurs il existe des variables qui ne se laissent pas enserrer dans une formule quantitative.

Le domaine des études économiques paraît ainsi découpé

(39) « Un courant fort important de la science économique se fonde sur une théorie empiriste de l'origine de la connaissance... Il prend l'esprit comme un simple miroir reflétant le monde extérieur, sans lui reconnaître un pouvoir créateur propre », R. Mossé, *Problèmes fondamentaux*, 1939.

en deux champs comportant des techniques différentes. Comment, entre les deux, l'esprit devra-t-il choisir ? La meilleure attitude théorique réside-t-elle dans l'économie positive inductive ou dans l'économie rationnelle déductive ? La première est entièrement axée sur le passé puisqu'elle ne retient que ce qui est accompli (le mot « fait » n'est-il pas le participe passé du verbe faire ?) dans un certain milieu historique, spatial et temporel. La seconde est plus préoccupée d'intemporel, du *faire* en soi plus que du *fait*, de l'essence plus que de l'existence, de ce qui est commun à tous les hommes de tous les pays ou de tous les temps. Economie incarnée et relative à une portion de l'histoire universelle ou économie désincarnée et indépendante des temps et des lieux. Que devra donc être l'économie politique ? Connaissance particulière ou connaissance générale ? Voilà bien le sujet d'une nouvelle angoisse intellectuelle. Comment pourra-t-on la surmonter ?

*
**

Aide mutuelle de deux attitudes théoriques. — Si le sujet économique doit essentiellement, nous l'avons dit, lever une option pour mériter son titre, on peut se demander s'il en est de même du théoricien de l'économie. Il ne s'agit pas pour lui de faire uniquement de l'économie rationnelle et, par là même, de se fermer la porte de l'économie positive ou, inversement, de s'adonner à l'économie positive en s'interdisant toute incursion dans l'économie rationnelle. Ici, la conjonction *et* est aussi scientifique que la conjonction *ou*. Selon la pente de son esprit, tel auteur sera plus porté vers le raisonnement que l'observation, et tel autre orienté en sens inverse. La vie est si courte que chacun devra choisir en respectant les impératifs de son tempérament. Mais, pour qui voit de plus haut, il n'en va pas de même. SCHMOLLER disait déjà qu'il fallait deux jambes pour marcher; on pourrait dire aussi que, pour voir le relief des objets, il faut ouvrir les deux yeux. L'économie positive et l'économie rationnelle peuvent fort bien s'entraider et s'enrichir l'une

par l'autre, en contribuant à la construction d'une économie plus complètement scientifique.

La méthode des modèles, si en honneur à l'heure actuelle, fournit une belle illustration de la conjonction des deux « approches ». L'*homo æconomicus*, disions-nous déjà, est une hypothèse de travail; c'est un modèle, ce qui ne veut pas dire perfection à imiter. Quand on fait un dessin, le modèle, c'est la réalité. Ici, c'est l'inverse: le modèle est une représentation simplifiée et déformante dont on reste maître. Prenons un autre exemple; imaginez un jouet, une poupée; en appuyant sur un bouton vous lui faites ouvrir les yeux; en appuyant sur un autre bouton, vous lui faites dire « Maman ». Vous êtes maître de ses réactions par des mécanismes; mais cette poupée ne ressemble que très peu à la réalité qu'elle imite.

Ainsi, entre un modèle et la réalité, il y a toujours un *écart*. C'est sur cet écart que le théoricien est amené aujourd'hui à faire progresser la science. Ne jetez pas les résidus, avait déjà dit un chimiste: c'est en les analysant que vous ferez des découvertes. Ici, il en va de même. Mais, pour reconnaître un *écart*, il faut en même temps connaître le *réel* d'un certain moment et d'un certain milieu, et disposer d'un *modèle explicatif* construit par l'esprit (40); cet *écart*, on sera tenté de l'appeler *erreur*, voulant dire par là, non pas que le réel a tort de ne pas obéir aux schémas de la raison, mais que ce schéma actuel n'a retenu dans ses hypothèses, dans le choix et dans l'agencement du réel, qu'une partie des données qui ont sous-tendu la réalité historique.

Arrivés à ce point ne nous faisons pas d'illusions. La perfection d'un modèle théorique n'est pas de tendre à la disparition des écarts. Il n'y a pas de modèle absolu, parfait, définitif de quoi que ce soit. Il y a telles ou telles hypothèses, plus ou moins bien agencées, qui se rapprochent plus ou moins de telle ou telle situation concrète. Il s'agit donc de trouver pour telle conjoncture le modèle dont les écarts

(40) On devrait distinguer ici deux types de modèles: le *modèle logique* et le *modèle statistique*. Notons que même le modèle statistique est construit par l'esprit.

soient minima. Le modèle est ainsi une approximation rationnelle de la structure du réel.

De la sorte, une analyse correcte des écarts devrait conduire à différencier dans ce résidu deux parts, l'une réductible, c'est-à-dire susceptible d'être éliminée grâce à un modèle meilleur, l'autre irréductible, c'est-à-dire telle que le modèle rationnel le plus parfait (à supposer qu'on l'ait trouvé) ne pourrait pas supprimer l'écart.

Si, vraiment, on pouvait ainsi délimiter cet écart irréductible, alors on aurait fait un grand progrès théorique: on aurait réconcilié le rationnel et le réel, ou du moins circonscrit leurs domaines respectifs. On saurait dans telle et telle circonstance quelle est la part d'événements qui a tenu à des éléments entièrement irrationnels, nous ajouterions volontiers entièrement *libres*, nous ne voulons pas dire absurdes, mais pour le moment inexplicables. On comprendrait ainsi quelle est dans nos sociétés contemporaines la part du logique et celle du non-logique.

Mais, la science économique totale n'est ni le modèle, ni le réel statistique, ni l'écart entre les deux: elle est à la fois la saisie des trois. Et, pour se mettre d'accord, il n'y aurait plus besoin de donner un classement des attitudes, et surtout plus besoin d'éliminer l'une ou l'autre. Aucun effort de pensée ne doit être négligé, qu'il monte de bas en haut, ou qu'il descende de haut en bas, ou qu'il se tienne à mi-distance, pour construire une science aussi difficile que la science économique.

*
**

Le relativisme des phénomènes économiques. — Un autre enseignement de notre premier bilan sur lequel les théoriciens sont d'accord, c'est le caractère de *relativité* du phénomène économique. Il n'y a pas de « quantité » économique absolue, ou en soi. Tout ce qui est économique est de l'ordre d'un rapport: c'est toujours par rapport à quelque chose que l'on doit déterminer la quantité économique. Cette situation différencie la science économique des autres sciences constituées, pour qui l'objet de la connaissance a une exis-

tence indépendante; elle rend difficile l'intelligence des phénomènes économiques.

On a souvent essayé de faire comprendre aux profanes, sans y réussir toujours, la différence entre les grandeurs physiques et les grandeurs économiques. Une longueur existe en soi indépendamment des personnes qui se proposent de la mesurer. Des philosophes diraient sans doute que le concept de longueur n'existe pas en dehors des hommes pour le penser. Cependant, dans une création où l'homme n'aurait pas encore paru, ou de laquelle il aurait disparu, les objets auraient encore une longueur. En tout cas, ce n'est pas le fait que les hommes changent en nombre ou en qualité qui altérerait la longueur de ces objets: ce qui pourrait changer c'est l'unité de mesure. On comptera en pieds ou en mètres, ou bien en pouces ou en centimètres, et l'expression de la mesure se modifiera. Il faudra alors faire une réduction des mesures au même dénominateur. Mais la réalité ne changera pas pour cela.

Considérez au contraire la valeur. On me demande: quelle est la valeur de ce tableau de maître? La réponse que je donnerai sera toujours relative au moment et au lieu où je la donnerai. Imaginez que ce tableau reste seul dans un monde où tout humain ait définitivement disparu: il n'a plus de valeur, ou mieux le problème même de la valeur ne se pose plus à son égard. La valeur n'existe pas en soi comme la longueur, ou le poids... ou toute autre qualité physique. Il n'y a rien de spécifique, au sens physique du terme, dans les réalités économiques. Comme le dit PERROUX (41), tandis qu'il y a un poids spécifique, il n'y a pas d'élasticité spécifique de la demande du sucre ou du fer. Henri SCHULTZ qui a étudié le coefficient d'élasticité du prix du sucre aux Etats-Unis de 1890 à 1914, a pris bien soin lui-même de dire que son enquête a un contenu *historique*. Les *normes* qu'a dégagées DIETERLEN (42) ne sont que des « marges de tolérance du fonctionnement régulier d'un

(41) *Science de l'Homme et Science Economique*, p. 38.

(42) *Les normes économiques*, Sirey, 1943.

système. Quel que soit leur immense intérêt pratique, ces analyses ne sont valables que pour un complexe donné de circonstances historiques qui, dans leur teneur exacte, n'ont pas de chance de se reproduire. Les coefficients ainsi dégagés diffèrent des normes physiques non seulement par leur caractère approximatif, mais encore et surtout parce qu'ils ne possèdent pas le degré de permanence et de généralité des constantes physiques, ni même de ce que l'on peut nommer improprement les constantes biologiques ».

Ainsi, à moins de s'en tenir à des propositions tellement vagues qu'elles ne méritent guère le titre de loi (l'homme recherche toujours son intérêt, loi du moindre effort), on peut se demander si la connaissance économique est aussi *générale* qu'on veut bien le dire. Pour être pleinement valable, un raisonnement économique doit toujours être *recommandé*. La vérité du moment n'est plus la vérité du moment suivant, parce que les termes d'un rapport sans lequel il n'y a pas de raisonnement économique valable, ont eux-mêmes changé.

ROBBINS (43) donne à ce sujet un exemple très significatif : « Si j'achète un billet de chemin de fer de Londres à Glasgow et qu'à la moitié du voyage, je reçoive un télégramme m'informant que mon rendez-vous doit avoir lieu à Manchester, ma conduite ne serait pas rationnelle si je continuais mon voyage vers le Nord, pour la seule raison que j'ai du « capital investi » dans mon billet que je suis incapable de recouvrer. Il est vrai que mon billet a toujours la même « efficience technique » en me donnant le droit d'aller à Glasgow. Mais, mon objectif a maintenant changé. Le pouvoir de poursuivre mon voyage vers le Nord ne m'est plus d'aucune valeur. Le continuer malgré tout serait irrationnel. En économie, comme disait Jevons, le passé est à jamais le passé. Ainsi, ce qui en soit paraît gaspillage est au fond peut-être une suprême économie. Il n'y a pas non plus de gaspillage en soi.

(43) *Op. cit.*, p. 60.

Les exemples pourraient abonder. « Un prix donné n'a de signification que par rapport aux autres prix existant à ce moment. Pris en lui-même, il ne signifie rien (44). »

Et c'est pourquoi, nous ne cesserons de le répéter, il est impossible de comprendre l'économie en dehors de l'idée de temps. Sans le temps l'économie devient un concept vide de sens. Le terme de « quantité économique » est lui-même très fallacieux (45).

La relativité économique revêt deux sens qui se complètent. Un phénomène économique est toujours *relatif* au temps, soit au temps conceptuel, soit au temps historique.

Une *liaison rationnelle* n'a de sens que par rapport à l'intervalle de temps pour lequel elle est énoncée: et de là vient l'importance du concept opérationnel des *périodes* dans la théorie contemporaine. Ce qui est vrai dans l'infra-court ne l'est pas de la même manière ou même ne l'est pas du tout dans le court, dans le long ou dans l'ultra-long (46). On pourrait presque dire: c'est la durée de la période choisie qui détermine le type du phénomène économique. N'allons pas jusqu'à dire: c'est l'opérateur qui crée le phénomène, mais reconnaissons que les dissections de l'opérateur changent l'aspect d'un phénomène dont la réalité est cependant distincte de l'esprit de l'opérateur. C'est là le *relativisme opérationnel*.

Mais il est un autre relativisme: le *relativisme historique* sur lequel on a beaucoup plus écrit, et qui ne nous semble pas opposé au premier. Si les observations nous révèlent des mécanismes différents selon les périodes retenues, il n'y a pas à nous étonner. AFTALION établissait par exemple, à partir des statistiques concrètes du travail dans les mines de charbon à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, que la productivité physique de l'ouvrier mineur augmentait durant les hausses de longue durée des prix, mais diminuait durant les hausses de courte durée. Si l'on n'avait pas précisé la durée des périodes considérées, on aurait énoncé

(44) ROBBINS, *op. cit.*, p. 63.

(45) ROBBINS, *op. cit.*, p. 64.

(46) V. J. MARCHAL, *Le mécanisme des prix*, 1948, p. 30.

d'une *manière générale et absolue* deux propositions contradictoires: la productivité physique augmente en période de hausse des prix, et aussi bien: la productivité physique diminue en période de hausse des prix. Et les esprits railleurs auraient alors beau jeu pour ironiser sur la « prétendue » science économique, et l'existence des lois économiques. Le sens du temps restitue la vérité et sauve en notre délicat domaine le principe scientifique.

On pourrait croire que nous avons achevé notre analyse. Nous avons marqué les zones de lumière et les zones d'obscurité, situé les points sur lesquels les théoriciens sont en accord, ceux non pas tant sur lesquels ils se trouvent en désaccord, mais à propos desquels ils choisissent des ordres inverses d'exposition, et manifestent des préférences méthodologiques complémentaires. On ne peut nier qu'au travers de ces voies diverses, et grâce peut-être à cette diversité, l'objet de la connaissance économique soit mieux défini.

Il reste cependant le problème que nous avons jusqu'alors délibérément laissé dans l'ombre. Nous parlions, tout à l'heure déjà, d'une science économique totale par ses méthodes, totale dans l'espace et dans le temps. N'y aurait-il pas à élargir cette idée de totalité? Et sans renoncer pour autant aux caractères acquis dans notre première analyse, en nous engageant plus avant dans la fissure ouverte par les critiques de la rationalité, ne faut-il pas essayer de mieux saisir l'homme *réel*, qui en fin de compte est le centre *premier* et le centre *dernier* de la science qui nous préoccupe?

CHAPITRE II

L'ÉCONOMIE POLITIQUE SCIENCE DE L'ACTION HUMAINE

Nous sommes obligés de prendre maintenant comme point de départ de nos réflexions un désaccord fondamental. Jusqu'à présent les thèses que nous avons exposées émanaient d'auteurs appartenant, malgré leur diversité, à une même famille d'esprits. Voici que nous allons nous référer à une autre famille de penseurs dont l'opposition avec la précédente serait, si l'on croyait G. PIROU, irréductible (1).

Mais, d'ores et déjà, je voudrais laisser apparaître une pensée différente. Je vois des auteurs appartenir dans plusieurs parties de leur enseignement à la première famille, et cependant se ranger aussi dans la seconde à d'autres moments de leur existence. Bien mieux, je ne vois pas encore d'auteurs qui aient, lorsqu'ils enseignent, réussi à faire l'unité de leur être; tous continuent à reproduire, dans leur propre style il est vrai, les développements traditionnels. Ils restent conformistes par prudence, par paresse d'esprit, par impossibilité de faire immédiatement autrement. Tout au plus superposent-ils à cet enseignement de tradition quelques développements nouveaux. Ces développements figurent souvent comme annexes ou en notes. L'annexe ou la note n'est-elle pas souvent le signe que l'on n'est pas encore capable d'une reconstruction? Chose notoire, c'est souvent dans les annexes et dans les notes que se cachent les parties les plus originales d'un ouvrage. Si on reliait la note au corps de l'ouvrage, on pourrait être amené à en faire cra-

(1) Deux familles: « qui peuvent, précise notre maître, s'estimer réciproquement, mais ne réussiront, sans doute, jamais à s'entendre ». (PIROU, *op. cit.*, *Introduction*, p. XXIV).

quer la structure. Le « pourtant », le « cependant » ou le « toutefois », au lieu de demeurer comme exceptions, pourraient aussi bien devenir le principe d'une nouvelle architecture. Ajoutons que les programmes des examens qui mettent tant de temps à s'adapter, sans toujours y arriver, condamnent aussi à un conservatisme regrettable.

Il est donc pour le moment encore plus sûr de reproduire que d'innover. Quand on innove, on n'est jamais certain de ne pas se tromper, ou de ne pas paraître fantaisiste. Un WALRAS n'avait-il pas été obligé de s'expatrier pour exprimer sa propre pensée ? Et cependant lorsque la pensée commande, il n'est pas possible de ne pas l'exprimer, même chez soi, dût-il en coûter quelques inconvénients. Si l'on n'est pas encore compris, c'est au surplus que l'on n'a pas encore trouvé la forme d'expression assimilable par les esprits du jour ; l'abondance des discussions semble être une preuve que chacun poursuit un monologue qui n'est pas saisi par l'autre, les mots n'ayant pas le même sens chez les deux partenaires. Ne serait-on pas au fond d'accord si l'on savait mieux s'exprimer ? Pour essayer de faire quelque lumière sur cette discussion, nous suivrons une voie toute simple et presque banale. Nous partirons des critiques faites aux conceptions régnantes de la science économique, et nous nous élèverons à l'étude des exigences de la science économique comprise comme intégralement humaine.

*
**

SECTION I

Le danger des analogies et le danger des dissociations

On dressera le réquisitoire en s'attachant à deux thèmes. L'économiste aurait succombé au péril de l'*analogie* (2), et d'autre part il finirait par être victime de sa propension,

(2) PERROUX, *Science de l'homme...*, p. 16. Citons également DUPRIEZ : « F. VON HAYEK nous paraît avoir correctement décrit la situation psychologique du « scientisme » contemporain en économie politique. A l'époque moderne, les sciences exactes ont eu beaucoup de peine à se

légitime d'intention, à opérer des *dissociations* dont il deviendrait prisonnier. A vrai dire, le plus grave de ces dangers résiderait plus dans le deuxième que dans le premier.

*
**

§ 1. — LE DANGER DE L'ANALOGIE MÉCANISTE

Ce danger a été signalé par bon nombre d'auteurs contemporains. R. Mossé (3) constate que depuis la fin du XIX^e siècle, les économistes impressionnés par les succès et la précision des sciences de la matière, obtenus en grande partie par l'emploi des mathématiques, ont ambitionné de faire de l'économie politique une branche d'études du même genre. Il en est résulté un grand effort pour appliquer les méthodes et les principes de ces sciences: objectivité, quantitativisme, formules mathématiques, spécialisations, élaboration d'un langage ésothérique. Et Mossé de voir dans ce qu'il appelle l'*hylémorphisme* moderne une tentation aussi grande et aussi peu fertile que l'*anthropomorphisme* des siècles passés (4).

*
**

Peut-on compter les choses économiques ? — C'est le quantitativisme qui lui paraît surtout redoutable et déformant.

dégager des méthodes de pensée élaborées au cours des siècles par l'étude des relations entre hommes et des actes humains. Fortes des succès obtenus, les méthodes des sciences exactes ont alors été prônées pour tous les domaines scientifiques indistinctement, et l'on a cru qu'elles justifiaient toutes les innovations révolutionnaires. En fait les interprétations analogiques ont dépassé toute mesure, et l'une des tâches les plus importantes est aujourd'hui de redresser " les extensions injustifiées et malheureuses des habitudes de pensée des sciences physiques et biologiques " ». La dernière phrase est de F. A. von HAYEK, « *Scientism and the Study of Society* », *Economica*, août 1942, p. 267-269. La citation de L. H. DUPRIEZ est extraite de: « Du concept d'équilibre en économie politique », *Revue d'Economie Politique*, 1948, p. 344.

(3) R. Mossé, « Le domaine et la nature de la connaissance économique, Science morale et appliquée », *Revue des Sciences économiques*, mars 1949.

(4) Il est significatif de noter le succès que connaît le mot même de « mécanisme » dans le langage économique contemporain.

La société humaine ne permettrait pas qu'on lui appliquât des lois numériques parce qu'il serait impossible « d'utiliser les notions d'unité, d'addition... » Ce qui, selon Mossé, mettrait « en cause les fondements de toute mathématique ». Les exemples donnés par Mossé ne sont pas tous convaincants: « Cinq employés travaillent normalement et font le travail de cinq personnes. Survient un sixième qui jette le trouble dans le bureau et arrête le travail. Nous devons écrire $5 + 1 = 0$. » Ne vaudrait-il pas mieux écrire $5 - 5 = 0$? car cette unité que nous ajoutons a une valeur négative. « Ailleurs cinq employés mal organisés font le travail de deux, mais un bon chef introduit de l'ordre. Ecrivons $5 = 2$ et $5 + 1 = 7$. »

Mais, jamais l'arithmétique n'a permis d'additionner des nombres qui ne soient pas exprimés dans la même unité ou réduits à la même dénomination, au même dénominateur: lorsque j'ajoute 1, c'est une unité qui en vaut 2. Et lorsque j'écris $5 = 2$, je dois préciser par exemple 5 de qualité 2, équivalent 2 de qualité $5 : 5 (\times 2) = 2 (\times 5)$.

*
**

Quantifier n'est pas forcément éliminer le temps. — De la même manière ce n'est pas l'usage des mathématiques en tant que tel qui condamne à oublier le facteur temps: les règles de trois ne sont pas permises au delà de certaines limites. PROUDHON avait dit déjà: 200 grenadiers ont élevé en 1 heure l'obélisque de LOUQSOR, 1 grenadier en 200 heures y serait-il arrivé ?

Voulant montrer le danger de l'emploi des mathématiques, spécialement lorsqu'on se livre à des transformations, Mossé présente l'exemple suivant: si un ouvrier peut construire une maison en 200 jours, on pourrait, par un calcul en hommes-heures ou hommes-minutes, arriver d'équivalence en équivalence à conclure que 96.000 hommes peuvent construire une maison en une minute. Il veut prouver par là que le raisonnement mathématique est faux parce que, dans la réalité, un homme travaillant pendant huit heures n'est

pas équivalent à huit hommes travaillant pendant une heure, contrairement à l'abstraction mathématique qui crée l'unité « homme-heure ». Mossé conclut donc que la *notion même d'unité* ne peut être employée dans notre domaine. Mais, il est probable qu'un mathématicien digne de ce nom ne se laisserait pas aller à faire des raisonnements de ce genre; il ne condamnerait pas l'usager à des extrapolations aveugles. Les mathématiques ne sont pas machines automatiques à laisser manier par des opérateurs absurdes. Notre collègue a peut-être touché un point plus sensible lorsqu'il reproche aux mathématiques, en bien des cas, de ne rien expliquer, de ne pas faire comprendre, et lorsqu'il dit: « ce qui fait la valeur d'une science c'est plutôt la profondeur de l'explication — l'intelligence des phénomènes — que le degré de précision (5). »

Jean MARCHAL de son côté accusera l'économie mathématique d'avoir éliminé de ses recherches l'idée de cause, et de lui avoir substitué l'idée de *fonction* ou de dépendance mutuelle (6). Mais cette accusation n'est vraie que d'une partie de l'économie mathématique, celle qui élimine le temps. L'accusation d'éliminer le temps ne touche donc pas l'analogie mécanique en elle-même, mais l'analogie *statique*. La mathématique sait analyser des séquences à travers le temps. De la même manière, la critique portant sur la discontinuité des phénomènes étudiés ne paraît pas dirimante: que les phénomènes économiques soient presque toujours discontinus, que la nature économique fasse toujours des sauts, cela n'empêche pas que l'on puisse les saisir mathématiquement; Jean MARCHAL reconnaît lui-même que c'est sur le modèle

(5) *Rev. Sc. écon.*, mars 1949, page 13.

Les mathématiciens pourraient encore lui répondre sur ce point: ce n'est pas le degré de précision qui fait en soi la valeur de l'apport mathématique. Il existe une mathématique des incertitudes. Le *quantitatif* ne suffit pas à délimiter ce qui est, et ce qui n'est pas mathématique. Il y a une mathématique du *qualitatif*. V. la distinction du *repérable* et du *mesurable*: H. GUITTON et G. Th. GUILBAUD, « Déterminisme et Marché », *Revue d'Economie Politique*, 1946, p. 415.

(6) MARCHAL, *op. cit.*, p. 294.

de la physique quantique que devrait se construire la science économique (7).

*
**

La mathématique n'est pas achevée ni encore adaptée à la « demande économique ». — Si nous avons à résumer les griefs adressés à l'école mathématique par ceux que nous pourrions, par simplification, nommer les humanistes, nous nous montrerions beaucoup moins catégorique. On peut être à la fois humaniste et mathématicien, sans renier aucun de ces deux idéals.

Ce n'est pas la mathématique en tant que telle qui est responsable des déviations humaines auxquelles l'économique a pu conduire. C'est le mauvais usage que l'on en a fait, ou l'esprit avec lequel on a procédé à ces applications. C'est le fait de considérer les mathématiques comme une méthode toute faite, achevée, automatique, à appliquer aveuglément comme ces machines perfectionnées que l'on emploie sans comprendre, en suivant le guide, et dont il faut accepter toutes les conséquences. « On a souvent mal compris l'introduction des mathématiques dans certains cantons des sciences humaines: appliquer les mathématiques, dit-on, et l'on parle, et certains pensent, comme si la mathématique était donnée, une fois pour toutes, ou au moins donnée de l'extérieur. Mais, ce produit qu'on appelle mathématiques n'est pas fabriqué sans quelque souci des consommateurs, si ce sont principalement des ingénieurs et des physiciens, cela n'est pas sans conséquences. Vienne à paraître une autre « demande », on prend, au début, ce qui est tout prêt, en attendant le vêtement sur mesure, qu'il faut bien espérer, puisque la mathématique n'est pas achevée, et qu'elle a même un bel avenir (8). » On a prétendu que si l'énergie électrique avait été mise en œuvre avant l'énergie thermique, la face sociale du monde eût peut-être changé; de la

(7) MARCHAL, *op. cit.*, p. 296.

(8) G. Th. GUILBAUD, « Divagations cybernétiques », *Esprit*, septembre 1950, p. 289.

même manière, si jamais (ce qui est du reste difficilement pensable) la « demande » des mathématiques avait émané des économistes *avant* de provenir des ingénieurs et des physiciens, peut-être aussi que la face de la science économique eût été transformée. Et ce ne serait pas alors la mathématique qui eût été jugée responsable des accidents humains que nous incrimons.

En particulier, nous venons déjà de découvrir que les constructions mathématiques qui tiennent compte des décalages de temps et des quanta d'espace (discontinuité) étaient beaucoup moins suspectes que les constructions statiques. La méprise jusqu'alors est d'avoir assimilé mathématique et statique (9).

*
**

Le grief fondamental: le détachement hors de l'homme des entités mises en œuvre. — Il subsiste cependant une critique irréductible. Le langage mathématique, malgré la louable intention d'améliorer la connaissance, présente le risque de donner existence autonome à des quantités qui ne sont que des entités, et de faire croire à la réalité de ce qui n'est qu'analogie.

PERROUX précise qu'une partie importante de la pensée économique est *tyrannisée* par l'analogie mécaniciste. « Les quantités de biens et de services s'ajustent. Le niveau des prix s'établit sous l'effet de la quantité de monnaie en circulation. Les mouvements d'or d'un pays à l'autre *se* déclenchent sous l'influence des différences de niveau des prix et du cours des changes. A lire maints économistes parmi les plus grands, tout se passe comme s'ils décrivaient un équilibre de vases communicants ou des déplacements de solides sur des pentes. Les hommes et leurs réactions, leurs

(9) Un ouvrage comme celui de BRODSKY et ROCHER: *L'Economie Politique mathématique*, 1949, pourrait avoir le danger d'entretenir cette illusion.

décisions et leurs activités individuelles sont relégués au second plan. A force de sous-entendu, les actes humains s'effacent et perdent leur sens (10). »

Les exemples que donnent PERROUX sont aujourd'hui classiques. J. RUEFF emprunte ses métaphores aux mouvements de la mer et de la mécanique céleste. WICKSELL évoque le roulement de billes d'acier sur une surface plane. WICKSTEED a lancé le vocable de *viscosité*, qui a du reste fait fortune. La notion d'*élasticité* se trouvait déjà chez Turgot avec l'image des ressorts. N'oublions pas non plus les petits bassins remplis d'eau d'Irving FISHER. On dirait que tout, en économie, se réduit à des *forces*, à telle enseigne qu'AMOROSO voit même des forces là où il ne semble pas y en avoir (les forces d'*inertie* pour exprimer par exemple les traditions historiques). Ainsi, « la science économique n'est pas seulement devenue abstraite comme c'était son droit et son devoir... elle a dans une large mesure *détaché* les biens et leurs emplois de l'homme qui en est acteur et bénéficiaire. Elle est arrivée à les présenter comme ayant leurs gravitations propres, indépendantes de l'homme (11). » C'est ce détachement et ce glissement insidieux vers l'autonomie qui paraissent le plus grave danger de la conception mécanique.

J. MARCHAL s'exprime d'une manière analogue. C'est le caractère psychologique des phénomènes économiques qui interdirait leur mathématisation. « Il ne faut pas se laisser abuser par les termes dont se servent les économistes. Lorsqu'ils écrivent que les prix s'abaissent, les quantités demandées augmentent, ils semblent établir une relation entre deux quantités. Mais cette relation, comme toutes les relations économiques, *passé par l'intermédiaire de personnes vivantes*. » En raisonnant sur des quantités *détachées* on ne peut pas ne pas oublier les réalités dont elles découlent, et sans lesquelles elles n'existeraient pas. On reste à l'extérieur de la réalité fondamentale particulière, on ne fonde pas de la sorte une véritable science économique, mais une simple

(10) PERROUX, *Science de l'homme...*, p. 17.

(11) PERROUX, *op. cit.*, p. 9.

physique économique. On fait une science *transposée*, pas une science *appropriée*.

*
**

La théorie des jeux ne serait-elle pas mieux adaptée ? — Depuis quelques années, on a pensé trouver une nouvelle voie d'approche mathématique beaucoup moins rigide, beaucoup moins imparfaite. Nous voulons évoquer ici cette prétendue révolution qu'a opérée la parution, en 1944, d'un ouvrage écrit par un mathématicien et un économiste, J. von NEUMANN et O. MORGENSTERN: *Theory of games and Economic Behavior*.

Jusqu'alors, c'est à la physique *déterministe* que se référaient les économistes, c'est-à-dire à un système étroit ne laissant pas de place aux incertitudes qui interviennent si souvent dans la conduite humaine. Or, il existe aujourd'hui une physique probabiliste; la mathématique assouplie est capable de tenir compte des éléments « aléatoires » ou pour parler grec « stochastiques ». Tous les possibles se *distribuent* selon un ensemble. Au lieu de considérer telle détermination précise, on raisonnera sur l'ensemble des possibles, et on calculera des probabilités. Tout de suite les non-initiés vont ici froncer le sourcil et dire qu'ils ne peuvent plus comprendre. Qu'ils veuillent cependant ne pas être systématiquement sceptiques ou incrédules. Ne voient-ils pas que les acteurs économiques ressemblent souvent à des joueurs? La décision du sujet économique rappelle celle du joueur qui fait son coup, chaque coup étant joué en fonction d'une pluralité de possibilités, et le choix étant fixé soit par l'effet du hasard (dés), soit par une décision méditée (échecs), soit par une combinaison des deux (bridge). On peut construire le schéma d'enchaînement des décisions du joueur: c'est ce qu'on nomme la *stratégie* (12).

La théorie détermine de la sorte la *stratégie* du jeu à deux joueurs, à trois joueurs, etc... Elle est encore très peu avan-

(12) D. DUBARLE, « Idées scientifiques et faits humains », *Esprit*, septembre 1950, p. 307.

cée, puisque seul à l'heure actuelle le jeu à trois joueurs est débrouillé. Mais, elle paraît appelée à jeter quelque nouvelle lumière sur l'équilibre des marchés contemporains qui se forment selon cette stratégie (monopole bilatéral). On pourra répondre cependant que la théorie des jeux est encore une théorie *transposée*, moins mal adaptée sans doute que la théorie de la composition des forces, mais pas encore construite à la demande formelle des économistes. C'est encore une analogie, du « tout fait » et non du « sur mesure » !

*
**

§ 2. — LE DANGER DE L'ANALOGIE ORGANICISTE

Sans quitter le domaine des analogies, ne faudrait-il pas se poser une autre question ? Le phénomène économique est une manifestation de la vie. Ce n'est pas un accident si plusieurs économistes, parmi les fondateurs, ont été des médecins : W. PETTY, et surtout QUESNAY. Plus près de nous, l'œuvre d'un Alexis CARREL n'a-t-elle pas aussi conduit à de nouvelles réflexions économiques ? Et tout le monde sait qu'intuitivement un vocabulaire très suggestif s'implante en économie, emprunté aux sciences biologiques : on parlera de fonctions, d'organes, de physiologie, d'anatomie, de pathologie (13). Les mots même de circulation et de consommation sont naturellement communs à la biologie et à l'économie. QUESNAY a bâti le premier schéma scientifique sur le modèle d'un *corps* social, les classes représentant les organes ou les fonctions essentielles, les richesses étant assimilées au sang.

*
**

La commodité de l'analogie. — Comme l'a noté PERROUX (14), cette analogie biologique peut être maniée avec lourdeur ou avec force. Elle a, par exemple, beaucoup agacé

(13) Voir SIMIAND, *Cours d'Economie Politique*, 1929-1930.

(14) PERROUX, *op. cit.*, p. 18. Cf. également J. DUMONTIER : *Equilibre physique, équilibre biologique, équilibre économique*, 1949.

dans l'œuvre d'un SCHAEFFLE ou d'un WORMS. Au contraire, elle a paru séduisante dans les analyses nuancées d'un A. MARSHALL (15) comme une heureuse réaction contre la conception mécanique (16).

De même que MARSHALL a eu le premier mérite de l'idée des *périodes* (montrant en cela qu'il n'était pas un pur organiciste), il nous a fait très utilement réfléchir sur une idée organique féconde: celle de l'âge des entreprises. A côté du *temps mécanique des horloges*, il existe un *temps biologique*, un temps du vivant. Les plaies ne se cicatrisent pas avec une égale vitesse selon l'âge (17), de même un événement ou une impulsion n'ont pas des effets identiques sur une entreprise jeune et sur une entreprise vieillie. L'organisme économique garde le souvenir des événements passés: l'état antérieur conditionne l'état postérieur. L'exemple donné par J. MARCHAL exprime bien ce fait: « Lorsque je laisse tomber une pierre du haut d'une tour, celle-ci, obéissant à la loi de gravitation, se dirige en droite ligne vers le centre de la terre avec une certaine vitesse. Si, ramassant la pierre, je recommence l'expérience, la pierre prendra la même direction et fera preuve au cours de sa chute, de la même accélération. Le fait d'être tombée une première fois n'a rien changé, au moins à ce que nous savons, à la nature de la pierre, non plus qu'au milieu où se déroule l'expérience, non plus qu'à la loi de la chute des corps. Il n'en va pas de même, on le sait, en biologie; l'individu qui attrape une maladie quelconque pour la seconde fois, ne réagit pas de la même façon que la première. Parfois il est immunisé. Parfois il est malade de façon plus ou moins forte (18). »

Ainsi, une mauvaise récolte a une première fois un certain effet sur le prix du blé. Mais, son effet est tout à fait

(15) F. VITO a consacré un très intéressant ouvrage à présenter la conception biologique marshallienne, *La concezione biologica dell' Economia, considerazioni sul sistema del Marshall*, Milano, 1934.

(16) Cf. également PIGOU « Mechanical and Biological analogies in Economics », *Memorial of Alfred Marshall*.

(17) LECOMTE DU NOÛY, *Le Temps et la Vie*, 1936.

(18) J. MARCHAL, *op. cit.*, p. 297.

différent selon qu'elle vient après une série de mauvaises récoltes, ou après une série de bonnes récoltes, ou après une série alternée, selon que les pays voisins ont subi, ou non, la même série continue ou alternante, c'est-à-dire selon l'état du milieu qui subit une altération (19).

De la même manière, l'idée de *croissance*, est féconde en économique. Un groupe économique quel qu'il soit, semble obéir à cette succession des trois âges, enfance, maturité, vieillesse, où chaque âge garde les souvenirs *accumulés* des âges antérieurs. L'analogie est féconde pour comprendre la concurrence internationale (LIST, PATTEN); une course entre concurrents d'âges différents n'a pas de justesse économique. De ce point de vue, le monde forme un agglomérat biologiquement hétérogène: il assemble des nations d'âges différents qui doivent cependant échanger au même moment (20).

*
**

Finalité organique n'est pas finalité humaine. — Malgré ses avantages indéniables, l'analogie biologique nous expose aux dangers de toute analogie. « Si l'analogie est figure de langage, elle est inutile; si elle impose des formes de liaison, elle est erronée (21).

En l'espèce, elle pourrait faire croire ici qu'il y a des flux économiques gouvernés par des forces secrètes, instinctives, nécessaires. L'abeille ne peut pas faire autre chose que butiner: lorsqu'on perce son alvéole, elle n'en continue pas moins d'y déposer son miel. L'estomac ne peut pas faire autre chose que d'effectuer une digestion. La nature — physique, animale ou végétale — obéit nécessairement à sa fin, sans déviation possible. L'animal comme le végétal ne

(19) Cf. H. GUITTON, *Essai sur la loi de King*, 1938.

(20) La courbe de croissance *logistique* paraît bien exprimer ces phases d'une croissance *biologique* (VERHULST) qui intéresse l'économie. On voit incidemment qu'il n'y a pas antithèse entre une conception biologique et une expression géométrique ou analytique. MARSHALL en est bien aussi un exemple. Il y a aujourd'hui du reste une biologie mathématique.

(21) PERROUX, *op. cit.*, p. 18.

peuvent pas se tromper, ni fauter: ils sont incapables de savoir ce qu'ils font, même quand ils le font correctement. L'oiseau ignore qu'il vole, et il ne peut pas mal voler. Il n'a pas à choisir autre chose ou autrement. Il apparaît bien ainsi en quel sens la conception biologique, pour autant qu'elle soit distincte d'une conception mécanique, est encore transplantée et calquée à un objet qui, malgré des ressemblances, n'est pas le sien. Dans l'économie, « l'existence d'une pensée et d'une volonté autonome complique le problème (22). » C'est une conception humaine qui seule peut convenir à une science dont l'objet est spécifiquement humain.

*
**

§ 3. — LE DANGER DES DISSOCIATIONS. PEUT-ON L'ÉVITER ?

Les analogies sont dangereuses, mais pas d'une manière dirimante. Si l'on était pleinement conscient de ces dangers, on pourrait les éviter, et ne pas se priver des avantages certains, et peut être irremplaçables, de ces modes de connaissance qui ont le mérite d'exister. Toute décision implique des risques: cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas quand même se décider. Ce n'est pas le danger certain de l'avion qui fait renoncer à ses commodités.

L'autre danger dont nous allons maintenant parler paraît plus grave au contraire. Si le premier peut être réduit, atténué et même évité, le second est au contraire plus profond et peut être irréductible. C'est celui de la dissociation des attitudes de pensée.

*
**

Les divers découpages de la pensée. — Le profane ne manque pas d'être frappé par les distinctions que fait l'économiste moderne. Lorsqu'on pose à l'économiste une ques-

(22) R. Mossé, art. cité, p. 10.

tion simple, il ne répond pas simplement. Il vous prévient qu'il ne faut pas confondre les divers plans de pensée: il y a le plan de la *théorie* stricte, celui de l'*art* économique, de la *doctrine* économique, de la *politique* économique. L'ensemble de ces plans formeraient ce que G. PIROU appelle l'économie politique *lato sensu* (23). Et, nous l'avons vu, pour la théorie, il y a encore des plans intermédiaires, des niveaux différents d'abstraction: la théorie générale valable pour tout système, la théorie pure d'un système caractérisé par certaines hypothèses de base, la théorie incarnée (l'étude des structures) dans un milieu historique, la théorie mixte — l'économie synthétique de MOORE, par exemple —.

L'homme moyen qui a consulté l'économiste reste alors perplexe et insatisfait; il n'a pas reçu de véritable réponse à sa question; on l'a initié, sans le lui dire, à la philosophie, à l'épistémologie; on a transformé sa question en une série de problèmes (la problématique); mais, gardera-t-il encore confiance dans la science de son oracle? Reviendra-t-il encore le consulter? Que dirait-on du médecin qui adopterait une pareille attitude? J. MARCHAL n'hésite pas à l'écrire: « il y a un divorce net entre la science économique et l'opinion publique », « la faveur va presque toujours à des gens que « les véritables économistes » considèrent comme des demi-savants ou des vulgarisateurs, qui de fait, ont des connaissances souvent limitées, qui ne sont pas d'une parfaite objectivité, mais qui du moins ont l'intuition de valeurs que négligent « les vrais économistes », et qui gauchement, maladroitement, apportent à la majorité des citoyens ce à quoi ils aspirent confusément. Le public croit à l'ingénieur. Il croit peut être un peu moins, mais il croit encore au médecin [souvent, il croit plus au guérisseur qu'au médecin patenté]. Il ne croit guère, en France surtout, à l'économiste (24) ».

Voilà qui ouvre un examen de conscience. C'est celui de la valeur même des dissociations par lesquelles se sont

(23) PIROU, *op. cit.*, p. 94.

(24) J. MARCHAL, *op. cit.*, p. 303. C'est nous qui avons ajouté la parenthèse.

cependant effectuées les progrès de l'actuelle science économique. Celui de la valeur de la distinction entre la connaissance et l'action. Si le public croit à l'ingénieur, c'est parce qu'il construit. S'il croit au médecin, c'est parce qu'il guérit. S'il ne croit plus à l'économiste, ou s'il n'y croit pas encore, c'est parce que sa science fait l'objet de seuls rapports académiques, de cours plus ou moins clairs, mais ne sert pas à améliorer le milieu dans lequel chacun baigne; c'est parce que cette connaissance est par trop dégagée de ses préoccupations fondamentales. Des étudiants vous diront par exemple que la culture qu'ils reçoivent ne les forme pas à la vie. Et ce qui fait aux yeux des théoriciens du jour leur propre grandeur, à savoir l'éloignement de l'action, cela même constitue aux yeux des non-initiés la faiblesse de leur discipline.

*
**

Les promesses d'une science nouvelle: la Cybernétique. — Mais, voici que la naissance d'une nouvelle science, au nom sibyllin, vient opportunément reposer les relations entre la connaissance et l'action. Nous voulons parler de la *cybernétique*. Il nous semble qu'en faisant de l'économie une application de la nouvelle cybernétique, il y aurait une première ébauche d'une science authentique qui, sans s'abaisser, répondrait aux vœux de l'opinion. La direction qu'emprunte le problème scientifique du jour va dans le sens de certaines exigences de l'économie politique. La « demande » oblige précisément la science à progresser dans une voie qui lui était jusqu'alors inconnue. Nous disons: jusqu'alors. Ce n'est pas complètement vrai. « Les économistes classiques, nous dit PERROUX (25), étaient souvent des « sociologues d'action » qui avaient une expérience réfléchie ou pragmatique de l'homme. RICARDO dirigea une banque. Le pasteur MALTHUS écrivait pour soulager les misères de son temps. Plus près de nous, KEYNES a été mêlé à la politique britannique: sa théorie est issue de la crise du chômage

(25) PERROUX, *op. cit.*, p. 9.

anglais... Dans la théorie économique de ces auteurs s'agitent des hommes de chair et d'os. A des degrés divers, le drame humain n'est pas amorti. » Les hommes de science étaient des hommes d'action. Le problème qui se pose est de savoir si c'était là un accident ou une imperfection. C'est ce que pensait PIROU lorsqu'il préfaçait et glanait les pensées de Jean B. : agir pour lui c'est en quelque manière se tromper, pour mieux connaître il ne faudrait pas agir. D'autant moins tu agis, d'autant mieux tu connais, telle pouvait être sa devise. Le vrai et l'utile sont antinomiques (26).

La *cybernétique* que nous enseigne WIENER (27) est à l'opposé de cette conception. Littéralement, la cybernétique est la science des *régulateurs* — du mot anglais : *governors*, issu lui-même du grec *kubérno*, (ou encore la science du pilotage *kubernetes* est un autre mot grec qui désigne le pilote du navire). Le nom de la science nouvelle évoque à la fois le pilotage automatique et le pilotage humain. Détaillé curieux, ajoute GUILBAUD (28), WIENER laisse croire qu'il a forgé un mot nouveau, alors qu'il s'agit non pas de néogrec, mais de grec classique que PLATON utilise : ...« la cybernétique sauve âmes, corps et biens... mais elle est humble et ne fait pas d'embarras (29) ».

Ainsi, à peine né (ou rené) voici notre mot riche d'associations, à trois étages pour ainsi dire :

la machine qui se dirige — régulateur,
l'homme qui dirige une machine — pilote,
la société des hommes qui se dirige — gouvernement.

Et, d'une manière étonnante, le dernier état de la science retrouve presque la définition que donnait A. SMITH de l'éco-

(26) Il faut bien constater que les grands savants ont été souvent dans la vie pratique de grands maladroits. Je regrette toujours qu'un professeur ne soit pas capable d'œuvrer la matière — de faire une table, d'installer soi-même son électricité. Il se peut du reste qu'il le soit.

(27) Norbert WIENER, « Cybernetics » or « Control and Communication in the animal and in the machine », Paris, 1948.

(28) GUILBAUD, op. cit., *Esprit*, septembre 1950, p. 288.

(29) *Gorgias*, 511.

nomie politique: « L'économie politique considérée comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'Etat, se propose deux objets distincts: le premier est de procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante... le second objet est de fournir à l'Etat ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public. »

Notons bien ici qu'il ne suffit pas de dire que les sciences sont nées de la nécessité de résoudre des problèmes pratiques en se détachant après coup de cette pratique, en se cantonnant à la recherche de ce *qui est* et en éliminant de son champ d'études le *ce qui doit être*: « l'arithmétique, nous précise PERROUX (30) est ainsi née du calcul, la géométrie de l'arpentage, la mécanique rationnelle de la construction des machines, l'astronomie de la navigation et de la divination, la biologie de la médecine ». Cela est vrai, mais il faut ajouter: ce processus n'est pas achevé, il se continue de nos jours. Les nouvelles formes d'action déterminent encore de nouvelles formes de science. Avec ses monstruosité la deuxième guerre mondiale a singulièrement fait progresser la science des machines: il n'y aurait pas aujourd'hui encore à faire la théorie du radar, si la *nécessité d'agir* n'avait fait découvrir à travers les tâtonnements des tirs aériens la possibilité de faire pour ainsi dire régler le tir par l'objectif lui-même, grâce à l'utilisation des réactions des ondes de retour (*feed backs*). Le radar a permis les débarquements, mais c'est aussi la volonté de débarquer qui a accéléré la science du radar. Il n'y a donc pas tellement science *après* une action passée; mais il y a science *à cause* d'une action future. Contrairement à la pensée de PIROU, ce n'est pas l'utile qui a gêné la découverte du vrai, c'est l'utilité qui a engendré la vérité. Karl MARX de son côté n'a-t-il pas écrit qu'il s'agit tout à la fois d'expliquer *et* de transformer le monde ?

La cybernétique, dont il ne peut être question ici de tracer même les linéaments, est une science *de* l'action: de l'action en train de se faire ou de l'action à venir. S'il n'y

(30) PERROUX, *Cours d'Economie Politique*, p. 31.

avait pas à agir encore il n'y aurait plus de science nouvelle. La science serait uniquement passiviste, et figée dans cette forme unique et classique. Il faut faire la théorie de ce qu'on va faire. C'est la science du futur qui est en question. Et du reste il n'y a rien là de très nouveau. Si la science avait consisté uniquement à découvrir les enchaînements (lois) des événements *sans désir d'agir sur eux*, cette science serait bien réduite: il y aurait les lois de la pesanteur, les lois de l'astronomie... mais il n'y aurait pas les lois de la thermodynamique et de la radioélectricité.

Maintenant que nous sommes au cœur du sujet, il importe de dissiper une ambiguïté qui pourrait inquiéter ceux qui lisent les ouvrages de cybernétique. Ils vont voir que la cybernétique se propose de construire des machines à penser, de créer des cerveaux artificiels qui puissent, par une organisation convenable de « régulations réflexes », faire exécuter par le robot, en contact avec le milieu aléatoire, des contrôles qui remplaceraient ceux que l'intelligence humaine réalise avec tant de peine. On pourrait croire alors que, sous prétexte d'aider la tâche humaine, la cybernétique ne déshumanise l'économie, dont nous disions précisément jusqu'alors qu'elle n'était pas assez humaine. Le gouvernement de la société n'échapperait-il pas au jugement, à la pondération de l'intelligence humaine ? Ne nions pas ce danger de technocratie : en laissant les événements eux-mêmes commander les événements, comme un avion commande le tir qui doit le détruire, sous prétexte de libérer les hommes des tâches matérielles de statistique et d'équilibre, et de faire comme les anciens travailler ces nouveaux esclaves que seraient les machines « intelligentes », on risquerait de déspiritualiser encore les événements économiques. C'est que là encore il faut se méfier des automatismes. Ce n'est pas une régulation automatique, mais un pilotage éclairé qu'il faudrait encore réaliser. Le véritable enseignement de la cybernétique n'est pas d'aboutir à une élimination de l'homme: ce n'est pas sous l'aspect machine à penser qu'elle nous intéresse ici, c'est sous son aspect science de l'action, c'est en tant que réunion des deux altitudes qu'on nous avait habitués jusqu'alors à dissocier. Et c'est précisément parce

qu'il y a *réunion* de la pensée et de l'action, postulée par les nouvelles formes de l'existence, que des devoirs nouveaux apparaissent. Une science de type cybernétique ne peut plus être une science entièrement désintéressée, une science neutre.

*
**

SECTION II

Les devoirs d'une science humaine

Nous sommes insensiblement amenés à analyser les aspects positifs d'une science économique comprise comme une science humaine.

*
**

Des illusions de la neutralité. — Si les sciences de la nature inanimée sont déjà affectées par les formes et les déviations que revêt l'action qui leur a donné naissance, à combien plus forte raison cela est-il vrai des sciences de la nature humaine ? C'est l'allure que prend l'action qui donne naissance à tel ou tel type de science. Ainsi, selon que l'on désire réaliser telle ou telle action, on donnera à la science issue de ce désir tel ou tel caractère. La science économique résultera de l'idée que l'on se fait de cette action. Et comme on ne peut pas concevoir cette action indépendamment de la conception qu'on se fait de l'homme, on est amené à cette proposition : *c'est la conception qu'on se fait de l'homme qui commande la nature de la science économique*. La science économique n'est pas indépendante d'une philosophie, d'une croyance, d'une certaine manière de comprendre les fins de l'homme : elle n'est pas indifférente (31).

(31) « Le phénomène économique implique la recherche d'un rapport de convenance entre des moyens et des fins... Par conséquent la connaissance économique ne peut pas être exempte de finalisme, ce qui amène à un effort de méditation sur les fins de la vie humaine. ... Même

La science économique ne se situe pas dans une sorte de *no man's land* intellectuel ou philosophique, n'appartenant ni à ce domaine, ni à l'autre. C'est en quelque sorte une lâcheté de la pensée, ou du moins une illusion, que de la prétendre neutre. Evidemment on pourrait dire ce que PIROU a expliqué de multiples façons : à l'entrée du temple de l'économie politique, il faut se dépouiller de ses vêtements ; il faut laisser à la porte ses croyances politiques et religieuses ; il faut devenir un homme sans croyance, sans préférence. Et ainsi tous les servants de la science seront identiques ; ils parleront un même langage, seuls les faits les guideront. C'est ce que l'on appelle l'objectivité scientifique.

*
**

Le problème du contenu moral minimum. — Mais, à cette prétention d'objectivité les auteurs auxquels nous nous référons maintenant ont apporté des réponses.

En demandant à chacun un tel dépouillement duquel résulterait l'unanimité signe de science, est-ce qu'on n'exige pas de chacun un acte difficile, non pas tant lorsqu'il s'agira de faits accomplis à entériner, et sur lesquels il n'y a pas à revenir, mais surtout lorsqu'il conviendra de déterminer la science de l'action en train de se faire ou de l'action à venir. S'il y a vraiment une science du futur (*ex ante*) est-il possible de ne pas avoir une conception humaine de cet avenir ? Nous ajouterions : même ceux qui prétendent ne pas en avoir, ou en faire abstraction, et extraire les décisions à venir des enchaînements du passé, en ont encore une. La conception dite positiviste, celle qui affirme ne pas avoir de conception, est encore une conception. La neutralité est encore quoi qu'on dise une conception.

Mais il y a plus, et ce plus affecte cette fois un caractère

ceux qui prétendent écarter toute métaphysique restent dominés par une certaine métaphysique. » R. MOSSÉ, « Problèmes fondamentaux de la connaissance économique », in *Analele economice și statistice*, n° 4, 6, 1939, Bucarest, p. 7 et p. 10.

positif. On conçoit fort bien que si plusieurs auteurs se réunissent sans faire abstraction de leurs croyances, du fait de la *pluralité* des croyances opposée à l'*unicité* des vérités constatées par l'expérience, il n'y aurait plus aucune possibilité de construire une science. Chacun aurait *sa* science. Cette multiplicité serait le signe de l'absence de science: c'est, nous dit PIROU, le domaine de la politique économique. Cela est en effet bien exact. Mais le problème se pose différemment. Ce qu'il importe de faire, ce n'est pas de se livrer à une prédication morale, ni à une profession de foi politique, c'est de se demander si, du fait qu'ils sont hommes ayant à réfléchir sur l'action humaine, le problème même de la connaissance n'implique pas un minimum de pensées communes qui s'imposent à tous, quel que soit l'horizon dont ils proviennent, quelle que soit la croyance dont ils se réclament. Ce minimum commun ne déterminerait-il pas les cadres à l'intérieur desquels seulement devrait se construire la science économique? Si ce minimum n'existe pas, il faut désespérer de l'humanité et la laisser se détruire par elle-même. Mais qui osera s'en tenir à une si brutale affirmation?

*
**

C'est dans cette atmosphère intellectuelle qu'a écrit J. VIALATOUX, un des philosophes du catholicisme social français contemporain (32).

Pour VIALATOUX, l'économie porte bien son nom de politique. L'économie ne peut pas ne pas être politique, au sens noble s'entend. Comme l'avait vu ARISTOTE, l'homme est un *zoon politikon*. Être politique, et par là aussi être moral. En cela, il ne faut pas se méprendre sur la véritable fonction de l'économie politique. Elle ne doit pas être une Physiocratie, un gouvernement des faits humains par l'enchaînement physique des choses. Il y a bien certaines fré-

(32) J. VIALATOUX, voir bibliographie.

quences ou régularités économiques naturelles dont il faut assurer la connaissance, mais « les notions de nature et de lois naturelles sont équivoques et ne sauraient être, sans inadvertance, transférées équivalement à travers les ordres qui s'étagent du règne de la matière à celui de la vie, et du règne de la vie au règne moral humain ».

VIALATOUX estime que l'économie pure, « vide politique, moral et absolu », est proprement impensable, même comme hypothèse de travail. « Le langage économique lui-même est ici suggestif d'une vérité capitale, lorsqu'il nomme *affaires* l'objet de la connaissance et de l'activité économique. L'ordre économique est en effet un ensemble de choses à faire. Et sans doute la détermination d'un ordre de choses à faire requiert une connaissance des choses faites, une connaissance des *faits*, dont il importe toujours de tenir compte, et notamment des fréquences statistiques discernables en ce *donné*; mais ce donné, loin d'être un ordre économique tout fait, à connaître comme un ordre physique, n'est que la matière de l'ordre à faire, objet propre d'une science économique humaine fidèle à la nature de son objet (33). »

Certains pourront dire ici : mais VIALATOUX est un moraliste, un philosophe. Ce n'est pas un économiste. Il n'est pas étonnant qu'il ait découronné de son prestige la science économique cependant en voie de progrès (34).

(33) J. VIALATOUX, *op. cit.*, p. 115. Dans une étude sur le principe de population, VIALATOUX montre comment MALTHUS n'a pas su prendre parti : l'*homo œconomicus* est un sujet amoral, l'*homo parens* un homme moral. « Ce que MALTHUS demande à l'homme en somme, c'est de changer chaque matin et chaque soir son principe d'action, quand il passe de son foyer à ses affaires, puis de ses affaires à son foyer. Ses journées sont régies par une loi physique, et ses nuits par une loi morale. Là nous apparaît la contradiction qui disloque sa doctrine et la conduit à l'impasse dont son pessimisme est l'aveu. » *Op. cit.*, p. 209.

(34) Nous avons eu connaissance après la rédaction de ce texte d'une mise en œuvre de cette idée d'*ordre économique* par un « économiste professionnel » : Alain BARRÈRE, l'idée d'ordre dominant pour ainsi dire les idées de système et de structure. Constatons du reste que l'association des deux mots *ordre* et *économique* forme pléonasme (*nomos* veut dire ordre). Mais ce pléonasme est devenu aujourd'hui nécessaire puisque le mot économique a perdu son sens premier.

Consultons cependant un « économiste véritable ». Reprenant la discussion déjà évoquée qui eut lieu dans la *Revue d'Economie Politique* de 1935 à 1937 entre économistes italiens, Francesco VITO a de nouveau, en 1949, précisé sa position à l'égard de la neutralité de la science économique (35).

Analysant l'une des définitions neutres de l'économie politique, celle de la recherche du « maximum de satisfaction », VITO nous montre qu'on ne peut pas jusqu'au bout creuser ce concept sans buter sur les données éthiques et sur l'examen des fins humaines. Comment définir l'ordre le plus efficace soit pour l'individu, soit pour le groupe social ? On sait les difficultés rencontrées pour préciser ce qu'est le bien-être. Qui dira où réside le bien-être individuel ? L'individu lui-même sans doute ? Et cependant combien peut-il se tromper sur ce bien-être véritable. « Le fiévreux désire l'eau glacée qui le tuerait d'un coup ; le civilisé les drogues ou les toxiques qui le tuent ou l'amoiendrisent peu à peu (36). » Rien n'est donc trompeur comme le bien-être apparent et immédiat, défini par l'individu lui-même. Et que dire du bien-être collectif ? On peut appliquer avec KALDOR (37) le principe que la collectivité est indifférente à tout changement dans la répartition des revenus, tant que les pertes infligées aux uns sont compensées par les avantages obtenus par les autres. On déterminerait le bien-être collectif par rapport à ce principe d'indifférence de la collectivité. Mais alors nous nous trouvons « devant la vieille question de la possibilité de comparer et d'additionner les utilités

(35) F. VITO, *Etudes d'Economie Politique et Sociale à la mémoire d'E. Duthoit*, p. 55 et suivantes.

En sens opposé on peut citer l'opinion d'un auteur classique, celle du professeur PIGOU dont l'ouvrage paru en 1920 : *Economics of Welfare* était une théorie moderne de l'arithmétique utilitariste de BENTHAM. On pourrait se reporter aussi à l'ouvrage de base de EDGEWORTH : *Mathematical Psychics*. Une critique de cette position purement mécanique, déterminant l'optimum de bien être collectif par la recherche du maximum de fonctions appropriées a été faite en 1950 par I. M. D. LITTLE, *A critic of Welfare Economics*.

(36) PERROUX, *op. cit.*, p. 23.

(37) KALDOR, « Welfare Propositions in Economics », *Economic Journal*, 1939.

individuelles, question qui ne peut recevoir qu'une réponse négative, tant que l'économiste refuse d'adhérer à une conception éthique de la société ». Si on se réfère aux résultats du marché, alors on admet implicitement que tout ce qui arrive est parfait: devant l'impossibilité de trouver des critères préalables d'utilité, on se contente de découvrir ces critères après coup dans les valeurs d'échange résultant des rencontres individuelles. Mais n'y a-t-il pas là une abdication de l'esprit? Si l'esprit ne veut pas consentir à cette abdication, s'il ne veut pas admettre que l'événement arrivé est signé de vérité, alors il faut une idée directrice pour rectifier ou orienter le marché, et où la prendra-t-on, sinon dans un idéal éthique déterminé? « Tout cela démontre que toute recherche sur le bien-être social conduit finalement à affronter l'épineuse question de la possibilité de comparer les utilités d'individus divers: et celle-ci à son tour ne peut être résolue sans une référence à une conception éthique déterminée de la société (38). » Et VITO de noter pour conclure qu'EINAUDI lui-même a reconnu récemment que l'étude des fins ne doit pas être fermée à l'économiste (39).

RÖPKE a « dénoncé lui aussi les abus de la méthode positive qui a dégénéré en positivisme scientifique, et réprouvé l'habitude mentale qui expulse tout jugement de valeur tenu pour élément contaminateur de la science (40). »

*
**

Avec J. MARCHAL nous découvrons une autre manière de s'exprimer; les classiques étudient, nous dit-il, le comportement des hommes en renonçant à toute incursion dans le domaine des structures. L'étude des structures est, pour les orthodoxes, hors du champ de la théorie. Ainsi réduite à une analyse des mécanismes, la théorie s'est désincarnée:

(38) VITO, *op. cit.*, p. 63.

(39) Préface à BRESCIANI-TURRONI, *Introduzione alla politica economica*, Turin, 1943.

(40) RÖPKE, *Explication du monde moderne*, Paris, 1945, p. 17.

« en se désincarnant elle se prive d'une partie de son contenu, et ce qui peut être plus grave, elle *modifie l'essence du reste*. Elle est amenée à se développer en vase clos; elle devient une discipline fermée, dont les conclusions ne peuvent plus, quelque effort qu'on entreprenne par la suite, être utilisées pour l'explication ou l'action sur le monde réel. C'est une distraction du genre du bridge ou du jeu d'échecs, peut être moins inoffensive (41). »

Or, faire une théorie des structures c'est précisément, par un autre biais, se demander comment se *constitue un ordre* économique. Et, à ce titre encore, la distinction des *cadres* et des *mécanismes* paraît être une dissociation qui déforme et dissout l'objet même de l'étude économique. Répétons-le en un autre style: les *cadres* d'aujourd'hui agissent sur les mécanismes de *demain*, il n'y a pas de mécanisme *en soi*. La répartition préalable des revenus conditionne par exemple l'équilibre économique et le maximum de bien-être; ceux qui sont dépourvus de toute propriété se rencontrent avec ceux qui en sont pourvus; ce sont pratiquement ceux qui ont *déjà* qui recevront davantage, ou qui pourront attendre, ceux qui n'ont pas à qui l'« on ôtera même ce qu'ils ont ». Les mécanismes vont déformer les structures dans un sens dissymétrique, qu'il ne sera pas possible de respecter jusqu'au bout. La théorie orthodoxe accepte donc sans le dire une structure donnée, très partielle, dont elle fait un absolu, un immuable, une perfection. Et MARX aura beau jeu pour dénoncer cette illusion, pour ne pas dire cette supercherie. Le relativisme marxien est une manière de s'approcher d'une théorie totale; mais cette théorie fait des structures un produit de l'histoire.

MARCHAL donne d'autres exemples: l'établissement d'un impôt nouveau, la publicité, sont des *décisions* qui altèrent les mécanismes. On ne peut plus considérer comme donnée, en dehors de la science, les structures et les institutions. A ce titre, l'école dite *institutionnaliste*, qui met au centre

(41) J. MARCHAL, *op. cit.*, p. 286.

de ses recherches la donnée institutionnelle, ne serait-elle pas aussi une protestation contre le séparatisme (42) ?

Ne faisons pas dire à MARCHAL plus qu'il ne veut dire. Quoique audacieux, il est aussi un prudent : « Remarquons bien qu'il n'est nullement question d'introduire dans l'économie politique une appréciation des fins en vertu des principes d'ordre éthique. Ceci reste en dehors de l'économie politique (43). » MARCHAL veut rester un « économiste véritable ». Mais, ainsi que nous l'a montré VITO, est-il possible d'exclure jusqu'au bout cette appréciation des fins ? Sans doute peut-on bien faire une théorie des structures sur le mode neutraliste ou positiviste, et déterminer ce qui se produit dans telle structure, ce qui se produit dans telle autre ; on peut faire une classification incolore et impartiale des mécanismes selon les structures. C'est ce que semble envisager J. MARCHAL. On peut aussi faire une théorie de style marxiste et dire : le flux de l'histoire engendre une évolution des structures telle que le mouvement économique tend vers une *fin*, fin dialectique et *immanente*, contenue dans ce mouvement lui-même. La structure capitaliste où l'homme, dit-on, a aliéné sa véritable nature se détruit elle-même, et donne naissance par antithèse à une autre structure où les mécanismes affecteront telle et telle forme nouvelle.

Mais, si l'on sort de l'atmosphère neutraliste, et si l'on devient quelque peu cybernéticien, on peut enfin dire d'une troisième manière : la structure à venir doit répondre à une *finalité* extérieure, transcendante, celle qui est *en avant* et non pas *en arrière* de l'évolution, et que tout homme, par le seul fait qu'il est homme, ne peut pas ne pas reconnaître, et ne pas vouloir. En ce sens, la science économique est bien la science humaine de l'avenir, la science qu'il importe de constituer. MARX nous a donné l'idée d'une science totale,

(42) Sur les représentants de cette école (J. R. COMMONS, Richard T. ELY, BERLE et MEANS), v. G. PIROU, *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, tome II, *L'Economie institutionnelle*, 2^e éd., 1939.

(43) *Op. cit.*, p. 289.

mais on peut concevoir autrement l'orientation de cette totalité. La perfection des structures à trouver ne réside pas alors dans ce devenir selon lequel le passé pousse sur le présent pour engendrer l'avenir; ne se trouve-t-elle pas dans l'essence de la nature humaine selon laquelle c'est le futur qui, pour ainsi dire, dirige et attire le présent?

**

Science économique, Science politique, Science morale. — Si l'économique est la science d'un ordre à faire, on dira d'elle qu'elle est une science *sui generis*, à la fois science politique et science morale. MOSSÉ (44) s'efforce d'esquisser une distinction entre la connaissance économique et la science politique. Après nous avoir dit que la « science politique étudie les institutions qui fournissent un cadre aux actes économiques ou qui les conditionnent », et après nous avoir donné l'énumération des principales institutions : propriété, contrat, fiscalité, etc... il ajoute d'une manière symptomatique : « il ne faudrait cependant pas faire une distinction trop tranchée. Avec le développement de l'économie dirigée, il est devenu très difficile de tracer une ligne frontière entre l'économique et le politique, et nous verrons un peu plus loin que la connaissance économique déborde nécessairement sur le terrain politique ». Et MARCHAL (45) lui-même précisera, en reliant cette idée à ce qu'il nomme la tradition française, des BROCARD et des SIEGFRIED, qu'aucune séparation n'est possible.

Mais ne peut-on pas prolonger le raisonnement ? De même qu'aucune séparation n'est possible entre économique et politique, ne peut-on pas dire aussi qu'aucune séparation non plus n'est possible entre politique et morale ? Le caractère moral de la science politique n'entraînerait-il pas aussi le caractère moral de la science économique ? Evidemment les économistes, qui ne veulent pas perdre cette qualité, ne

(44) *Op. cit.*, p. 8.

(45) *Op. cit.*, p. 292.

franchissent pas cette limite, et quoique tourmentés par le problème moral, ils continuent à dire: au delà de cette limite, nous sommes en face du *méta-économique* (46); ce n'est plus à nous à parler; c'est un plan qui n'est plus le nôtre. Nous devons être *à la fois* et de la même manière les économistes du vice et ceux de la vertu, les économistes qui enseignent avec le même scrupule comment on détruit et comment on construit, comment on peut avoir des canons et comment on peut avoir du beurre. L'économiste devrait faire avec une sérénité parfaite la théorie de la destruction du monde contemporain.

L'économiste « en tant que tel » comme écrit Pinou, s'intéresse à tous les actes humains: « l'acte de l'infirmière qui achète un produit pharmaceutique pour soigner un malade, et l'acte du criminel qui achète ce même produit pour empoisonner la personne dont il veut se débarrasser », sont actes économiques aussi substantiels l'un que l'autre. Ce ne serait ainsi pas une attitude scientifique d'éliminer de ses recherches l'acte immoral. Mais, cela suppose implicitement tout de même que les empoisonneurs ne sont qu'une exception, car sans cela le monde objet d'étude ne serait plus viable. Sans doute faut-il remarquer que les « neutralistes » admettent fort bien que la science économique amoralise *se prolonge* par une condamnation morale de ce qu'ils ont d'abord admis comme hommes de science impartiaux. Mais alors, répondent les humanistes, si la science se prolonge de cette sorte, ne serait-ce point parce qu'elle contient déjà en germe cette condamnation ? On ne peut dépasser que ce qui est susceptible de dépassement.

Constatant cette impartialité de l'économiste, Mossé ne se permet-il pas à son tour de la juger ? « Devant le dilemme « des canons ou du beurre » ils (la plupart des économistes) voudraient se borner à dire « voici comment vous pouvez avoir du beurre, et voici comment des canons ». Mais je crois qu'il y a là un scrupule scientifique qui ne se justifie pas beaucoup moralement », pas plus, ajouterons-nous,

(46) LEDUC, *op. cit.*, p. 237.

qu'il ne serait justifié scientifiquement de laisser le fiévreux boire le verre d'eau glacée qui le tuerait. Et MARCHAL également, tout en rejetant de l'économie politique les préoccupations éthiques, n'écrit-il pas aussi: « Serait-ce agir rationnellement que de poursuivre des fins contradictoires avec la nature profonde de l'homme? » Oui vraiment serait-ce avoir une attitude scientifique que de prendre pour objet d'étude des faits que condamne la conscience? Ne serait-ce pas sous prétexte de science accepter de laisser se dissoudre, par cette impartialité même, l'objet même de son analyse?

Il faut ajouter au surplus une autre considération et nous anticipons ici une idée propre à André PIETTRE (47).

Dire de la discipline économique qu'elle doit être orientée par la morale ne lui enlève rien de son caractère de science. En effet, l'historien constate dans l'étude des civilisations que, lorsque les actes humains ont été animés par la recherche du mal, ils n'ont en fin de compte jamais réussi, leurs succès n'ont été qu'éphémères. Autrement dit, le mal n'est pas efficace, il n'est pas rentable, il ne paie pas. Rien d'étonnant à cela pour qui va au fond des choses: le mal n'est qu'une manifestation du néant, du non-être, il est l'inverse de la création. Dans la mesure où la création se maintient et se poursuit, c'est donc que la somme du bien produit, le bien-être étant seul l'être véritable, est supérieure à la somme du mal réalisé. Dire ainsi que la science économique est la science du bien, (pour XÉNOPHON, l'économie est la recherche du bien), c'est une autre manière d'exprimer qu'elle est la science du rendement, la science de l'efficace profond et durable, c'est-à-dire véritable.

La science économique est en même temps, pourrait-on dire, science des conjonctures et science des structures. Ces deux aspects de la science se commandent et s'interpénètrent. Et quand on dit science des structures, cela veut dire aussi en même temps science des structures *déjà faites*, et

(47) PIETTRE l'a exprimée implicitement dans son ouvrage *Humanisme chrétien et Economie Politique*, 1950; mais nous savons qu'il doit à nouveau la développer dans un article en préparation.

science des structures à faire ? Pourquoi la connaissance se limiterait-elle à ce qui *s'est passé* ? Pourquoi l'étude du futur, du « ce qui se passerait si » serait-elle en soi a-scientifique ou méta-scientifique ? PERROUX associe précisément à l'expression science de l'homme la construction de l'économie du *proche avenir* (48). Voici enfin la question la plus délicate, mais la plus grave. Pourquoi serait-il antiscientifique d'éliminer de l'étude du futur les « ce qui se passerait si » précisément incompatibles avec la fin suprême de l'homme, et par exemple le salaire de famine ou inversement le gain spéculatif démesuré ?

L'école suédoise a bien établi comme spécifiquement scientifiques les études « anticipatoires » (*ex ante*). Ne peut-on pas prolonger cette méthodologie par une action appropriée ? Les institutions juridiques, familiales, professionnelles, nationales, n'auraient-elles pas parmi leurs fonctions, celle d'encadrer, sans les supprimer, les anticipations individuelles, rationnelles et irrationnelles ?

La science des structures à bâtir serait ainsi une science trait d'union entre la science économique actuellement orthodoxe et la science juridique qu'Henri LEVY-BRUHL dénommait récemment la « juristique » (49). On pourrait ainsi concevoir que l'« économique » servirait à la construction du « juridique », le juridique progressivement renouvelé permettant l'apparition de nouveaux mécanismes économiques. Dans cette conception l'enseignement de l'« économique » ne devrait pas être dissocié de l'enseignement du droit : au lieu de s'ignorer, ou de se mal comprendre, les

(48) PERROUX, *op. cit.*, p. 28.

(49) Henri LEVY-BRUHL, « La science du droit ou « juristique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. VIII, 1950, p. 123. Notons toutefois ici deux choses :

1°) M. LEVY-BRUHL ne fait pas allusion à l'influence de l'économique dans la constitution de la « juristique » ;

2°) La juristique de M. LEVY-BRUHL ne semble avoir aucun caractère cybernétique, puisqu'elle est détachée de l'action pratique, qu'elle est discipline explicative et non pas discipline normative ; aussi bien la science des structures à bâtir, si elle fait partie de la science juridique traditionnelle, n'est pas comprise dans la « juristique ».

deux ordres d'enseignement seraient au service réciproque l'un de l'autre, et mieux encore tous les deux au service des valeurs humaines en péril.

*
**

Reconsidération des thèmes neutralistes en atmosphère humaine. — Remarquons que cette vue des choses de type totaliste, et que d'aucuns pourront dire confusionniste, ne détruit pas l'apport des conceptions neutralistes. Elle est capable d'utiliser cet apport pour le prolonger, l'enrichir et le dépasser. On pourrait s'employer ici à reprendre les axes de route de l'économie neutraliste pour se demander s'ils sont intégrables à un schéma totaliste: le bien être matériel, l'échange, l'efficacité.

Précisément les difficultés auxquelles donnait lieu le thème du bien-être, ou des *besoins matériels*, peut s'éclairer, comme l'a dit Viro, par les considérations éthiques. La distinction proposée par *Economie et Humanisme* entre besoins *primaires*, de nécessité et de dignité, besoins *secondaires*, de bien-être et de confort — ceux qui ont pu être seuls considérés comme économiques — et besoins *tertiaires*, de culture et de dépassement, est une classification éthique; comme le suggère A. PIETTRE (50), ce n'est pas faire une œuvre scientifique humaine, que de faire la théorie d'un monde qui ne respecte pas la hiérarchie des besoins, qui enrichit les plus riches, alors que les *plus pauvres seraient* encore appauvris. Ou du moins faudrait-il préciser que la théorie d'un monde qui ne respecte pas cette hiérarchie ne garde valeur de théorie humaine que dans la mesure où elle apparaît comme connaissance des déviations économiques. Les médecins doivent étudier les maladies. D'une manière semblable les lois de MALTHUS sont parmi les analyses les plus profondes du monde économique. Mais les faits alors étudiés sont précisément reconnus comme des maladies, et leur

(50) *Humanisme chrétien et Economie Politique*, Strasbourg, 1950, p. 79.

connaissance conduit presque nécessairement à une thérapeutique. Ainsi l'analyse économique des dérèglements humains mène-t-elle au seuil d'une économie normative : une telle économie (c'est-à-dire un tel ordre indispensable) combine ainsi l'acceptation des fins morales données *du dehors* avec une connaissance appropriée des moyens économiques et des limitations qu'ils impliquent *par le dedans*. Faire la science humaine du futur, c'est refuser les structures qui permettent l'exaltation des besoins secondaires au détriment des besoins primaires et tertiaires : c'est rechercher et bâtir les institutions qui permettent la « revanche du primaire et du tertiaire ».

L'économie reste définie par la satisfaction des besoins, *mais* selon une hiérarchie conforme à l'essence de la nature humaine.

Et on pourrait poursuivre. Economie science des échanges, bien sûr, *mais* des échanges conformes aux besoins précédemment précisés. Si les échanges étudiés du passé font apparaître des résultats contraires aux exigences humaines fondamentales, alors des institutions nouvelles seront préconisées qui éviteront pour demain ces dépassements, soit dans l'ordre national, soit dans l'ordre international. La théorie se rebâtit en fonction de ces exigences. Elle trace des parapets ; au delà de ces limites elle interdit à l'objet d'une connaissance possible d'exister ; mais à l'intérieur de ces limites les mécanismes restent possibles. La science des échanges futurs laisse aussi le champ libre à plusieurs économies effectives, qu'elles soient d'autorité ou de liberté. N'est-ce pas du reste dans cet esprit que se fonde aujourd'hui une nouvelle science des échanges internationaux qui n'a plus la simplicité de la science ricardienne (51) ?

On pourrait achever. Economie science des choix efficaces. Bien sûr également, dans la mesure où l'efficacité est elle-même conforme à la finalité humaine. Les concepts d'efficacité, d'opportunité, de rationalité ne se dissolvent ni

(51) Cf. J. WEILLER, *Problèmes d'économie internationale*, II, *L'organisation internationale des échanges*, 1950.

ne s'altèrent: ils s'humanisent. PERROUX traçant les linéaments de cette économie humaine a fort bien écrit: « des catégories neuves soutiendront (52) l'effort de repenser, c'est-à-dire de reconstruire l'économie ». Il y a des *efficacités* pour détruire: celles qui massacrent les êtres vivants en aménageant de véritables abattoirs humains ultra-modernes ne sont pas pensables, ni dignes d'être objet de connaissance. Les statistiques de cadavres, ne sont pas non plus pensables: cadavres exigés pour l'instauration de certains régimes prétendus modernes, cadavres que provoque la drogue ou l'alcool, « le poison qui s'avoue comme tel (opium, cocaïne) ou qui se dissimule sous une forme bénigne (apéritif) (53). »

Il y a des efficacités qui amoindrissent et qui empêchent l'ascension de l'esprit. Celles-là non plus ne sont pas pensables. L'efficacité nécessitée par la rareté doit être calculée par *rapport à l'homme*: il y a des coûts humains qui interdisent certains choix, ou qui, là encore, les circonscrivent entre certaines limites que la science du futur doit sans se lasser redéfinir, en fonction des données imprévisibles apportées par le milieu spatial et temporel sans cesse renouvelé, puisque chaque jour est un terme et un recommencement, puisque chaque jour il finit un monde et il en recommence un autre.

Sans doute il peut paraître encore difficile de préciser le contenu de cette science économique humaine. Une préfiguration en a été donnée tout récemment par E. JAMES (54). Cette science devrait pour cet auteur comporter trois ordres d'études: « I. une étude des répercussions qu'ont sur l'épanouissement de la personnalité humaine les divers sacrifices (travail et épargne) nécessaires à l'œuvre de production. C'est le problème des *moyens* ou des coûts de l'activité économique; II. une étude des avantages que représentent pour

(52) PERROUX, *op. cit.*, p. 26.

(53) PERROUX, *op. cit.*, p. 27.

(54) E. JAMES, « Pour une science économique humaine », *Etudes d'Economie Politique et Sociale à la mémoire d'Eugène Duthoit*, Paris, 1949, p. 31-47.

ce même épanouissement les diverses satisfactions connues sous le nom économique de « consommations ». C'est le problème des *buts* ou des avantages de l'activité économique; III. une étude des procédés par lesquels peut se réaliser l'équilibre entre les moyens les moins humainement coûteux et les buts les plus humainement appréciables. C'est le problème de l'organisation économique... Les théoriciens de l'économie politique ne peuvent plus continuer de répondre que l'établissement de la hiérarchie des besoins n'est pas de leur ressort ». Une véritable théorie humaine doit faire face à ce devoir.

*
**

Idee récapitulative d'adaptation. — Un mot pourrait récapituler cette discussion: c'est celui que nous avons déjà rencontré plus haut, d'*adaptation* (55). L'économique serait essentiellement une activité d'adaptation: la création n'est pas spontanément adaptée aux exigences humaines: inadaptée dans l'espace soit en quantité (il y a trop ou trop peu), soit en qualité (il n'y a pas la forme voulue), soit en situation (ce n'est pas à l'endroit voulu), inadaptée aussi dans le temps (ce n'est pas au moment voulu, c'est ou trop tôt ou trop tard). La nature est en décalage par rapport à l'homme. L'homme souffre de cet écart et il cherche à le combler. Tout ce qui permet de réduire cet écart sera appelé économique.

Mais, en cherchant à réduire cet écart, l'homme peut être plus ou moins adapté à sa propre fin. Ainsi le mot d'adaptation exprime à la fois les moyens par lesquels l'homme cherche à supprimer les écarts dont il souffre, la conformité des fins choisies avec la fin humaine.

L'économique, qui au fond ne porte le nom de science que par analogie, est à la fois la connaissance *et* la réalisa-

(55) Cette idée a été mise en valeur par le R. P. LEVESQUE, doyen de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval de Québec, dans une conférence donnée à l'I.S.E.A., le 31 mai 1949.

tion de cette adaptation. La connaissance de l'adaptation est liée à la réalisation de cette adaptation, la manière d'adapter transformant la manière même de connaître (56).

(56) S'il était encore permis de forger un mot nouveau, nous irions chercher dans le dictionnaire grec le terme qui veut dire adapter, nous lui ajouterions un « ique », et nous aurions l'équivalent d'une cybernétique, cette notion complexe où s'allient les efforts de connaissance et d'action.

CONCLUSION

Sommes-nous en mesure maintenant d'apporter une conclusion à ce BILAN, de redire les grandes lignes de l'évolution du problème, de résumer les points acquis et les controverses en cours et finalement de signaler les zones d'obscurité ainsi que les grandes interrogations qui subsistent ?

A tout le moins, nous pouvons préciser le désaccord majeur, évoquer quelques désaccords mineurs et, peut-être, donner une indication sur une direction de recherches où un effort de réflexion nous paraît particulièrement désirable.

*
**

Le *désaccord majeur*, qui a formé le thème central de notre étude et qui demeure à ce point d'arrivée tout provisoire qu'est le milieu du siècle, — simple instant fugitif où le pèlerin s'arrête pour regarder en arrière —, porte sur le concept de science et, mieux encore, sur le monisme de la science.

Toute science évidemment est effort de connaissance, mais il y a autant de types de connaissance qu'il y a de degrés ou d'ordres dans la réalité (PASCAL). La forme de la réalité retenue semblant dicter la forme même de la connaissance envisagée, les philosophies reconnaissent qu'il y a plusieurs plans de connaissance : connaissance mathématique, connaissance sociale, connaissance morale.

Lorsque les économistes apparaissent tardivement avec la vocation scientifique, alors que les sciences de la nature sont déjà constituées, ils se partagent en deux courants. Les uns, voyant surtout les analogies certaines du monde économique avec le monde physique ou biologique, adoptent le cadre de pensée de ces sciences qui s'occupent du monde

inanimé, c'est-à-dire au sens propre « sans âme » ; ils ont alors raison de dire, sur le plan où ils se sont mis, que leur science est, comme les autres sciences, amoral, générale, indifférente. Les *autres* pensent que l'économie politique est l'une des premières sciences *supérieures*, à constituer sur un modèle nouveau, non réductible aux modèles antérieurs. Ceux qui se hissent sur ce plan plus élevé et qui continuent à appeler science cet effort de connaître d'une manière *adaptée*, conforme à sa fin, un objet qui n'est plus de nature inanimée, ont aussi raison de dire que leur science est morale, particulière, pas du tout indifférente. Selon le mot de VIALATOUX, « il s'agit de porter la science dans le royaume de la conscience et de l'activité morale. Mais, le mot science reprend sa valeur première que les Anciens lui reconnurent : sagesse, philosophie ; elle devient une valeur morale et spirituelle (1). »

Si les économistes ne s'entendent pas, c'est qu'ils n'ont pas fait, avant de discuter, une mise au point philosophique et tout particulièrement une analyse épistémologique du concept de science, sur lequel porte l'équivoque. S'ils ne s'entendent pas, ce n'est pas tant parce qu'ils n'ont pas les mêmes croyances, les mêmes préférences politiques ou les mêmes passions, c'est parce qu'ils ne parlent pas le même langage.

C'est aussi parce qu'ils ne font pas l'effort d'explicitement ensemble les impératifs de leur condition humaine. Si jamais le monde était pourri ce serait une bien maigre satisfaction de l'esprit, peut-être une abdication, que de faire la théorie d'une pourriture ! La science qui tend à la perfection n'implique-t-elle pas une discrimination éthique ?

Pour savoir quel est l'objet de la connaissance économique, il faudrait s'entendre sur la façon de concevoir l'homme. Par delà ou en deçà de multiples conceptions possibles ou effectives, n'y aurait-il donc pas un *minimum* nécessaire (*nec esse*) sans lequel il n'y aurait littéralement plus d'homme, et donc plus d'objet à connaître ?

(1) VIALATOUX, *op. cit.*, chap. I.

Telle est l'ambiguïté qui n'est pas encore levée entre économistes. Respectons cette ambiguïté, pour nous en tenir à l'esprit d'un bilan (2).

*
**

Les autres désaccords sont beaucoup moins graves. Même en écartant tout jugement de valeur, l'objet à connaître est d'une complexité telle qu'il laisse prise à des options ou des marges, c'est-à-dire qu'il ne se délimite pas avec une rigueur absolue: il est, nous l'avons reconnu, *relatif* par essence.

Il est vrai de dire qu'il y a du *matériel* dans l'acte économique, mais il est faux d'affirmer qu'il n'y a que du matériel; l'immatériel aussi est capable de prise économique. Il est bien vrai de dire qu'il y a de l'*individuel* dans cet acte, mais il est aussi correct de prétendre qu'il y a en lui du *social* irréductible à l'individuel: ainsi, pour emprunter le parler moderne, l'analyse des *micro-décisions* et l'analyse des *macro-décisions* ont chacune leur rôle à jouer dans l'intelligence du phénomène. La considération de l'*unique* voisine avec celle du *multiple*; l'étude du *grand nombre* n'exclut pas celle de l'*aberrant* (3). Il est bien vrai de dire enfin qu'il y a du *rationnel* dans l'attitude économique, mais il serait faux d'en déduire qu'il n'y a pas de l'*irrationnel*. A côté du mesurable il y a aussi le non-mesurable.

*
**

Et comme nous l'avons répété si souvent, le maniement de l'idée de *temps* achèverait de marquer la richesse de

(2) Constatons du reste que la science de l'homme comprise comme un mode de connaissance adaptée à son objet, devrait être, malgré ses franges d'incertitude, beaucoup plus profonde que les sciences de la matière; celles-ci, malgré leurs certitudes apparentes, se tiennent seulement à la surface des réalités (le « comment »). Une connaissance totale ne peut être que causale et finale (le « pourquoi »). En un certain sens, l'aspect le plus profondément scientifique de la connaissance n'est peut-être pas du côté que l'on pense.

(3) Cf. L'HOMME, « Les phénomènes économiques en tant que phénomènes nombreux ». « Essai sur la notion d'aberrance économique », *Revue Economique*, n° 1, p. 45.

l'objet économique, et donnerait pour le comprendre des lumières encore plus précieuses. A une même réalité, à un même objet, correspondent des représentations diverses, qui sont aussi vraies les unes que les autres, selon l'époque historique, selon la durée considérée (4). L'objet pourra être saisi dans le *temps concret* des historiens, temps des événements et des institutions (5), ou dans le *temps rationnel* des économètres, dans ce temps construit, découpé ou reconstruit. Le phénomène ne sera pas le même selon qu'il s'agira de l'instant, de la période courte, de la période longue. Et cependant, pour si différente qu'elle soit, chacune de ces prises exprimera quelque chose de la vérité économique totale.

Par l'idée de temps, on retrouverait enfin, pour *penser la totalité de l'objet économique*, la distinction du passé accompli (*ex post*) et du futur à accomplir (*ex ante*) (6), l'acte économique futur, ou à faire, remettant encore en jeu l'ambiguïté qu'un bilan se doit de respecter: c'est-à-dire le problème de la science de l'adaptation future.

Cette diversité des positions à l'égard d'un objet si complexe se présente en fin de compte comme une invitation à un immense travail à poursuivre. Tous les chercheurs, de quelque famille d'esprit qu'ils soient, de quelque tendance méthodologique qu'ils se réclament, ne sont pas de trop pour faire progresser une discipline dont le sens populaire a tellement besoin, à un moment où les problèmes économiques ont « envahi la place publique » et ne sont plus simples

(4) Certains ont pu dire : c'est l'échelle d'observation qui crée et diversifie l'objet capable de science.

(5) Cf. A. MARCHAL, « Economistes et Historiens », *Revue Economique*, I, p. 5.

(6) Notons bien que cette distinction suédoise a été élaborée pour une analyse d'*économie pure*, lorsque celle-ci se préoccupe d'un avenir à la marge, dans l'abstrait, dans un cadre très défini et par là même appauvri. Elle pourrait paraître déplacée dans cette conclusion relative à l'*économie humaine*, dont les structures sont toujours modifiées par un devenir historique et qui reconnaît la nécessité de respecter une fin supérieure. Nous voulons dire que si la notion d'*anticipation* a pu rendre tant de services à une économie désincarnée, elle est aussi appelée à faciliter la construction d'une économie humaine.

passe-temps inoffensifs d'académiciens. Cette tâche inéluctable d'adaptation pratique exige de plus en plus une adaptation théorique adéquate. C'est peut-être même l'exigence dominante de l'heure présente.

15 décembre 1950.

II
OBSERVATIONS

par

LÉON DUPRIEZ

Professeur à l'Université de Louvain

et

FRANCESCO VITO

Professeur

à l'Université catholique de Milan

Léon DUPRIEZ est Professeur d'Economie Politique à l'Université de Louvain depuis 1928. Il dirige l'Institut des Recherches économiques et sociales qui a pour objet principal d'analyser la conjoncture économique et qui publie depuis 1930 un diagnostic trimestriel. Le professeur DUPRIEZ a exposé les méthodes suivies dans un livre intitulé *Les Méthodes d'analyse de la conjoncture économique et leur application à l'économie belge depuis 1897*.

Après la Libération, M. DUPRIEZ a publié un très important ouvrage: *Les Mouvements économiques généraux*, qui a obtenu le prix Franqui.

M. Léon DUPRIEZ est Vice-Président de l'Association internationale de science économique.

Francesco VITO, Professeur d'Economie Politique et Directeur de l'Institut des Sciences Economiques de l'Université Catholique du Sacré-Cœur de Milan, est l'auteur de nombreuses publications d'économie théorique et appliquée. Ses travaux sur l'objet et la méthode de l'Economie révèlent une position très originale et ont été publiés dans presque toutes les langues d'Europe, et même en japonais. Son volume sur les *Coalitions d'Entreprises* a inspiré la législation de plusieurs pays d'Europe. Son *Traité élémentaire d'économie politique*, largement répandu, a atteint la 9^e édition.

Le Professeur F. VITO est également directeur de la *Rivista internazionale di Scienze sociali*.

OBSERVATIONS (I)

de LÉON DUPRIEZ

Parmi les effets des prodigieux développements économiques dont nos sociétés contemporaines se sont révélées capables, on ne peut méconnaître l'accroissement sensationnel du nombre de personnes qui sont amenées, dans tous les domaines, à participer aux études scientifiques. Il en est résulté un foisonnement intellectuel, surtout quant aux applications et aux querelles doctrinales qui sollicitent l'attention du moment. L'économie politique est, peut-être plus que toute autre science, victime de ce foisonnement depuis la première guerre mondiale. Aussi, l'économiste préoccupé de la cohésion de sa doctrine éprouve-t-il devant le morcellement en spécialités, les inquiétudes que les philosophes d'autrefois durent éprouver lorsque nos grandes disciplines actuelles se détachèrent de la philosophie.

Le revirement intellectuel profond qui, depuis le développement des doctrines dites « monétaires » et surtout depuis la « théorie générale » de KEYNES, a rejeté, pour une grande part, la philosophie de l'explication économique et la méthodologie des classiques, depuis ADAM SMITH jusqu'à I. FISHER et PIGOU, pour combiner des méthodes physiocratiques de raisonnement avec des préoccupations mercantilistes, ne peut qu'aggraver de pareilles inquiétudes. L'économiste préoccupé de la critique de sa science, pour en assurer les assises philosophiques et logiques, se doit de demander si, dans de tels revirements, l'ardeur n'a pas dépassé la prudence. C'est en de tels moments qu'un regard en arrière sur l'objet de l'économie politique peut être de la plus haute utilité: les développements doctrinaux nouveaux s'apparentent généralement à des courants anciens, même lorsqu'ils s'expriment en termes originaux et cherchent à justifier des

aspirations contemporaines. En mettant en relief les filiations intellectuelles, on peut au moins tenter d'apprécier les courants doctrinaux contemporains sur le même plan que ceux du passé, c'est-à-dire, dans ce qu'ils ont de relatif. A ce titre, l'étude de GUITTON ouvre de larges horizons, quant à la critique de la science économique.

Mon rôle, ici, se borne à soulever, parmi tant d'autres questions, trois problèmes particulièrement dignes d'intérêt, celui de la rationalité de l'acte, celui de la valeur de certaines analogies et, enfin, celui du caractère normatif de la science.

1. — De la rationalité de l'acte entrant dans l'explication économique

La définition de l'économie politique comme « science des choix efficaces et opportuns » a, certes, le mérite de mettre l'accent sur le caractère humain de l'objet de la science : les choses n'intéressent pas l'économie en elles-mêmes ; mais, grâce à leurs attributs, aux qualités que nous leur attribuons par rapport à nous-mêmes ; elles nous obligent à considérer notre propre comportement à leur égard. C'est ce dernier qui est le véritable objet de la science. L'ordre économique étudié est donc un ordre humain, comportant des *actes de connaissance* et des *actes de volonté*. Quelle est la part respective des uns et des autres ?

Assez étrangement, l'économie politique s'est beaucoup moins occupée, explicitement tout au moins, des actes de volonté que des actes de connaissance. La volonté est-elle si rebelle à l'analyse qu'il est plus difficile de bâtir une économie « volontariste » qu'une économie « rationnelle », ou une économie des « attentes » ou « anticipations », mots qui se réfèrent tous à des actes d'intelligence ? Sans doute y a-t-il lieu de le croire, puisque les courants de pensée qui expliquent la réalité au départ d'actes de volonté l'ont fait en cherchant à s'abstraire du finalisme humain. D'un côté, pour le consommateur tout au moins, l'analyse de l'utilité

marginale crée un ordre formel des choix, tout en devant admettre que le choix final — l'acte de volonté — n'est soumis, en tant qu'acte économique, à aucune instance supérieure: le concept d'utilité ne cherche qu'à rationaliser — à traduire en actes d'intelligence — un ordre de choix, un ordre de « contingence » (au sens statistique du terme) des actes potentiels de volonté. D'un autre côté, l'analyse parétienne, en ne voulant connaître que des rapports objectifs de la société économique, raisonne au départ de faits qui sont des actes de volonté; mais, refusant tout contact avec le subjectif, elle ne veut plus les connaître en tant que tels.

Sans qu'il soit possible de poursuivre l'exposé dans cette voie, il nous paraît regrettable que les économistes n'aient guère élaboré une explication plus « ouvertement » volontariste au départ des idées que CROCE développa dès 1900, dans une controverse avec PARETO, et ensuite encore en divers de ses ouvrages (1). CROCE considère que le fait économique est un acte de volonté, non un acte de connaissance, que l'économie connaît des actions et non des faits physiques. Tout en admettant que les actes de volonté soient précédés d'actes de connaissance, il affirme que le choix économique est question de sentiment, que l'erreur économique ne se confond pas avec l'erreur technique, que l'économique ne doit pas se bâtir sur le principe hédonistique, mais peut s'allier avec divers types de jugement moral.

Les courants d'idées qui ont scruté directement les actes économiques en tant qu'actes de connaissance se sont ramifiés en diverses directions. D'un côté, l'économie *rationnelle* a dépouillé ces actes de plus en plus de leur caractère concret, immédiat et humain pour les étudier en un degré de rationalité et de connaissance de plus en plus poussé; en une transmutation quasi-divine elle en est arrivée à l'étude du cas de la prévision parfaite. D'un autre côté, l'économie

(1) Cfr. CROCE, Benedetto: « Sul principio economico », *Giornale degli economisti*, 1900, II, p. 15-26 et 1901, I, p. 121-130. Cfr. *Estetica: Filosofia della pratica*, Bari, 5^e édition, 1945. Cfr. aussi mes *Mouvements Économiques Généraux*, II, p. 306-316, Louvain, 1947.

politique, envisagée comme soutènement de l'action de l'autorité dans des systèmes politiques de plus en plus interventionnistes ou dirigistes, cherche à faire porter l'analyse de la connaissance sur le bien social dans le *welfare state* et relègue dans l'ombre, comme asociales, les préoccupations individuelles qui ne se fondent pas dans le bien-être social. Dans ce contexte, la science économique n'est nullement neutraliste, et pour tous ceux qui ne se contentent pas de la mettre, en tant que science des moyens, au service de quelques idées-forces, le problème des fins sociales se pose dans toute son ampleur. Quel est ce bien social au nom duquel les individus sont régis dans leurs rapports économiques ? Et *quis custodit custodem*, si la direction économique n'est ni sereine, ni assez intelligente ?

Revenons toutefois à la rationalité des actes individuels rentrant dans l'explication des mouvements économiques spontanés, c'est-à-dire des actions humaines dont le concours ou le conflit crée, au sein de la société, des rapports économiques nouveaux. Même sur ce plan rigoureux, on ne semble guère s'entendre sur le degré de rationalité envisagé, ni a fortiori sur le critère de rationalité. A un bout de l'échelle, l'*homo economicus* a d'abord été envisagé comme un être égoïste et hédonistique préoccupé seulement de jouissances immédiates, bref un être dont l'horizon était très limité dans l'espace et surtout dans le temps, mais qui maximisait ses satisfactions avec une rigueur impitoyable dans son horizon limité. A l'autre bout de l'échelle, nous rencontrons l'homme doué de prévision parfaite, qui connaît toutes les conséquences proches et lointaines de ses actes et paraît plus préoccupé de maintenir l'ordre économique établi, les rapports harmonieux de la statique abstraite, que de satisfaire ses besoins; idéologiquement, cet homme s'identifie de plus en plus avec le savant préoccupé de l'harmonie divine ou de l'ordre naturel des choses et de moins en moins avec l'homme corporel, objet de la science. Entre ces extrêmes, l'analyse des attentes, anticipations et plans abstrait l'ensemble des sujets économiques selon le cadre acceptable pour l'entreprise qui doit se préoccuper à titre principal de réaliser un produit en numéraire; rejetant les *πληματα* pour

ne plus voir que les *λογιστικά* (2) elle livre la science économique à une pure rationalité comptable.

Sans entrer dans les détails, il semble donc bien que, dans diverses voies, l'étude de la rationalité de l'acte économique pêche par des excès systématiques. Elle attribue notamment à l'ensemble des actions humaines des types de motivation qui ne gouvernent qu'une partie de ces actions (hédonisme, comptabilisme); elle transforme aussi complètement le type de motivation qui fait l'objet de l'analyse (souci de l'équilibre économique remplaçant le souci de satisfaire les besoins). Enfin, depuis PARETO jusqu'aux modernes, le problème de savoir si l'acte économique irrationnel, si l'erreur économique fait l'objet de la science reste entier; mais, pour le résoudre, il faudrait s'entendre sur la nature et le degré de rationalité exigés. Peut-on suggérer qu'en subordonnant l'étude des actes de connaissance à l'étude des actes de volonté qui créent l'avenir économique, on poserait au moins le problème d'une manière plus réaliste ?

*
**

11. — Finalités humaines et analogies scientifiques

C'est à très juste titre que GUITTON a montré à quel point l'économie politique était, sous de multiples aspects, une science transposée plutôt qu'une science appropriée. Nous sentons tous la nécessité de telles transpositions, faute de pouvoir élaborer une méthode propre, se développant rigoureusement sur le terrain de l'analyse des faits collectifs résultant d'actes humains doués de finalité. Mais, il nous est plus difficile de garder toujours à l'esprit les limites admissibles des transpositions; aussi, les exagérations ne manquent-elles pas et expliquent-elles, pour partie, les inadaptations graves entre les parties de la science élaborées à des époques différentes ou en des lieux distants. Ne

(2) Cfr. p. 53.

faut-il pas voir aussi dans ce manque d'adaptation la raison profonde de ces revirements soudains de méthode, qui remettent toute la méthodologie en cause — comme celui que nous avons connu depuis 1935 ?

Parmi les analogies qui ont dominé l'explication économique, celles tirées du monde physique ont eu la plus grande emprise. La raison n'en est pas seulement dans leur plus grande rigueur formelle. HAYEK a fort bien montré (3), selon nous, que le XVIII^e siècle a provoqué une transposition complète dans les habitudes de pensée : jusqu'alors elles étaient dominées par une connaissance de l'homme, par une analyse introspective; dans un tel ordre intellectuel, l'analyse du monde physique s'avérait difficile. Le rationalisme et le déterminisme ont mis à l'avant-plan les méthodes intellectuelles appropriées à l'analyse physique; on a été tenté de croire que progressivement elles s'étendaient, sans bornes, dans les domaines propres des sciences humaines. L'envahissement de l'économie politique, comme science des satisfactions matérielles ou des richesses, devait s'opérer très rapidement.

On peut d'ailleurs convenir que le choix de la méthode appropriée à l'économie politique (choix qui détermine dans une large mesure, sinon l'objet étudié, du moins l'objet de la connaissance) est difficile en l'absence d'une méthode directement appropriée.

La seule étude psychologique est insuffisante car elle ne couvre, à proprement parler, que la partie subjective de l'économie; or, la partie objective est si importante que certains auteurs, comme PARETO, ont prétendu s'y confiner rigoureusement. Le fait économique collectif est, certes, dominé par les multiples finalités humaines sans lesquelles il n'existerait pas : mais il est tout autre chose qu'une somme de ces finalités et implique des frustrations de ces finalités, des résultats qui n'étaient voulus par personne; c'est ce que l'école suédoise analyse en distinguant les « attentes » *ex*

(3) HAYEK FR.: « Scientism and the study of society », *Economica*, août 1942, p. 267-291, fév. 1943, p. 34-63, fév. 1944, p. 27-39.

ante de la réalité *ex post*. Par quel genre de causes faut-il expliquer ces exigences internes du fait collectif qui s'imposent aux individus et frustrer leurs actions des résultats espérés ?

C'est donc dans le domaine de la formation objective de l'ordre économique que les formes de pensée de l'étude physique ont le plus facilement conquis droit de cité. Les multiples déterminations d'équilibres — mot emprunté à la physique — ont pu reposer sur les analogies avec la physique traditionnelle; ainsi, les adaptations dans l'ordre économique sont apparues comme le jeu d'un parallélogramme de forces, que l'analyse devait saisir et séparer. Aujourd'hui, la conscience que le fait collectif est le résultat d'une variété d'efforts individuels — et peut être la somme ou la moyenne de déterminations non identiques — a orienté la recherche dans le sens des liaisons stochastiques; le passage de la détermination causale aux modes de détermination des phénomènes aléatoires s'est fait avec d'autant plus d'empressement qu'il correspondait à une transposition des méthodes physiques; cette transposition était évidente dans l'ordre des déterminations rigoureuses réciproques, où peu d'économistes auraient admis que le schéma formel couvrait toute la réalité observée. Au contraire, dans la méthode stochastique, le raisonnement mathématique prend le pas sur les faits dont il se saisit. En somme, le problème n'est plus de savoir si l'analogie de la physique quantique est valable; il est d'apprécier si la mathématique des phénomènes aléatoires peut saisir un ensemble d'actions humaines douées de finalisme. Ainsi, le problème de méthode n'est plus rigoureusement celui des limites de l'analogie.

Les derniers développements de la science économique traduisent notamment ces changements dans la conception de l'objet des démonstrations. Les méthodes de raisonnement de l'analyse marginaliste sont nées à l'époque des analogies mécaniques, que l'on sentait ne pouvoir s'appliquer à la totalité du fait historique : elles se bornent donc à formuler les forces dominantes, typiques, dans un ensemble donné de conditions; explicitement, celles-ci ne constituent pas tout le contenu des évolutions historiques. Les équilibres

sont donc tendanciels; ils ne se réalisent pas complètement. Il reste une différence entre le schéma formel et le contenu de l'histoire.

La méthode des équilibres agrégatifs et les modèles macro-économiques sont nés à l'époque de l'analogie quantique et du développement de l'analyse probabiliste. Mais les applications ont foisonné en tous sens avant que l'on ait pu peser leurs implications logiques. C'est ainsi — pour ne m'attarder qu'à l'angle sous lequel le problème vient d'être considéré — qu'au moment même où les relations deviennent, en principe, aléatoires, la tendance à expliquer mathématiquement la totalité du contenu historique s'affirme.

Tel est, plus particulièrement, le cas de ces équilibres agrégatifs, dont le succès a été prodigieux depuis que KEYNES les a employés — en mélange d'ailleurs avec des développements marginalistes — dans sa théorie générale. Usant conjointement de relations d'identité et de relations d'équilibre, il considère que les rapports vantés sont réalisés à tout instant et qu'il ne saurait être question de s'écarter des positions décrites. L'histoire des faits se décrit comme une suite d'équilibres mouvants: ceux-ci ne diffèrent d'une période à l'autre que par des changements dans les données du problème, c'est-à-dire par des variations extrinsèques aux relations considérées. On aperçoit immédiatement la différence fondamentale entre les relations agrégatives ainsi obtenues et les équilibres tendanciels traditionnels.

Les nouvelles méthodes d'interprétation ont un véritable caractère révolutionnaire, parce qu'elles transforment l'objet même de la connaissance théorique; sur maints points les formules nouvelles sont en contradiction avec les conclusions antérieures. Par la mathématisation des relations-clefs elles simplifient, au moins formellement, les problèmes politiques; ne suffit-il pas, en effet, de modifier certaines données du modèle dans les proportions voulues pour obtenir les résultats désirés? Et ne peut-on pas rejeter, logiquement, toutes les difficultés non inhérentes au schéma-clef dans le domaine du subsidiaire?

Dans cette évolution de l'objet formel, l'économie politique s'est de nouveau déshumanisée — malgré son souci gran-

dissant de « *welfare economics* ». Les concepts agrégatifs ramènent les évolutions décisives aux rapports entre des masses, supposées soumises à des lois ou fonctions assez simples, lois empiriques extrapolées ou motifs psychologiques dominants, stylisés et clichés. Ainsi, le jeu mouvant des motivations humaines réelles s'efface devant le schéma, tandis que la considération du collectif, définitivement unie parce qu'on lui a donné un *nom*, empêche de nuancer encore l'explication : les mouvements internes de chaque agrégat sont relégués sur un plan subsidiaire, dans un microcosme ; là le marginalisme, refoulé mais non contesté, retrouve ses droits et le finalisme des actes humains à sa suite. Mais son influence sur le devenir total de l'économie apparaît, logiquement, bien faible et bien indirect.

*
**

III. — Economie normative

GUITTON a, certes, fait œuvre très utile en décrivant les anxiétés des économistes devant le problème de l'économie normative. D'une part, le souci de la rigueur du raisonnement, qui trouve un champ d'application plus fertile que dans d'autres sciences sociales, les fait hésiter à dépasser une science positive de ce qui est. D'autre part, ils ne peuvent se soustraire au fait que l'économie politique est une science des finalités humaines en même temps qu'une science du devenir collectif. Faut-il, dès lors, vraiment abdiquer tout jugement sur ce qui devrait être, en admettant qu'il ne s'agit plus que d'un problème de morale ? N'y a-t-il pas, au moins, une zone de conclusions immédiates, à finalités limitées et nettes, où la finalité sociale s'exprime beaucoup plus en termes économiques qu'en termes éthiques ? Et n'y a-t-il pas là un vaste champ à explorer, au sein duquel l'économiste est plus apte à formuler des normes que le tenant de toute autre discipline ? L'on n'est plus dans l'économie pure, mais les disciplines scientifiques s'interpénètrent, par la nature même des choses.

Le nom même d'économie *politique* montre d'ailleurs que les premiers économistes se sont laissés attirer par l'aspect normatif de leurs connaissances. Philosophes et « hommes de bien », ils n'ont pu s'empêcher de concevoir l'étude du bien, des utilités, comme une science du mieux. Ils ont été amenés à concevoir des problèmes du groupe social, différents des problèmes des individus qui le composent, avec des facultés et des horizons plus limités. Ils ont été conscients des structures à sauvegarder ou à améliorer. Enfin, plus encore qu'en d'autres sciences, les économistes ont orienté leurs recherches en rapport avec les besoins pratiques du moment; soucieux des finalités humaines qui font l'objet propre de leur science (tandis que la finalité d'une recherche de chimie appliquée est indirecte), ils devaient étudier surtout les évolutions qui pesaient sur les individus. L'étude du pathologique est certes des plus instructives; mais peut-on raisonnablement la faire sans proposer des remèdes? Peu nombreux sont ceux qui se refuseraient à cette « extrapolation » de la connaissance positive.

Il apparaît ainsi, tout au long de l'histoire, qu'une science ayant pour objet les finalismes humains et leurs conséquences collectives ne peut se dérober aux conclusions normatives et dépasse forcément un positivisme rigoureux. Dans ses premiers stades la recherche du mieux apparaît très pragmatique et utilitariste; elle se colore d'impératifs sociaux encore très matériels dans les *welfare economics*; elle se soumet à des principes philosophiques et moraux dans l'élaboration des structures économiques à promouvoir.

Le moment est donc venu de se demander en quoi cette économie *politique, normative*, diffère essentiellement de l'économie *positive, pure*, sur laquelle elle s'appuie. A mon sens, deux traits principaux méritent d'être signalés.

Le premier fait important est que, dans l'économie normative, l'économiste substitue son propre jugement au jugement de l'individu ou des individus dont il étudie le comportement. Il affirme que, sur le vu d'une meilleure connaissance scientifique, les jugements des sujets observés sont erronés sous quelque aspect et que, dans la recherche du bien, ils devraient être modifiés. Cette critique des décisions

d'autrui reste rigoureusement économique tant qu'elle porte sur les moyens employés pour parvenir aux fins; elle se colore progressivement de morale et d'autres sciences normatives lorsque les fins immédiates sont critiquées au nom de fins supérieures. En toute hypothèse, on ne saurait refuser à l'économiste le droit de procéder à de tels jugements, tant que ceux-ci restent des actes de connaissance. Si cette connaissance est doublée de persuasion, la réalité de demain peut même se conformer mieux aux souhaits de l'économiste que celle d'aujourd'hui, sans atteinte aucune à la spontanéité des relations observées.

Le véritable problème que pose cette connaissance « normative » de ce qui est mieux pour autrui n'est pas d'intelligence mais de volonté. Il est de savoir si l'économiste peut, par le truchement du pouvoir politique, imposer aux individus de se comporter économiquement comme *lui* il estime qu'ils devraient se comporter. Il est de saisir si son plan de connaissance peut être imposé aux autres. Nous touchons ici au problème le plus fondamental de la philosophie politique, qu'il suffit de signaler pour en mesurer l'ampleur. Bornons-nous à signaler à ce propos toute l'importance que revêt la connaissance juridique et politique dans le chef de ceux qui se destinent à l'action de direction économique. Elle seule permet de mesurer les objectifs économiques immédiats à l'aune des fins générales de la société et des exigences de sa structure politique. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les interventions les plus décisives et les plus lourdes de conséquences soient prônées surtout par les économistes purs et les économistes mathématiciens, moins soucieux de la portée politique des « changements de données » qu'ils introduisent d'autorité dans le problème économique.

Le second fait important est que l'économie objective étudie les résultats collectifs de concours et conflits de volonté; or, tandis que ces résultats évoluent sous l'empire de finalités individuelles, ils n'en constituent pas la réalisation. Les volontés se tendent dans certains sens, mais le résultat global peut leur être favorable ou défavorable; bien plus, il peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises pour le groupe social, en dehors du champ des fins recherchées.

Ainsi, la tendance des prix à rejoindre les coûts de production marginaux peut être présentée comme favorable au fonctionnement de l'économie et même à l'imputation du produit social; mais la loi malthusienne de la population est la description d'un drame social.

L'économie politique se trouve donc devoir analyser de multiples faits collectifs, qui ne correspondent pas à la finalité de ceux qui les ont provoqués. Elle connaît des phénomènes proprement sociaux, dont le caractère bon ou mauvais ne peut être jugé qu'à l'échelle sociale. Elle connaît des situations auxquelles tous les individus aspirent à remédier, mais à l'égard desquelles chacun est individuellement impuissant. Bref, si elle veut se préoccuper du *mieux*, l'horizon de ses décisions est différent de celui des individus qui agissent au sein du groupe; elle peut, suivant les cas, entrer en conflit avec les volontés individuelles, en les frustrant d'avantages, ou donner une efficacité à de vaines espérances; elle peut aider à élargir les horizons individuels, en permettant aux individus de choisir des objectifs de plus longue haleine, ou des fins moralement supérieures.

L'existence de ces problèmes sociaux, qui ne se confondent pas avec l'analyse des finalités individuelles, conduit à une science de l'intervention politique: science contingente et de caractère historique, certes, puisqu'elle porte sur les résultats d'actes uniques, mais connaissance des répercussions d'interventions décisives, de changements introduits dans les « règles du jeu »; connaissance aussi du bien et du mal, jugés à l'échelle du groupe et non de l'individu; science moins rigoureuse, hélas, puisqu'elle se colore habituellement et si profondément des préférences philosophiques et des passions des économistes.

A ce point, la diversité des « systèmes » et la rapide succession des engouements tend à rendre suspecte une connaissance aussi mal assise, aussi asservie aux partis pris. Est-ce une raison suffisante pour l'exclure de l'économie *politique* et pour se replier sur une connaissance sans finalité? Longtemps, sans doute, le débat restera encore ouvert à ce sujet.

OBSERVATIONS (II)

de FRANCESCO VITO

C'est à Stuart MILL que nous devons cette formule si pleine de sens : « Il ne peut être bon économiste celui qui n'est qu'économiste ». Elle vient spontanément à l'esprit du lecteur qui admire la façon remarquable dont Henri GURTON a réussi à accomplir la tâche difficile de présenter en quelques pages l'essentiel d'une matière extrêmement complexe, parfois embrouillée et qui soulève de nombreux problèmes. Pour s'orienter dans cette matière avec la sûreté dont fait preuve l'auteur de cette étude, et pour y diriger le lecteur avec une telle efficacité, il ne fallait pas moins que la vaste culture et la maîtrise de la discipline scientifique que reconnaissent à GURTON tous ceux à qui est familière son activité de chercheur et de professeur.

Les innombrables questions controversées à propos de l'économie politique, à commencer par sa définition même, les divergences, les contrastes, les antithèses concernant l'objet de cette science, les interminables discussions sur ses limites, ses divisions, ses procédés, sont toutes présentes à son regard pénétrant, et chacun de ces points, suivant son importance relative dans l'ensemble, se voit consacrer l'étude plus ou moins étendue et approfondie qu'il mérite. Il est cependant remarquable, et c'est aussi le mérite caractéristique et la principale raison de son succès, que la ligne directrice autour de laquelle cette matière abondante, vaste et variée est ordonnée avec tant de sagacité, s'écarte nettement des problèmes de la compétence spécifique de l'économiste. Le principe unificateur et vivificateur de toute l'œuvre se trouve au-delà et au-dessus de la sphère de l'économie politique. Il se détache sur l'horizon vaste et attirant, sinon toujours lumineux, qui unit toutes les sciences tendues dans

l'effort de la recherche d'une orientation pouvant englober la réalité sociale contemporaine. Sous plus d'un aspect, le monde social qui est devant nous et dans lequel nous nous mouvons semble se soustraire aux procédés traditionnels d'étude, d'investigation et de recherche, sinon s'insurger contre eux (1).

Les économistes discutent pour déterminer si l'acte économique est relatif seulement aux choses matérielles ou aussi aux choses immatérielles, s'il ne comporte que des éléments individuels ou aussi des éléments sociaux, si l'analyse microscopique suffit pour faire comprendre les phénomènes économiques ou si l'analyse macroscopique est nécessaire également, si la considération des tendances uniformes doit exclure les tendances aberrantes, si seul ce qui est mesurable est susceptible de recherches économiques, etc. Mais tout cela, dit GURRION, appartient au nombre des discussions mineures. Si l'on désire faire le point des opinions, on doit tout d'abord se rendre compte qu'il existe une divergence fondamentale qui touche l'idée même de science. Pour les uns, et c'est le courant dominant, l'économie politique est une science comme les autres, amoral, générale, indifférente. Pour les autres, en revanche, elle réclame une ligne propre de développement qui rende justice à la place essentielle qu'occupe l'homme dans la vie économique.

La racine du désaccord fondamental réside toutefois dans l'absence d'une « mise au point philosophique », qui fasse ressortir les « impératifs de la condition humaine ». Ils doivent inévitablement être présents à l'esprit de ceux qui s'apprêtent à étudier l'économie politique qui est une réalité humaine vivante.

Je partage en substance cette vue (2).

(1) Voir l'article brillant par lequel Robert MOSSÉ a ouvert, dans le *Bulletin international des Sciences sociales*, le débat au sujet du renouvellement méthodologique de l'économie politique, opportunément proposé par la direction de cet important périodique aux chercheurs de différents pays et de différentes tendances.

(2) Le jugement favorable ne concerne pas seulement le résultat principal du travail de GURRION. Il se réfère aussi à l'exposition heureuse et à la critique pénétrante des différents groupes d'auteurs et des dif-

D'une part, elle ramène le débat inhérent à notre science au problème de toutes les disciplines sociales à l'heure actuelle et, sous ce rapport, elle écarte le danger de surestimer des points secondaires, ainsi que l'usage des mathématiques, les limites des analogies, l'emploi des modèles, les préférences keynesiennes et antikeynesiennes, etc. D'autre part, elle ouvre la voie à des développements féconds, puisqu'elle considère les deux « familles d'esprit », — la famille traditionnelle qui est neutre et la famille « renaissante » qui est humaniste, — moins comme opposées, incompatibles et irréductibles, que comme susceptibles de se comprendre réciproquement et de se rapprocher. Aussi, mes observations ne feront-elles qu'appuyer en principe la thèse principale du travail que j'ai examiné avec satisfaction pour mon esprit et grand avantage pour mes connaissances. Elles le compléteront aussi sous quelques aspects.

Le brillant essai de GURTON, à l'architecture dessinée d'une main si heureuse qu'elle satisfait largement notre sens esthétique, montre de la manière la plus évidente l'état présent du problème, ou mieux de la série des problèmes discutés. Mais, précisément en raison de l'ampleur des vues considérées, il n'est pas surprenant que quelques points aient besoin d'être davantage creusés. Est-il exact que seule l'ambiguïté du terme « science » soit responsable du désaccord existant entre neutralistes et humanistes ? Que, bien qu'utilisant le même mot, les uns et les autres prétendent désigner des choses différentes ? Que le sens de ce vocable une fois libéré de son ambiguïté, on pourra dire que l'entente est faite ?

Le désaccord est en réalité plus profond qu'un simple malentendu terminologique. Il est douteux qu'on puisse commodément présenter les deux positions mentales, même pour en faciliter l'exposition, comme si elles avaient surgi spontanément et indépendamment l'une de l'autre. Enfin, on ne

férentes théories examinées, de même qu'au jugement de chaque question. La seule exception a trait à la place des éléments irrationnels dans la science économique. J'exprimerai là-dessus mon opinion autant que le permettent la nature et l'étendue de ces « Observations ».

peut négliger que cette dissension rappelle le long et violent débat autour de la *Wertfreiheit* et que ceci est et reste plus que l'interprétation erronée des mots. Il semble toutefois opportun de rechercher si ces deux courants doivent être considérés comme légitimement co-existants, ou si plutôt ils ne seraient pas des phases différentes de l'évolution de la science (en relation avec les changements de climat, d'opinions, d'idéaux et de conceptions sociales, sans parler des progrès de la technique de la recherche) en précisant cependant que l'une des phases, en raison d'une crise interne — déterminée ou provoquée ou accélérée peut-être par les mutations concrètes de la structure économique — manifeste un affaiblissement progressif et tend à être remplacée par la seconde. Je penche pour ce genre de diagnostic, comme je vais le montrer dans les considérations qui vont suivre.

SECTEUR ET ASPECT

Si valable que soit la distinction entre l'économie politique comme science de la richesse matérielle, comme science de l'échange et comme science des choses rares, j'estime qu'une autre ligne de développement est digne de plus d'attention, à savoir *la transition de l'économie ayant comme objet un secteur déterminé de la vie sociale*, celui de la production et du commerce, à *l'économie qui étudie un aspect de toute la vie sociale*, celui qui résulte de la limitation des moyens pour atteindre ces fins et qui implique l'emploi le plus efficace de ces moyens.

La première formule a été introduite, on le sait, par les classiques; elle a perdu graduellement du terrain, mais on ne peut dire qu'elle soit aujourd'hui tout à fait abandonnée. Il est toutefois vrai que, depuis un certain nombre d'années, la seconde formule gagne du terrain (3).

(3) Depuis longtemps, j'ai attiré l'attention sur cette transition qui, à mon avis, marque un progrès non douteux de l'économie politique, même si, comme je le dis dans mon texte, je dois faire quelques réserves pour ce qui est de l'attitude de neutralité concernant les valeurs éthiques. Je me permets de renvoyer à mon volume: *Introduzione alla Economia*

Il n'est pas facile d'indiquer avec exactitude à quel moment on a entrepris de cette manière l'étude de l'économie. Il est certain que WICKSTEED a été le premier à la propager avec autant d'ardeur que de soin (*The Common sense of Political Economy*). Plus près de nous, ROBBINS est devenu son défenseur ardent (4).

La vue « compartimentale » de l'économie ne pouvait prétendre être neutre devant les valeurs éthiques parce qu'elle accueillait trop ouvertement une échelle déterminée de valeurs, celle qui existait ou dominait dans le « compartiment » étudié. Liée comme elle était au monde des affaires, elle en adoptait délibérément les façons de penser et d'agir, ou du moins ce qu'on considérait en général comme tel (*business is business*). On sait que ce point de départ a été responsable de la solution unilatérale du problème de la valeur économique des biens, de la négligence presque totale des facteurs dynamiques, etc. Ici, il faut faire ressortir qu'il a été également responsable de l'identification du principe économique avec la recherche de la richesse matérielle. Il est inutile de rappeler que, précisément contre cette empreinte utilitaire, s'élevèrent, au moment précis où l'œuvre de RICARDO venait de paraître, les critiques les plus vives : l'école historique, le courant romantique, les différentes doctrines du socialisme, l'institutionnisme, l'universalisme, etc.

En revanche, il est plus opportun de signaler le progrès indéniable qui a été effectué depuis qu'on a commencé à soumettre aux recherches non plus un « secteur » déterminé de la vie sociale, mais un « aspect » de toute l'activité humaine, progrès scientifique dont personne ne peut douter. La science n'a pas devant elle une « tranche » de la réalité, mais un « aspect ». L'horizon de la connaissance économique s'élargit ainsi énormément. Au producteur, au capitaliste, au

Politica, Milano, Giuffrè, IX^e edizione, 1950.

• Je vois cependant que d'autres chercheurs insistent sur la grande portée du double point de vue : PARSONS, « Sociological Elements in Economic Thought », in *Quart. J. Econ.*, 1935 ; — FRASER, *Pensiero e linguaggio nella scienza economica*, Torino, 1947 (trad. de l'anglais).

(4) Voir bibliogr. n° 108. Spécialement au sujet de la position prise par cet auteur, j'exprime les réserves dont j'ai parlé plus haut.

banquier, au spéculateur, au travailleur, à qui seuls on reconnaissait le privilège, d'ailleurs peu apprécié (qu'on se souvienne de l'expression « dismal science »), d'être les acteurs de l'économie, succède la notion du *sujet économique, qui s'incarne en quiconque, individu ou groupe, n'a que des moyens limités pour atteindre ses buts*. Il est vrai que, même après cette innovation, le sujet économique est toujours considéré comme exerçant une fonction économique : producteur ou consommateur ou épargnant. Mais, cette affinité ne peut cacher une différence fondamentale, à savoir que le sujet économique est maintenant considéré comme un « homme » appelé à résoudre des problèmes économiques dans les activités courantes de la vie, et non comme un personnage abstrait poussé à agir par le désir d'enrichissement.

Il en résulte que le principe économique se vide de son vieux et dégradant contenu téléologique, la recherche de l'avantage pécuniaire, comme il arrivait lorsque l'on identifiait l'activité économique et celle des hommes d'affaires. Le principe économique est maintenant considéré comme une adaptation logique de moyens insuffisants pour la réalisation de fins qui se trouvent en dehors du domaine de l'économie. Etant donné que les fins humaines, fins d'êtres libres et responsables, ont par nature un caractère éthique, il était possible d'arriver à une systématisation des rapports entre l'économie et l'éthique.

La réalisation des conditions favorables n'était cependant pas accompagnée d'une reconstruction cohérente et conséquente de l'édifice doctrinal, suivant le nouvel objet de l'économie politique. Par un phénomène singulier d'inertie mentale (qui s'explique par l'adhésion, même inconsciente, à la conception individualiste, toujours en faveur chez les savants), on continua pendant de longues décades, et même après que la nouvelle orientation fût généralement adoptée, à considérer le motif pécuniaire comme *le* mobile de l'acte économique. Il suffit de rappeler que même un chercheur de réputation internationale qui, plus que tout autre, a contribué à établir ce qu'on a appelé l'économie pure et à répandre l'explication subjective de la valeur économique, et

qui devait par là être porté à abattre la barrière entre le monde des affaires et le reste de la vie sociale et à généraliser ainsi le problème économique, Maffeo PANTALEONI, n'a jamais réussi à se libérer de la vieille notion utilitaire et matérialiste de l'économie. Ainsi, pour se défendre des attaques, il n'hésitait pas à déclarer légitime l'hypothèse « des individus qui sont exclusivement homines oeconomici, c'est-à-dire tels que chacun d'eux veut et cherche seulement son avantage » parce que « à l'époque actuelle, les actions des hommes sont orientées en général vers la satisfaction des besoins matériels » et « l'idéal de la vie est devenu pour la très grande majorité l'enrichissement » (5).

Aujourd'hui, il est vrai, les choses ont changé. Tous les courants les plus accrédités de la pensée économique tendent à dégager le principe économique de l'empreinte pécuniaire primitive et de l'hédonisme psychologique. Cependant, un assez grand nombre de problèmes restent en suspens. Je me bornerai à deux d'entre eux qui demandent quelques éclaircissements, celui de la conduite rationnelle et celui des fins.

PSYCHOLOGIE RATIONALISTE ET PSYCHOLOGIE RÉELLE (6)

Après avoir rejeté le mobile pécuniaire ou hédoniste comme trait caractéristique du comportement économique, il faut définir le principe économique en termes applicables à n'importe quel sujet économique. Puisque le problème économique consiste à mettre en œuvre des moyens limités de la manière la plus opportune pour atteindre des fins, il est évident que l'identification du principe économique et du principe rationnel se présente elle-même à l'esprit. La raison veut que l'on tire des moyens limités le meilleur parti pour atteindre des buts différents et différemment évalués.

Mais, ce point soulève des objections dont GUITTON lui-même se fait l'écho quand il affirme que réduire la connaissance économique au seul aspect rationnel du comportement

(5) PANTALEONI, *Erotemi di economia*, vol. I, Bari, page 11, 60, 217.

(6) Un prochain volume des Bilans sera consacré à la psychologie économique.

serait appauvrir la science. J'ai l'impression qu'ici il y a une équivoque.

Pour simplifier notre exposé, il est utile de distinguer plusieurs problèmes: l'acte irrationnel existe-t-il? Peut-on et doit-on en tenir compte dans l'étude de l'économie et dans quelle mesure? Que doit-on comprendre par comportement irrationnel?

Il est hors de doute que les hommes se comportent souvent d'une manière irrationnelle dans le domaine économique, comme d'ailleurs dans tous les autres domaines de la vie. Il est de même acquis que la connaissance ne peut être complète si elle laisse délibérément de côté l'acte irrationnel.

Mais, comment est-il possible d'en tenir compte? Non certes en le réduisant à une uniformité qui servirait de trame à des propositions de caractère général, c'est-à-dire à des « lois scientifiques ». Ce qui ne comporte pas d'enchaînement logique ne peut pas s'intégrer dans une systématisation scientifique (7).

Faut-il en conclure qu'il n'est pas possible de considérer comme objet de connaissance cet aspect résiduel de la conduite humaine? Pas du tout. Il y a des moyens variés de faire entrer des faits dans notre connaissance. Un instant de réflexion suffit pour montrer qu'une manière plausible de résoudre le problème existe. Elle consiste à déterminer les *types de conduite irrationnelle* — et cela, naturellement, par des procédés différents de ceux dont on se sert pour les élaborations théoriques — et à essayer de mesurer *l'écart que ces types de conduite provoquent entre le phénomène réel et la représentation obtenue à partir de l'hypothèse de*

(7) C'est PARETO qui a fait cette tentative. On sait qu'il est l'auteur de la distinction entre les actions logiques et non logiques. Mais, à part l'ambiguïté du critère choisi, tout le monde est désormais d'accord sur l'insuccès de la tentative. Il ne nous a laissé dans ce domaine qu'une masse d'exemples tirés au hasard de l'histoire, qui nous rappellent constamment la vérité, d'ailleurs bien connue, que les déclarations des hommes au sujet de leurs actions sont dictées la plupart du temps par leur désir de rendre *a posteriori* rationnels des comportements irrationnels. Mais, avec cela, nous sommes bien loin de disposer de connaissances constituant une théorie des actions non logiques.

conduite rationnelle. En substance, cela équivaut à reconnaître et à circonscrire un facteur de limitation de validité des résultats scientifiques. La science ne donne jamais la représentation exacte de la réalité; cela est trop clair pour qu'on y insiste. Mettre l'accent sur l'existence de comportements irrationnels veut dire en somme contribuer à reconnaître l'un des facteurs responsables de l'écart entre les résultats de la science et les phénomènes réels. Mais, de là à prendre pour base d'étude des comportements non rationnels, il y a un pas que je ne suis disposé à franchir.

Il n'est pas inutile de s'arrêter encore sur ce sujet, afin de réfuter plus amplement la thèse de ceux qui voudraient intégrer immédiatement l'irrationnalité dans la science économique. Ses partisans, que je sache, ne se sont pas souciés jusqu'à présent de définir ce qu'on doit comprendre par comportement irrationnel, et ma remarque ne veut pas être un défi, mais une invitation à examiner si par hasard nous n'aurions pas devant nous une équivoque à dissiper.

**

Qu'est-ce que le comportement irrationnel ?

a) Pour beaucoup d'auteurs, l'acte irrationnel est l'acte *instinctif*. Je n'ai pas besoin de rappeler à ce propos combien d'adeptes a eu il y a environ cinquante ans, aux Etats-Unis, l'idée que, à la base de l'économie, on doit mettre la psychologie des instincts. La publication des « *Principles of Psychology* » de William JAMES en 1890, et, plus encore, de la « *Social Psychology* » de Mc DOUGALL en 1908, a provoqué une vague croissante d'enthousiasme en faveur de la théorie économique des instincts comme étant susceptible de remplacer la psychologie hédoniste dans l'explication d'une importante partie de l'activité humaine qui ne rentre pas dans les libres décisions de la volonté (8).

(8) Je signale les travaux suivants : DICKINSON, « The Relations of Recent Psychological Developments to Economic Theory », in *Quart. J. Econ.*, 1919; — « Economics and Psychology », dans « The Social Sciences » par OGBURN and GOLDENWEISER, New-York, 1927; — MITCHELL,

Mais les remarques et les recherches qui devaient, croyait-on, révolutionner notre science ont confirmé, au contraire, que les hommes ne possèdent pas des types uniformes et constants de réaction instinctive aux différentes situations sociales. C'est pourquoi ceux qui se bornent à envisager les instincts n'ont pas la possibilité de recueillir des connaissances susceptibles d'expliquer le comportement économique. Chaque adepte de cette tendance croyait avoir découvert sa propre liste d'instincts; mais, il n'était possible ni d'en confirmer, ni d'en réfuter la signification parce qu'on manquait de tout fondement pour déterminer si l'on était bien sur la voie menant à la découverte des uniformités.

Même la tentative de VEBLEN, — qui pourtant a semblé pendant quelques années la plus digne d'attention, — qui avait pour objet de réduire l'activité économique à trois ordres distincts (la conscience d'appartenir à un groupe déterminé, l'amour de la bonne exécution de son travail et le sens de la curiosité désintéressée), n'a pas donné de résultats (9).

Dans le but d'éloigner l'acte économique d'une psychologie dépassée, la psychologie hédoniste, VEBLEN a fini par remplacer l'hédonisme par un groupe d'instincts qu'il conçut comme fins de l'action humaine.

b) Sous l'influence de la psychanalyse, d'autres auteurs ont identifié le comportement irrationnel et le subconscient. Nous voyons ainsi pénétrer dans l'économie politique les réflexes conditionnés, les complexes, les conflits émotifs non résolus, etc.

Il y a même ceux qui recourent aux mécanismes de défense pour expliquer la manière de procéder des économistes ! L'abstraction théorique largement utilisée par les chercheurs serait une manifestation de solitude. L'hypothèse d'harmonie entre l'intérêt des individus et l'intérêt collectif

« The Rationality of Economic Activity », in *J. Pol. Econ.*, 1910; — SNOW, « Psychology in Economic Theory », *ibidem* 1924; — TEAD, *Instincts in Industry*, New-York, 1918.

(9) VEBLEN, *The Theory of the Leisure Class*, New-York, 1899; — *The Instincts of Workmanship*, New-York, 1913.

correspondrait à un phénomène de « projection ». La préférence pour les raisonnements en termes d'équilibre et pour l'exclusion des facteurs perturbateurs traduirait des inhibitions. La présomption de connaissance entière par le sujet des données de fait serait un cas de « compensation », etc. (10). J'ai déjà dit ailleurs qu'on ne doit pas attendre de ces rapprochements un résultat positif (11).

c) Il y a enfin une troisième interprétation de l'irrationnel qui est la plus courante et qui, mieux que les deux autres, met en lumière l'équivoque où tombent les théoriciens du comportement irrationnel. Par une altération étrange de sens, le mot rationnel est pris comme un synonyme d'égoïste, utilitaire, pécuniaire, et par conséquent, on définit irrationnel tout ce qui ne correspond pas à ces caractères-là. On prétend ennoblir l'économie politique en la mettant au contact de l'irrationnel qui servirait à qualifier tous les *comportements qui ne seraient pas dirigés par l'égoïsme, l'utilitarisme ou un mobile pécuniaire*. Ainsi, on soutient que la théorie fidèle au principe rationnel n'est pas susceptible d'expliquer le fait qu'un ouvrier aime mieux un emploi dans la localité où il habite avec sa famille plutôt qu'un travail mieux rémunéré mais loin des siens. Elle n'expliquerait pas non plus le comportement de celui qui s'approvisionne chez un commerçant de ses amis au lieu de s'approvisionner dans un grand magasin pratiquant des prix plus avantageux, ni celui de l'épargnant qui, malgré l'abaissement du taux de l'intérêt, continue à offrir une somme à peu près constante d'épargne, etc.

Mais, l'accusation serait valable si le principe rationnel et le motif pécuniaire ne formaient vraiment qu'un. Si, au contraire, *on prend le principe rationnel* — ainsi qu'il doit être pris — *comme l'adaptation logique de moyens limités pour atteindre des buts* quels qu'ils soient, il est évident

(10) WEISSKOPF, « Individualism and Economic Theory », in *Amer. J. Econ. and Psychology*, 1950. Voir aussi : « Psychological Aspects of Economic Thought, in *J. pol. Econ.*, 1941.

(11) « Lo stato presente della scienza economica », in *R. intern. Sc. soc.*, 1950.

que par cette voie on réussit à insérer dans la théorie économique la pluralité des motifs qui se cache derrière les différents comportements mentionnés plus haut. En effet, on sait par exemple que l'analyse de l'offre du travail commence à tenir compte de la préférence donnée au lieu de naissance. La demande des biens de consommation a mis en lumière les facteurs d'imperfection du marché. L'offre d'épargne a pu être formulée différemment suivant que prévaut la préoccupation du gain ou celle de s'assurer un revenu annuel ou celle d'accumuler des richesses pour une époque future déterminée. Tous ces comportements peuvent être ramenés à des généralisations non parce qu'ils sont irrationnels, mais, au contraire, parce qu'ils sont conformes au principe rationnel d'agir de la façon la plus utile pour atteindre les buts.

La richesse des motifs agissant sur le sujet économique se fait jour et pénètre dans les propositions de la science parce qu'on a abandonné le principe égoïste ou pécuniaire et qu'on l'a remplacé par le principe rationnel ouvert à la considération de fins de toutes sortes. La psychologie peut sans doute jouer un rôle précieux pour aider à découvrir la variété des motifs qui pratiquement influent sur les décisions des sujets : de l'entrepreneur qui doit décider s'il s'engagera ou non dans une certaine branche d'activité, s'il accroîtra ou non son établissement, s'il luttera ou non contre ses concurrents, etc.; du responsable syndical qui, dans son action dirigée vers l'augmentation des salaires, tient compte aussi des facteurs qui peuvent lui faire perdre la confiance des travailleurs syndiqués ou l'appui de l'opinion publique, etc.

Les recherches faites dans ce sens aux Etats-Unis (12) font espérer que l'édifice théorique de l'économie sera bientôt

(12) Exemples: HAYES, « Psychology of Industrial Conciliation » dans le volume *Industrial Conflicts: A Psychological Interpretation*, par HARTMANN and NEWCOMB, New-York, 1939; — « The Business Cycles: Psychological Approaches », in *Pol. Sc. Quart.*, 1948; — KATONA, « Psychological Analysis of Business Decisions », in *Amer. econ. R.*, 1946; — « Contribution of Psychological Data to Economic Analysis », in *J. amer. statist. Ass.*, 1947.

achevé et perfectionné. On peut en dire autant des études concernant les types de conduite en cas de monopole bilatéral et d'oligopole (13), d'anticipations, de prévisions, etc. (14).

Mais, il y a un point qui doit être souligné : on n'atteint le résultat positif qu'à condition que les différents types de comportement examinés soient susceptibles d'être encadrés dans un schéma logique et d'être présentés conformément à un procédé rationnel.

NEUTRALISME ET HUMANISME

La réduction du principe économique au principe rationnel ouvre également la voie à la construction de l'économie politique comme *science humaine*, que GUITTON considère justement comme le but auquel tendent les chercheurs les plus sensibles aux exigences du progrès du savoir et de la vie en société. En effet, après avoir purifié le principe économique de toute empreinte arbitraire d'utilitarisme, d'égoïsme et d'hédonisme, il s'agit d'envisager une conception des buts humains qui assure la stabilité des relations sociales et qui soit conforme à la dignité et à l'amélioration de l'homme. L'économicité réduite à la rationalité est une pure technique et suppose par cela même un ordre de fins auquel elle se rattache.

De cette manière, se pose en termes explicites le problème des relations entre l'économie et la conception éthique de la vie sociale. Henri GUITTON montre d'une manière efficace l'erreur de ceux qui s'attardent à défendre la neutralité de l'économie au nom de l'unité de la science, qui serait violée si on permettait aux chercheurs d'introduire une vision éthique de la société. Cette objection laisse effectivement sans réponse le problème fondamental : comment élaborer des lois sur l'emploi des moyens limités quand on ignore l'ordre des buts vers lesquels tend la vie sociale ?

On ne peut considérer comme satisfaisante la réponse de

(13) FELLNER, « Prices and Wages under Bilateral Monopoly », in *Quart. J. Econ.*, 1947.

(14) HART, « Anticipation, Uncertainty and Dynamic Planning », in *J. Business*, 1940.

ROBBINS, qui pense qu'on peut admettre n'importe quel but, qu'il soit conforme ou non à l'éthique, à condition que ce but soit considéré par le chercheur comme une « donnée de la réalité ». Une limitation, dit cependant ELLIS, s'impose dans l'acceptation des buts, sans quoi on tombe dans l'absurdité de juger vital un système économique, même quand il est orienté vers la destruction des valeurs essentielles de l'humanité. Et il synthétise ces valeurs dans la liberté de l'individu de faire les choix qui lui paraissent les plus appropriés, soit comme producteur, soit comme consommateur (15).

Mais, ELLIS ne semble pas avoir suffisamment pris en considération la portée de son affirmation, parce qu'il insiste, dans le même article, sur l'incompatibilité entre l'économie d'une part et les normes politiques et éthiques d'autre part. Où pénètre l'éthique, remarque-t-il en manière d'avertissement catégorique, l'économie cesse. Dans les limites où des critères politiques et éthiques dominent le marché, ajoute-t-il, il n'est pas possible d'appliquer des critères économiques. Mais, de toute évidence, l'illustre auteur ne se rend pas compte que si son avertissement était valable, c'est lui qui l'aurait violé le premier. C'est précisément l'adhésion à une conception éthique de la société qui le porte à sauvegarder les valeurs essentielles de l'humanité, sans quoi pourrait-il les déduire seulement à l'aide de l'analyse économique ?

Cette contradiction interne qui devient de plus en plus manifeste chez les « neutralistes » de tous les pays (16) ne devrait-elle pas suggérer à GUITTON que le Bilan s'achève avec des signes certains d'un actif *en faveur de l'économie en tant que science humaine* ? Je ne répéterai pas ici que la définition de l'économie du bien-être qui éveille un si grand intérêt chez les chercheurs dans le monde entier, suppose nécessairement une vision éthique.

(15) ELLIS, « The Economic Way of Thinking », in *Amer. écon. R.*, 1950.

(16) J'ai récemment signalé une difficulté analogue dans les deux dernières publications de L. EINAUDI, *La scienza economica e il compito dell'economista nel momento presente* Torino, 1949, et *Lezioni di Politica Sociale*, Torino, 1949. Voir *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, 1950 et 1951.

A ce qu'a dit Henri GUITTON (17) j'ajouterai seulement qu'il y a un nombre croissant de témoignages montrant que la neutralité à propos de l'idée de bien-être est purement illusoire, car elle ne sert qu'à camoufler la conception individualiste de la société (18).

On accepte de plus en plus l'opinion que la seule manière d'éviter les préoccupations et les préjugés dans les sciences sociales n'est pas d'éliminer les jugements de valeur, ce qui serait une tâche impossible (on a dit avec raison que séparer les jugements de valeur de l'élaboration théorique dans les sciences sociales est une opération chirurgicale !), mais d'énoncer d'abord, et d'une manière explicite, les postulats éthiques qu'on met à la base de ces théories (19).

La grande controverse qui a lieu dans l'univers entier pour prouver en termes scientifiques la supériorité de l'un des deux systèmes qui s'affrontent, montre d'une manière de plus en plus claire l'impossibilité où se trouvent les partisans du neutralisme de prendre position. Cela a engagé quelques auteurs à dénoncer la faillite de la théorie économique (20).

Quels que soient les avis sur cette expression catégorique, la sensation de malaise que le problème provoque chez de nombreux chercheurs indique d'une manière évidente que,

(17) Voir mon essai : « Die Neutralität der Wirtschaftswissenschaft und der Begriff der Wohlfahrtsökonomie », in *Neue Beiträge zur Wirtschaftstheorie*, Wien, Springer, 1950, dirigé par A. MAHR, avec la collaboration de EINAUDI, MARCHAL, SURANYI-UNGER et VITO.

(18) SAMUELSON, *The Foundations of economic analysis*, Cambridge, Mass., 1949, p. 223; — BERGSON, « A Reformation of certain aspects of Welfare Economics », in *Quart. J. Econ.*, 1938; — LITTLE, « Welfare Economics », in *Zeitschrift für Ökonometrie*, 1950.

(19) Un des témoignages les plus récents à ce sujet est : STREETEN, « Economics and Value Judgements », in *Quart. J. Econ.*, nov. 1950.

Avant la guerre, Robert MOSSÉ avait écrit : « Nous estimons qu'il est plus scientifique (ou simplement plus honnête) d'attirer l'attention sur les fondements métaphysiques, philosophiques ou politiques de certaines conceptions économiques plutôt que de nier la connexion et d'écarter la métaphysique, tout en adoptant une implicite », in « *Problèmes fondamentaux* », bibliogr. n° 95.

(20) BERGSON, « Socialist Economics », dans le *Survey of Contemporary Economics*, ELLIS, Philadelphie, 1949.

désormais, les temps sont mûrs pour la révision des principes essentiels de l'économie politique, et, en particulier, pour une reprise de contact entre l'analyse économique et les valeurs humaines.

Très intéressante est l'évolution des idées qui est en train de s'effectuer au sujet de ce qu'on appelle l'objectivité des sciences sociales. A ceux qui défendent la neutralité de l'économie politique en s'appuyant sur le mécanisme impersonnel et objectif du marché qui ignore les fins sociales, on objecte justement qu'en laissant jouer le marché, on finit toujours par préférer certains buts et par en négliger d'autres (21).

Ce que SCHUMPETER a écrit, dans un de ses derniers articles publiés avant sa mort, me semble tout particulièrement plein de sens. Contrairement à la prétention d'exclure toute pré-conception chez le chercheur, il reconnaît que chacun de nous porte en lui-même, en abordant la recherche, de nombreuses idéologies, c'est-à-dire des idées qu'il a tirées du milieu social où il a vécu. Les idéologies et les préventions idéologiques foisonnent dans la science économique. On trouve des éléments idéologiques non seulement dans les trois constructions les plus importantes de la pensée économique, celles de A. SMITH, de MARX et de KEYNES, mais on les rencontre continuellement dans les contributions des économistes. Quelques-unes de ces « préventions » sont partagées par la majorité des économistes, comme, par exemple, en ce qui concerne le monopole et les accords monopolistiques entre entreprises. Sur le même plan des idéologies et des intérêts de groupes, se trouvent les jugements de valeur, qui sont par leur nature des idéologies.

Cette constatation pousse SCHUMPETER à présenter une conclusion digne d'attention : il est plus réaliste d'abandonner la supposition qu'il existe des esprits exempts de préventions idéologiques ou susceptibles de les vaincre. Il est préférable de s'habituer, par contre, à l'opinion qu'aucune idéologie ne dure indéfiniment et que vraisemblablement, et même certainement, à la longue nous les abandonnons.

(21) J. CLARK J. M., *Alternative to Serfdom*, New-York, 1948.

Cela se produit soit parce que les modèles sociaux changent, soit parce que l'analyse scientifique finit par détruire tout ce qui ne résiste pas à son épreuve (22).

Ici, nous ne creuserons pas davantage ce problème. Il est certain que la conclusion de SCHUMPETER a porté un rude coup à la conception de la science pure qu'on voulait dépourvue de toute prémisse étrangère à l'observation des faits.

Tout paradoxal que cela puisse paraître, il est très probable que tous ceux qui étudient les sciences sociales ont été poussés à reviser leur opinion sur l'objectivité de la recherche par l'attitude des physiciens. Ces derniers ont attribué une importance croissante aux fonctions qui, dans le domaine de la recherche, exercent l'entendement et l'interprétation de l'homme et ont reconnu l'influence du point de vue personnel qui inévitablement pénètre les résultats de tous les types de recherche. Dans le langage du physicien américain, Percy BRIDGMAN (Prix Nobel), il y a, dans toute recherche scientifique, un « private component », un élément personnel, subjectif, qui laisse son empreinte dans les résultats de la recherche.

Je suis convaincu que ce n'est pas seulement sous l'influence des progrès de la physique que s'est affaiblie la conception de la science pure dans le domaine économique et social — affaiblissement dont on vient de trouver une preuve dans l'essai cité de SCHUMPETER —. Une influence également importante a été exercée par la décadence progressive des idéologies individualistes dans la culture contemporaine et les nouvelles conceptions sociales qui tiennent compte du lien de solidarité qui réunit tous les membres de la collectivité et considèrent le respect de la dignité de l'homme et l'élévation de sa personnalité, comme des éléments nécessaires de l'ordre économique (23).

(22) SCHUMPETER, « Science and Ideology », in *Amer. econ. R.*, 1950.

(23) On sait que le développement de l'histoire des doctrines économiques commence, lui aussi, à être présenté non plus exclusivement en relation avec la découverte de nouvelles vérités scientifiques et le dépassement des erreurs, mais aussi, suivant que le point de départ manifeste ou occulte des différentes théories est la conception individualiste ou bien

Si ces considérations sont valables, il est clair qu'on peut clore l'analyse des opinions sur l'Objet de l'économie politique non seulement en constatant l'existence de « deux familles d'esprit » susceptibles de se comprendre et de se rapprocher, mais encore en signalant la présence d'indices qui révèlent la transition graduelle de l'économie politique de la phase de neutralité à celle de l'humanisme.

Francesco VITO.

la conception organique ou solidariste de la société. Un des travaux les plus récents qui développent ce principe est : TAUTSCHER, *Geschichte der Volkswirtschaftslehre*, Wien, 1950.

III

BIBLIOGRAPHIE
ANALYTIQUE ET CRITIQUE

REDACTEURS DES ANALYSES

F. D. : Mlle F. DUCHINI, assistante à l'Institut des Sciences Economiques de Milan.

H. G. : Henri GUITTON.

R. M. : Robert MOSSÉ.

C. P. : Claude PONSARD, stagiaire de recherches au C.N.R.S.

BIBLIOGRAPHIE

ANALYTIQUE ET CRITIQUE

Le lecteur trouvera ci-après :

- A. — sous le titre LISTES BIBLIOGRAPHIQUES, une brève énumération des principales sources bibliographiques;
- B. — sous le titre PARTIE GENERALE, une cinquantaine de notices portant sur des « Traités », « Manuels » et « Cours » qui constituent un ensemble représentatif de la première moitié du xx^e siècle et des principaux pays; ces notices, au-delà de leur rôle de complément à un *Essai* sur « L'Objet de l'économie politique », fourniront une initiation à la littérature pédagogique;
- C. — sous le titre PARTIE SPECIALE, des notices se référant à des ouvrages et à des articles portant spécialement sur l'Objet de l'économie politique, au sens large du terme.

*
**

Les trente-trois fascicules actuellement parus de la *Documentation économique* ont offert de riches matériaux qui ont facilité — conformément à l'intention de ses dirigeants — le processus de décantation entrepris dans les BILANS.

*
**

La présente bibliographie a été établie, en collaboration avec M. Henri GUITTON, par le **Centre de Recherches économiques de la Faculté de Droit de Grenoble**, qui a bénéficié d'une subvention du CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

Pour la littérature italienne, les *Bilans* ont bénéficié du concours de l'Institut des Sciences Economiques de Milan, dirigé par M. Francesco VITO.

Un important effort a été fait pour améliorer la présentation bibliographique et pour se rapprocher des « standards ». Malheureusement, il subsiste bien des imperfections et des lacunes, qui s'expliquent aisément par la limitation des moyens disponibles et l'ampleur de la tâche.

A. — LISTES BIBLIOGRAPHIQUES

BATSON Harold E. — **A select bibliography of modern economic theory (1870-1929)**, with an Introduction by Lionel ROBBINS, Londres, Routledge, 1930, 224 p.

GRANDIN. — **Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques et économiques**, Paris, Sirey, 3 vol., 1925, avec mise à jour par des suppléments annuels.

London Bibliography of Social Sciences, London School of Economics, 4 vol., 1931-32, avec deux suppléments (1929-31 et 1931-36).

Documentation économique, Paris, 1934-1938 et depuis 1947.

Comptes rendus critiques et listes des « livres reçus » de l'**American Economic Review**.

B. — PARTIE GÉNÉRALE

N° 1. — AMONN Alfred, Prof. Berne. —

Objekt und Grundbegriffe der theoretischen Nationalökonomie, Vienne, 1^{re} éd. 1927, 424 p.

Grundzüge der theoretischen Nationalökonomie, Berne, Francke, 1948, 200 p.

AMONN distingue l'économie pure qui étudie l'échange dans une société à marché libre et l'économie appliquée qui étudie le bien-être.

Le plus récent ouvrage est un manuel élémentaire — parfois un peu compliqué. (c. r. *Amer. econ. R.*, 1949, p. 760).

N° 2. — AMOROSO Luigi, Prof. Univ. Rome. — **Economia di mercato**, Bologne, Zuffi, 1949, 466 p.

Distinguant très soigneusement la science rationnelle des préférences éthiques et de la politique économique, l'auteur étudie un système de marché libre à l'état pur. Il commence par l'analyse du consommateur (égalité des utilités à la marge, recherche de l'optimum) ce qui aboutit à la demande. Il étudie ensuite la monnaie, la production, la distribution, les investissements, la formation des prix et le commerce extérieur. Bien que se concentrant sur la « physique » économique, l'auteur fait quelques allusions à la « métaphysique ».

Chaque chapitre comprend un exposé « littéraire » et un appendice mathématique. Au total, l'ouvrage d'ordonnance classique, présente bien les schémas fondamentaux du système type étudié. (F.D.).

N° 3. — ANSIAUX Maurice, Prof. Univ. Bruxelles. — **Traité d'Economie politique**, Paris, Giard, 2^e éd., 1926-27, 3 vol. de 387, 697, et 715 p.; « Bibliothèque internationale d'Econ. pol. ».

Tout en évitant de définir l'objet de l'économie politique, ANSIAUX estime qu'elle doit étudier l'action des hommes qui tend à la satisfaction de leurs besoins, et puisque cela implique des efforts, elle doit « peser des peines et des plaisirs ».

Comme cette action est soumise à des « arrangements sociaux », l'économiste accordera une attention particulière à la vie sociale, ce qui l'amène à étudier les institutions, les lois et tout ce que l'on appelle aujourd'hui les structures : tels sont les thèmes du *premier volume*.

Le *second volume* est consacré aux prix et aux revenus; il suit à peu près le schéma marshallien.

Le *troisième volume* traite de certains grands problèmes (commerce international, crises, etc.).

ANSIAUX pense que l'économie politique peut être une véritable science au même titre que la géologie, l'astronomie, la météorologie (p. 19), mais, dit-il, « si l'on veut que la Science soit bien faite, il faut l'édifier comme si elle ne devait servir à rien » (p. 26). La Science doit être séparée nettement de l'Art et de l'Idéal. Cependant, dans certains cas, les résultats de la Science, obtenus sans préoccupation pratique, pourront servir l'Art. Quant à l'Idéal, bien loin de dominer la Science, il en est « justiciable sous un double rapport : il appartient à celle-ci de distinguer entre l'utopique et le réalisable; elle peut, dès à présent, nous aider en quelque mesure à distinguer entre le réalisable utile et le réalisable nuisible. » (R. M.).

N° 4. — ANTONELLI Etienne, Prof. Fac. Dr. Montpellier. — **Manuel d'Economie politique**, Montpellier, Causse, 1945-46, 2 vol. de 706 et 655 p.

L'objet de l'économie politique est l'étude des « phénomènes sociaux à travers lesquels tend à se réaliser la satisfaction des besoins économiques dans un système économique donné » (p. 15).

L'auteur distingue trois branches dans la science économique : l'économie pure, l'économie appliquée et l'économie sociale.

Cet ouvrage, qui a été le premier à paraître après la Libération est le résultat de toute une carrière d'enseignement, de recherches et d'expériences pratiques; il constitue un admirable effort pour traiter l'ensemble de la science économique. « C'est une œuvre magistrale où sont accumulés à la fois les faits et les idées, et où s'épanouissent les qualités du sociologue, du philosophe et de l'économiste ». (GUITRON), *R. Econ. pol.* 1947, p. 497).

Voir aussi du même auteur : *L'économie pure du capitalisme*, Paris, Rivière, 1939. (R. M.)

N° 5. — BACHI Riccardo. — **Principii di Scienza economica**, Turin, Einaudi, vol. I, 1937, 2^e éd., Milan, Giuffré, 1947, 394 p.

Se proposant d'étudier principalement la formation des prix, l'au-

teur développe l'analyse en élargissant successivement le cadre dans lequel se déroulent les mécanismes, commençant par la formation de la valeur dans l'économie individuelle, passant ensuite à la formation des prix dans la société libérale et finissant par l'étude de l'économie corporative.

Selon LENTI (*G. degli Econ.*, 1937, p. 735) cet ouvrage, qui est le fruit de nombreuses années d'enseignement représente une « mise au point soigneuse et complète de notre discipline », car l'auteur possède trois facultés essentielles : « la patience dans l'analyse, l'aptitude à la synthèse et un style concis ». (R. M.)

N° 6. — BAUDIN Louis, Prof. Fac. Dr. Paris. —

Manuel d'Economie Politique, Paris, Librairie générale; 1^{re} éd. 1943; Tome I, 5^e éd. 1947, 316 p.; Tome II, 4^e éd. 1947, 295 p.

Traité d'Economie Politique, Paris, Dalloz, 1^{re} éd.; Tome I, 1950, 960 p.

Soit dans le manuel, soit dans le traité collectif dont il assume la direction et dont la structure est calquée sur celle du manuel, M. BAUDIN a donné dans le chapitre premier, « La science économique », ses conceptions sur l'objet de l'économie politique. Il s'agit d'une conception classique, mais ouverte sur l'avenir.

L'auteur passe en revue les différentes définitions : celle par les fins, celle par les moyens, celle par l'idée de choix, celle par l'idée de valeur. Finalement, il adopte la suivante : « l'étude des relations sur le plan matériel entre l'homme et son milieu ».

Une originalité féconde de sa démarche est d'étudier après l'économie, l'économiste et les qualités qu'implique sa mission. Un autre point de vue qui enrichit l'analyse de l'objet est la considération du *temps* et de l'*espace* : l'étude du temps et de l'espace délimite plusieurs manières de connaître.

De là découle une analyse de la *loi économique* (voir du même auteur : « La loi économique », *R. Econ. pol.*, 1924, juillet 1924, p. 635). La loi économique est de type conditionnel et probabiliste. Le principe de cohérence ou d'incohérence est ici évoqué. Il y a un démon de MAXWELL en économie.

Les relations avec la biologie, la géographie, l'histoire, la technologie permettent de préciser encore le caractère et la conception de la science.

L'auteur adopte un plan traditionnel : la consommation est le but final qui oriente les trois autres parties : production, circulation, répartition, chacune d'entre de ces dernières devenant prédominante selon les époques considérées. (H. G.)

N° 7. — BENHAM Frédéric, Prof. Univ. Londres. — **Economics, a general textbook for students**, Londres, Pitman; 1^{re} éd. 1938; 4^e éd. 1948, 542 p.

Comme la plupart des « textbooks » de langue anglaise, celui de BENHAM entre directement dans le vif du sujet sans examen préalable

des questions fondamentales d'objet, de but ou de méthode. En dépit de quelques concessions à l'opinion qui fait de l'économie politique l'étude des choix pour l'emploi des moyens rares, le livre est conçu comme une analyse du *mécanisme* des prix, dans ses aspects multiples, en restant dans le cadre du capitalisme.

Ainsi, pour BENHAM, l'objet de la science économique c'est la demande, l'offre, le marché, les revenus (qui sont les prix des facteurs), la monnaie et le commerce international. Presque exclusivement théorique, l'ouvrage se réfère à un système libéral-individualiste stylisé, mais ouvre quelques perspectives sur d'autres possibilités : concurrence imparfaite, monopole, production en régime de dictature économique.

Très peu de références aux faits et à l'évolution de la pensée économique. (R. M.)

N° 8. — BENINI R. — Lezioni di economica politica, Bologna, Zanichelli, 1936.

Ce manuel, animé d'un sentiment de chaude humanité et soucieux de refléter les réalités de la vie exprime bien les bonnes traditions de la science italienne (G. U. PAPI, *G. degli Econ.*, 1936, p. 644-647).

N° 9. — BODIN Charles, Prof. Fac. Dr., Rennes. — **Principes de science économique**, Paris, Sirey, 1926, 1 vol., 644 p.

Accueilli avec faveur pour son originalité, ce traité de « science économique » est tombé aujourd'hui dans un oubli total et c'est dommage. L'auteur avait eu le mérite de faire un effort cartésien de pensée personnelle, contrairement à la mode contemporaine qui consiste à aller de citation en citation, de chiffre en chiffre ou d'équation en équation.

Suivant la tradition française, il entend d'abord définir son sujet : préciser la notion d'économie et son contenu. Mais, auparavant, il consacre une quarantaine de pages à la question métaphysique de savoir si « une science économique est possible ». Il entreprend de réfuter la thèse qui désespère de la construction d'une science économique à raison de la complexité de son objet, de la relativité des phénomènes économiques et de l'impossibilité d'expérimenter. Sa réfutation, qui invoque la simplicité des phénomènes économiques, leur caractère universel et les possibilités de l'abstraction n'est peut-être pas très convaincante. En tout cas, cette discussion montre combien le débat s'est déplacé depuis un quart de siècle.

Conformément à l'étymologie, BODIN voit dans l'acte économique une « ingénieuse utilisation des ressources » (p. 43) pour la satisfaction des besoins et en vient à définir la Science économique la « science de l'efficacité de la dépense » ou de l'effort. Le degré d'efficacité détermine l'opportunité de l'effort ou de la dépense. Pour BODIN, en somme, le véritable objet de l'économie politique, après l'étude préliminaire des besoins et des biens, ce sont les *jugements* économiques, qui sont à la base des actes économiques.

On retrouvera dans l'ouvrage de BODIN bien des idées qui passent pour des innovations récentes. (R. M.)

N° 10. — BOULDING Kenneth, Prof. Iowa State Coll. — **Economic Analysis**, New-York, Harper, 1^{re} éd. 1941; 2^e éd. rev. 1948, 1 vol., 884 p.

Ce *textbook* américain à l'usage des étudiants avancés est un des meilleurs exposés de la *théorie* économique dans son état au milieu du siècle. Très clair, il a le double mérite de présenter les données élémentaires d'abord (classiques) et de chercher à donner une vue synthétique des mécanismes économiques.

La *première partie* étudie l'offre et la demande dans le cas de concurrence parfaite, avec toutes ses implications ou conséquences dans le domaine de la production et de la consommation, de l'affectation des facteurs et de la répartition des revenus.

La *deuxième partie* est intitulée « *Macroeconomics* »; elle aborde les problèmes concernant les grandeurs globales, y compris naturellement la monnaie, le revenu national, l'investissement, s'efforçant d'exposer clairement ce qu'il y a de valable dans les idées keynesiennes, introduisant aussi l'analyse par périodes successives.

La *troisième partie*, « *Marginal analysis* », reprend, de manière plus approfondie, le sujet de la première en recherchant tout ce qu'il y a derrière les courbes d'offre et de demande. Ici, est introduite la théorie des coûts, de l'entreprise, de la concurrence imparfaite, celle de la consommation.

La *quatrième partie* revient, de façon plus détaillée, sur certains points particuliers (analyse de l'entreprise, de la consommation, facteur temps, etc.).

Voir le c. r. critique de T. SCITOVSKY (*Amer. econ. R.*, juin 1949, p. 754-756) qui, malgré quelques réserves sur la deuxième partie, le considère comme « admirablement clair et très bien fait » et même comme le « meilleur manuel sur l'équilibre partiel « at the intermediate level ». (R. M.)

N° 11. — BOUSQUET G. H., Prof. Fac. Dr. Alger. — **Institutes de science économique**, Paris, Rivière, 1^{re} éd. 1930-1936, 3 vol. T. 1, 268 p.; T. 2, 216 p.; T. 3, 384 p.

Après avoir repris en la modifiant légèrement la classification des sciences d'A. COMTE, l'auteur place la science économique au sein de la sociologie. Elle tire son originalité du concept central de besoin: elle « est la branche de la sociologie qui étudie les actions accomplies par les hommes en vue de satisfaire leurs besoins ». Mais quelles actions et quels besoins? L'auteur renonce à attribuer la qualité d'économique à des phénomènes concrets donnés; il la réserve à tel aspect sous lequel il convient à l'économiste de considérer les phénomènes sociaux et « l'économie politique est une branche de la sociologie qui étudie les phénomènes résultant de ce que les hommes cherchent à satisfaire leurs goûts, leurs tendances, leurs besoins, avec le minimum d'efforts, c'est-à-dire en utilisant le mieux possible leurs ressources ».

Cette définition a le tort de ne pas englober les phénomènes adialactiques. (Cf. *infra*).

S'appuyant sur des exemples empruntés à la science économique et aux sciences de la nature, l'auteur conclut que les lois de l'économie sont aussi scientifiques que celles des sciences exactes, les unes et les autres n'étant valables que dans la mesure où sont réalisées les conditions dans lesquelles elles se vérifient. (C. P.).

Cf. du même auteur: « Essai sur l'évolution de la pensée économique », 1927 et « Les phénomènes économiques adiallactiques », *R. Econ. pol.*, janv.-fév. 1937, p. 50-65 (*Doc. écon.*, 1937, n° 2701).

N° 12. — BRESCIANI-TURRONI Constantino, Prof. Fac. Dr. Milan. — **Corso di Economia politica**, Milan, Giuffré, 1949; Tome I, *Teoria generale dei fatti economici*, 376 p.

Destiné à des étudiants en droit, ce *Cours* est remarquable par sa clarté et sa vigueur de pensée. Ayant défini l'objet de l'économie politique comme des choix effectués avec la préoccupation d'obtenir le meilleur emploi des ressources limitées, l'auteur analyse quelques concepts fondamentaux.

Adoptant la ligne de pensée marginaliste, il étudie, dans une *seconde partie*, la répartition d'une quantité donnée de biens de consommation (cette approche découle logiquement de la conception moderne de l'objet).

La *troisième partie* traite de la production (coûts, productivité, emploi optimum des facteurs, théorie de l'entreprise, etc.).

La *quatrième* examine l'offre des facteurs de production et la *cinquième* aborde le problème du revenu national et de sa répartition.

L'auteur prend soin de distinguer l'économie de marché et l'économie collectiviste et s'efforce d'atteindre les phénomènes les plus fondamentaux, sans s'attarder à la description des institutions. Chaque chapitre comporte une bibliographie internationale choisie (R.M.).

N° 13. — BROCARD Lucien, Prof. Fac. Dr. Nancy. — **Principes d'économie nationale et internationale**, Paris, Sirey, 1929-1931, 3 vol. de 503, 697 et 543 p.

L'auteur se défend d'avoir voulu faire un manuel de plus. Il s'est proposé surtout de souligner les préoccupations proprement nationales et surtout les éléments de collaboration et de solidarité entre les membres d'un même groupe social. La plupart des problèmes économiques sont envisagés sous cet angle qui permet de leur donner un éclairage tout particulier (R.M.).

N° 14. — CANNAN Edwin, Prof. London School Econ. — **Wealth**, Londres, 1^{re} éd. 1914; 3^e éd. 1928, 292 p.

Manuel élémentaire dont l'esquisse remonte à 1888.

Dans le premier chapitre consacré à l'objet de l'économie politique (subject matter), l'auteur estime qu'il faut étudier la richesse (wealth) dans son sens ancien signifiant une certaine condition des êtres humains ou le bonheur considéré dans son aspect matériel.

Voir aussi son « History of the theories of production and distribution », 1893 et 1924, chapitre 9.

N° 15. — CASSEL Gustav, Prof. Univ. Stockholm. — **Theoretische Sozialökonomik**, Leipzig, Winter, 1918, 582 p.

Trad. fr., 1929, Paris, Giard, par LAUFENBURGER et DE PERSAN, 2 vol. de 526 et 496 p.

Pour CASSEL, l'économie est une activité préparatoire tendant à la satisfaction des besoins. Mais, cette activité est dominée par le principe fondamental de la rareté (ou de la limitation) des moyens de satisfaction. L'économiste doit étudier principalement l'économie d'échange de sorte que la science économique a pour domaine l'analyse de la formation des prix, y compris le prix des facteurs.

Une des particularités du Traité de CASSEL est qu'il consacre quelques chapitres à la société socialiste, s'efforçant de montrer qu'une telle société demeurerait soumise au principe de rareté, qui prend ainsi un caractère véritablement général. (R. M.)

Voir AKERMAN et autres, « Economic Essays in honor of Cassel », 1933, 720 pages, et J. M. CLARK, c. r. de « Theory of Social Economy », *Pol. Sc. Quart.*, 1924, p. 688-690.

N° 16. — COLSON Clément, Prof. Ecole Polytechnique, Paris. — **Cours d'Economie politique**, Paris, Gauthier-Villars, 1^e éd. 1924-1929, 6 vol. de 553, 573, 516, 608, 475 et 577 p.

Des six livres de ce cours magistral il faut retenir ici seulement les deux premier chapitres du Livre Premier : *Théorie générale des phénomènes économiques, Caractères scientifiques de l'Economie Politique*. Il s'agit d'un cours destiné à de futurs ingénieurs et non aux étudiants des Facultés de Droit ou des Ecoles commerciales. L'auteur y adopte un plan classique.

Ce qui a fait la valeur de cet ouvrage c'est qu'il a constitué en France le premier enseignement économique de caractère mathématique. Et encore faut-il préciser qu'il s'agit d'une exposition toujours accessible, même à un lecteur non spécifiquement mathématicien.

Signalons spécialement dans le chapitre II les développements relatifs aux difficultés propres aux sciences morales et politiques. COLSON a été le chef de l'école mathématique française dans la tradition de laquelle se situent aujourd'hui DIVISIA, RUEFF, ULLMO, ALLAIS. (H. G.)

N° 17. — DAUGHERTY Carroll R. et Marion R. — **Principles of Political Economy**, Boston, Houghton Mifflin, 1^e éd. 1950, 2 vol., 1125 pages, 112 tableaux et 141 figures.

Il est assez curieux de constater que le plus récent en date des grands manuels américains reprend le titre de « political economy ». Rapprochant la pratique et la théorie, les institutions et les mécanismes, cet ouvrage rappelle un peu la manière des homologues français.

Les auteurs passent en revue les divers « systèmes », depuis « atomi-

sia » et « monopia » jusqu'à « dictatia-rulenia » sans oublier les systèmes concrets (Etats-Unis, Angleterre, U.R.S.S.).

H. W. SPIEGEL (*Amer. econ. R.*, déc. 1950, p. 905-906) estime que ce livre, qui offre un « festin gargantuesque » à l'appétit du lecteur, a tout : « micro-economics à la Hicks, macro-economics à la Keynes, welfare economics à la Lerner ». (R. M.)

N° 18. — DIEHL Karl, Prof. Fribourg Brisgau. — **Theoretische Nationalökonomie**, Iéna, Fischer, 1922- 1933, 4 vol. de 500, 372, 602 et 602 p.

Le premier volume traite de la nature et des tâches de la science économique, ainsi que de ses méthodes.

Le second volume est consacré à la théorie de la production (ses facteurs et ses processus).

Le troisième aborde la valeur et le prix, la monnaie et le crédit.

Le quatrième examine les problèmes de la répartition.

Cet ouvrage, qui suit la division classique de J.-B. SAY, est particulièrement remarquable par sa clarté. (R. M.)

C. R. in *Q. J. Econ.*, 1925, p. 124.

N° 19. — FANNO Marco. — **Principi di scienza economica**, Padova, Cedam, 1^{re} éd. 1945, vol. I; 3^e éd., vol. II; 2^e éd., 220 p.

L'auteur, qui a publié des études remarquables sur la monnaie et les cycles, définit ici, dans les notions introductives, l'économie politique comme « la science qui étudie les lois suivant lesquelles la richesse des collectivités et de l'individu se forme, se transforme, s'accumule, se distribue et se consomme ». Sa définition, quoique un peu plus large, ne se distingue guère de la définition traditionnelle de ROMAGNOSI et de COSSA.

Pour l'auteur, seules les actions des sujets économiques parfaits, c'est-à-dire de ceux qui ont conscience de leurs propres intérêts et qui agissent effectivement de façon à porter au maximum leurs satisfactions, forment l'objet de l'économie pure. Pour FANNO, cette attitude comptable ne coïncide pas avec l'égoïsme ou avec l'hédonisme; elle comprend les impulsions égoïstes et altruistes de l'homme réel qui se concrétisent dans l'échelle individuelle des besoins.

FANNO sépare nettement la science économique, dans son objet et dans sa méthode, de la politique économique; il la considère comme neutre par rapport à l'éthique et n'admet pas de distinction d'école. D'après lui, quand on parle improprement d'économie libérale, socialiste ou corporative, on est déjà dans le domaine de la politique économique.

Ce volume est destiné essentiellement à l'enseignement. Une première partie est consacrée à l'étude du développement historique de la science économique et une seconde partie à l'analyse des biens, des besoins, de l'utilité. Indications bibliographique dans chaque chapitre. (F.D.)

N° 20. — FETTER Frank A. —**Principles of Economics**, New-York, 1926, 2 vol.**Economics**, New-York, 1926, 2 vol.

L'économie politique est l'étude du monde matériel, des activités et des relations mutuelles des hommes sous le rapport des conditions objectives de leur bien-être. Comme toute science, elle est abstraction. Elle choisit ces aspects du monde qui concernent la liaison des désirs de l'homme pour les choses et l'usage qu'il tire de celles-ci.

Elle présente deux aspects: science et art, connaissance et action, principes et applications.

Comme science des rapports de l'homme avec la nature, elle trouve ses frontières avec les sciences physiques et naturelles.

Comme science des rapports entre sujets économiques, elle se situe par rapport aux autres sciences sociales.

Les subdivisions de l'économie politique sont: l'économie domestique (au sens grec), l'économie politique (au sens mercantiliste), enfin la science économique (au sens contemporain), diversement qualifiée pour indiquer le champ recouvert (éco. familiale, corporative, nationale, mondiale).

Après avoir dissocié « économie » et « parcimonie », FETTER montre que l'économie politique étudie aussi bien le comportement purement privé que des buts sociaux.

Enfin, toute démocratie moderne a besoin de répandre les connaissances économiques pour que le peuple puisse choisir intelligemment les hommes et les mesures souhaitables. (C. P.).

Voir aussi deux articles de FETTER (« Price economics versus welfare economics », *Amer. econ. R.*, 1920, p. 467-487 et 719-737; « Value and the larger economics », *J. pol. Econ.*, 1923, p. 587-605 et p. 790-803) où il exprime sa préférence pour une condition qui fait du bien-être humain le véritable thème central de l'économie politique.

J. Douglas BROWN, chef du département économique de Princeton, a consacré à FETTER dans l'*Amer. econ. R.* un « Memorial » (sept. 1949, p. 979) dans lequel il rappelle que FETTER parvint à une compréhension pénétrante de l'individu et de la société. « Il possédait cette marque distinctive de la grandeur, la simplicité ».

C. R. in *Q. J. Econ.*, 1905, p. 210 et 1915, p. 559.

N° 21. — GIDE Charles, Prof. au Collège de France. — **Cours d'Économie politique**, Paris, Sirey, 10^e et dernière édition 1931, 2 vol. de 620 et 524 p.

Ce cours, qui a été traduit en 19 langues plus une édition Braille, a connu un immense succès pendant les trente premières années de ce siècle. Dans beaucoup de pays aujourd'hui encore, les hommes occupant des fonctions élevées ont appris l'économie politique dans ce livre.

Il est tombé dans un grand discrédit aux yeux des jeunes générations d'économistes, parce qu'il n'était pas assez « scientifique » et — disons le mot — pas assez pédant: son érudition est limitée et sa

mathématique très élémentaire. On lui a reproché aussi sa forme littéraire soignée.

Pour GIDE, l'économie politique a pour objet l'étude des « rapports entre les hommes vivant en société qui tendent à la satisfaction de leurs besoins, à tout ce qui concerne leur bien-être ». Il en vient même à définir l'économie politique comme la science des besoins.

Maintenant que la crête de la vague scientiste est passée, nous pourrions relire avec profit cet ouvrage où nous retrouverons un peu de ce souffle humain et social de l'économie politique, dont la « science » économique avait fait fi. (R. M.)

N° 22. — GRAZIANI Augusto. — *Istituzioni di economia politica*, 1^{re} éd. 1903; 5^e éd. Rome, Foro italiano, 1936, 807 p.

Adeptes de l'école classique, de tempérament robuste et équilibré, soucieux de réalités, GRAZIANI a été le maître de nombreuses générations dans le premier tiers du siècle.

C. r. par MASCI, *G. degli Econ.*, 1936, p. 497-499.

N° 23. — HORNBOSTEL Henry, Prof. Fac. Dr. Poitiers. — *Nouveaux éléments d'Economie politique*, Paris, Librairie générale, 1943, t. I, 1 vol. de 765 p.

L'auteur définit l'économie politique comme étant « l'étude des conditions dans lesquelles, dans nos sociétés modernes, est établie la liaison entre la production des biens économiques de toute nature et la satisfaction des besoins matériels et spirituels ». Cette définition simple et sans prétention permet d'apercevoir les caractères essentiels communs à toutes les recherches d'ordre économique. Par rapport aux conceptions plus modernes cette définition a l'inconvénient de ne pas mettre en valeur l'acte humain, le choix, mais, au fond, elle reflète bien le contenu réel des ouvrages d'économie politique.

Paru à une mauvaise époque, ce manuel porte déjà la marque des ouvrages d'après-guerre, car il montre bien la nécessité d'étudier les mécanismes économiques à travers des systèmes économiques différents (que ces systèmes soient pris en tant que réalité historique ou en tant que procédé d'interprétation théorique). Evitant avec soin le pédantisme et l'érudition de mauvais aloi, le manuel de M. HORNBOSTEL se concentre sur l'analyse des mécanismes et l'on a plaisir à suivre son argumentation logique et claire. (R. M.)

N° 24. — LANDRY Adolphe. — *Manuel d'économie*, Paris, Giard et Brière, 1^{re} éd. 1908, 889 p.

L'introduction (64 pages) de cet ouvrage qui est l'œuvre d'un esprit venu de la philosophie à l'économie politique, pose avec rigueur le problème de l'objet de la science économique. Il faut noter l'expression même d'« Economique » que l'auteur a proposée en 1908, et qui n'a été (en France du moins) qu'en partie consacrée. « L'« économique » est cette branche du savoir humain qui étudie les faits ou phénomènes

économiques. Elle étudie cette activité que les hommes déploient pour acquérir des biens échangeables; elle l'étudie en elle-même, dans ses conditions et dans ses résultats, en la considérant principalement sous son aspect social ».

L'économie est à la fois histoire, science et art. Ce qui fait l'intérêt de chaque attitude. Leurs rapports. Vient ensuite l'étude des relations entre l'économie et les principales disciplines: technologie, psychologie, droit, sociologie, morale.

Une esquisse du développement historique de l'économie est apportée: on découvre les raisons de sa constitution si tardive. Jugeant de son avenir M. LANDRY marque comment l'économie progressera par un perfectionnement continu. Les théories économiques seront toutefois toujours moins précises que les sciences physiques et biologiques.

Les développements sur les méthodes achèveraient de donner le point de vue de l'auteur: science économique est d'abord science expérimentale, science du réel. Elle est aussi science abstraite, déductive. La discussion sur le raisonnement mathématique présente aujourd'hui encore intérêt, bien qu'après plus de quarante ans les méthodes mathématiques se soient beaucoup enrichies. « C'est la nature des questions étudiées qui décidera de la méthode à employer. L'exclusivisme méthodologique n'a fait que trop de tort jusqu'à présent aux progrès de la science économique ». La discussion des plans jusqu'alors proposés est suivie de la justification du plan adopté par l'auteur. Il faut noter que le Livre Premier est consacré aux fondements psychologiques de l'économie. Les trois autres livres sont d'intitulé et de contenu classiques: Production, Echange, Distribution. (H. G.)

C. R. Q. J. Econ., 1908, p. 324.

N° 25. — LAPIDUS I. et OSTROVITIANOV K. — Précis d'économie politique (en russe).

Trad. française par Victor SERGE, Paris, Editions sociales, 1929 468 p.; *trad. angl.* 1929.

Manuel officiel pour l'enseignement de l'économie politique; expose la théorie économique marxiste.

Voir aussi L. SÉGAL, « Principes d'économie politique », 1936, Ed. sociales, Paris.

N° 26. — MAHR A. — Volkswirtschaftslehre — Einführung in das Verständnis der volkswirtschaftlichen Zusammenhänge, Vienne, Springer, 1948, 393 p.

N'ayant pu nous procurer cet ouvrage, nous regrettons de ne pouvoir en donner de compte rendu.

N° 27. — MARCHAL Jean. — Cours d'Economie Politique, Paris, Librairie de Médecis, 1950. Tome I, 937 p.

Situant le problème dans le cadre historique de la Révolution du XX^e siècle (technique, sociale et économique), l'auteur l'envisage comme réflexion philosophique sur l'état de crise qui en résulte pour

la science économique et se trouve amené à opposer conception traditionnelle et conception nouvelle.

La conception traditionnelle n'est autre que celle de ROBBINS qui en a donné l'interprétation la plus systématique. Elle se heurte à deux objections fondamentales :

— se donner « l'environnement technique et social » conduit à retirer à la science l'étude des pressions sur les institutions, c'est-à-dire à dévitaliser à la fois la théorie abstraite en la privant d'une analyse de la structure (HAYEK) et l'Histoire économique en la réduisant à une description sans fondement des transformations structurelles. On arriverait ainsi à juxtaposer le monde de la nécessité des économistes et celui de la contingence des historiens.

— se donner les fins, d'autre part, c'est se condamner à ne pas voir comment ces fins « peuvent subir des modifications au cours même des processus qui tendent à leur satisfaction ».

L'auteur est donc amené à une définition de l'objet véritable de l'économie politique qui réintroduit ces « deux fourre-tout » faciles que sont « les données » et « les facteurs extraéconomiques », de manière à envisager la réaction de l'homme contre la rareté des moyens « non plus dans un de ses aspects artificiellement isolé des autres, mais dans sa totalité ».

Vouée à un tel objet, l'économie politique se distingue des autres sciences, les phénomènes qu'elle étudie présentant des caractères causaux, vitaux et humains. (C. P.).

Voir c. r. de DIETERLEN dans *Econ. contemp.*, mars 1950 et de MOSSÉ dans *R. soc.*, octobre 1950.

N° 28. — MARSHALL Alfred, Prof. Cambridge. — **Principles of Economics**, Cambridge, 1^e éd. 1890, 871 p.; 1927.

Trad. fr. de SAUVAIRE-JOURDAN, Paris, Giard, 1907-1909, 2 vol. de 544 et 662 p.

Peu d'auteurs, sans doute, ont été autant lus et aussi mal compris que MARSHALL. On l'invoque surtout à propos des analyses mécaniques et des équilibres partiels. En vérité, il voyait non dans les mathématiques ou les sciences physiques, mais dans la biologie le véritable guide de la science économique, qui est fondamentalement une science de la vie (vol. 1, p. 11).

Les *Principles* ont été le bréviaire de nombreuses classes d'économistes, qui y ont appris surtout les courbes d'offre et de demande ainsi que la formation des prix. La prétendue révolution keynésienne, qui aurait renversé le système marshallien, ne porte que sur un secteur étroit de la « mécanique » de l'intérêt et de l'investissement.

Relisant MARSHALL dans l'optique de l'*Essai* d'Henri GUITTON, on y trouvera (pages 82 et suivantes) des observations (à propos de l'ouvrier), sur la « part qu'il faut faire à ses passions d'être humain, à ses instincts et à ses habitudes, à ses sympathies et à ses antipathies », sur « l'élément humain, s'opposant à l'élément mécanique, qui prend une place de plus en plus importante dans l'économie » (p. 82)

sur le mérite d'une union entre les études de droit et celles d'économie politique, sur le conflit entre la précision scientifique et « une plus grande réalité », une « plus grande compréhension philosophique ».

On constatera peut-être avec étonnement que, selon MARSHALL, « l'économiste doit se préoccuper des fins dernières de l'homme » (p. 101) et envisager « l'homme tel qu'il est : non pas un homme abstrait ou économique, mais un homme de chair et de sang » (p. 117). Et l'on se demandera si la connaissance économique est restée, à cet égard, au même point, ou bien si elle a fait un aller-retour depuis la fin du siècle dernier, ou encore si elle a progressé en spirale.

Voir : C. r. par PIGOU, *Econ. J.*, 1907, p. 532; « Memorials of Alfred MARSHALL », édité par PIGOU, en 1925, avec une étude de KEYNES et la reproduction de la leçon inaugurale de MARSHALL (1885) sur la position présente de l'économie politique. Voir aussi un article de SCHUMPETER dans *L'Industria*, 3, 1950, p. 390-405. (R. M.)

C. R. par A. WAGNER, *Q. J. Econ.*, 1891, vol. 5, p. 319.

N° 29. — MISES Ludwig von, Prof. Univ. Vienne. — **Human action: a treatise on Economics**, New Haven, Yale University Press, 1^{re} éd. 1949, p. 889; éd. angl. Londres, Hodges.

Nouvelle édition révisée de « **Nationaloekonomie: Theorie des Handelns und wirtschaften** », Genève, 1940. D'après SCHULLER (*Amer. econ. R.*, juin 1950, p. 418-422) l'ouvrage de MISES est un véritable *Système* « in the grand manner » de MARSHALL et de MARX. C'est une apologie cohérente et dogmatique de l'économie libre de marché contre toute espèce d'interventionnisme (c. r. in *L'Industria*, 3, 1950, p. 485).

MISES commence par distinguer *l'histoire*, qui étudie l'action humaine dans le particulier et a posteriori et la *praxéologie*, qui l'étudie a priori dans ses lois générales. L'économie politique ou *catalactique* est cette branche de la praxéologie qui étudie les actes humains concernant l'échange.

Ce livre a le mérite de présenter sous une forme commode un ensemble d'idées de l'auteur qui, pour la plupart, sont antérieures à 1925, notamment sur le calcul économique en régime socialiste et sur l'intérêt.

Voir c. r. de Bruno LEONI, dans *L'Industria*, 1950, p. 469-475. (R. M.)

N° 30. — NOGARO Bertrand, Prof. Fac. Dr. Paris. — **Cours d'Économie politique**, Paris, Domat, 5^e éd. 1950, 2 vol. de 516 et 457 p.

La première édition sous le titre « *Éléments* » remonte à 1912. Pour apprécier comme il convient l'œuvre de NOGARO, il faudrait se reporter à sa collection « *Économie contemporaine* » et, en particulier, aux volumes sur « *La Méthode* » et sur les « *Principes* ».

L'économie politique, d'après NOGARO, a pour objet l'étude des actes humains ayant pour but de procurer ce qui est nécessaire et désirable pour vivre. C'est donc, fondamentalement, une science humaine, et l'économiste doit être avant tout un historien et un sociologue. Il doit

scruter les mobiles des actes. Le *but de la science* est de trouver une causalité intelligible (dans le général et dans le contingent) plutôt que de simples relations fonctionnelles.

L'intérêt de l'œuvre de NOGARO réside dans le fait que cet auteur a, pendant un demi-siècle, subi l'influence des vagues successives de la théorie, tout en essayant de ne pas trop infléchir sa ligne de navigation. Elle établit la liaison indispensable entre l'héritage du XIX^e siècle et les formules les plus récentes. (R. M.)

(Voir *L'œuvre scientifique de Nogaro*, Paris, Domat, 1950).

N° 31. — PANTALEONI Maffeo. — Principii di economia pura, Florence, 1^e éd. 1889; 2^e éd. 1894, 376 p.

Ce volume fut publié pour la première fois en 1899, à Florence. C'est le livre fondamental de PANTALEONI qui y a donné forme systématique à sa pensée originale et éclectique, basée sur les théories de JEVONS et de Menger.

Pour PANTALEONI, la science économique « consiste dans les lois de la richesse, déduites systématiquement de l'hypothèse que les hommes sont poussés à agir exclusivement par le désir de réaliser la plus grande satisfaction possible de leurs besoins au moyen du plus petit sacrifice individuel possible » (page 7); c'est l'hypothèse de l'hédonisme psychologique. A cette prémisse fondamentale s'en ajoutent d'autres qui sont les données techniques, les lois physiques ou chimiques ou biologiques. Le progrès de la science économique peut se réaliser de deux manières: ou bien en retrouvant de nouvelles prémisses ou bien en déduisant de nouveaux théorèmes des prémisses déjà posées.

Pour PANTALEONI, l'économie est indépendante de l'éthique parce que c'est une science abstraite qui, ne pouvant refléter toute la réalité, peut choisir indifféremment pour fondement l'un quelconque des mobiles de l'activité humaine. Les théorèmes économiques, dit PANTALEONI, s'ils sont déduits rigoureusement des postulats, seront toujours valables, indépendamment de la correspondance entre l'hypothèse hédoniste et la réalité.

Dans la première partie des *Principes*, PANTALEONI développe le postulat hédoniste dans la théorie des besoins et des biens, recherchant le maximum hédoniste comme point de rencontre de la courbe d'utilité et de la courbe de pénibilité. PANTALEONI nous a donné un exposé très clair des concepts de JEVONS et de Menger au moyen du système des coordonnées.

Dans la seconde partie, l'auteur expose la théorie de la valeur, cherchant les conditions de l'échange dans une économie isolée et dans une économie sociale. Il fait un effort notable pour concilier la théorie classique de la valeur mesurée par le coût de production avec la théorie de l'utilité marginale; l'utilité marginale est la cause et la mesure de la valeur, mais, le coût de production peut être exprimé en termes d'utilité.

Dans la troisième partie, PANTALEONI applique la théorie générale de la valeur à la monnaie et aux facteurs de la production. Dans l'analyse

des agents naturels et du travail, PANTALEONI introduit pour la première fois en Italie la distinction de la statique et de la dynamique qu'il étudiera par la suite dans d'autres écrits.

Dans l'étude de la distribution, PANTALEONI eut le mérite de chercher à dépasser l'opposition entre l'économie marginaliste et l'économie classique, sans cependant suivre le courant mathématique et en maintenant à la théorie de la valeur sa position prééminente dans l'étude du système économique.

Voir aussi *Erotemi di Economia*, Bari, 1925. (F. D.)

N° 32. — PARETO Vilfredo, Prof. Lausanne. —

Cours d'Economie politique, Lausanne, 1896-1897, 2 vol.

Manuel, Paris, Giard, 1909; 2^e éd. 1927, 695 p.

Fondateur avec WALRAS de l'Ecole de Lausanne, PARETO en a perfectionné et exposé les principes dans son Cours et dans son Manuel. PARETO considère l'économie politique comme une science naturelle fondée exclusivement sur les faits et réduite à des quantités, de manière à exclure toute considération de caractère moral. Dans le Cours, PARETO part de la psychologie hédoniste, distinguant toutefois l'utilité en général et l'utilité économique à laquelle il donne le nom de « ophélimité ». A la différence de WALRAS, et suivant EDGEWORTH, PARETO observe que l'ophélimité élémentaire est fonction de la quantité de *tous* les biens. L'étude de l'économie est donc pour lui l'étude de l'équilibre économique général qui ne peut être faite qu'au moyen d'un système d'équations simultanées, et non pas par une série d'équations isolées, comme le fit MARSHALL. La construction de PARETO embrasse tout le système économique et met en évidence l'interdépendance de tous les phénomènes économiques.

Dans le Manuel, PARETO essaie de détacher l'économie politique de la psychologie hédoniste; pour cela, il introduit les concepts nouveaux de coût, d'obstacles et les courbes d'indifférence. Le problème économique naît de la co-existence de deux faits: les hommes ont des goûts et leur satisfaction se heurte à des obstacles (coût) représentés par les goûts des autres contractants, par la limitation de la quantité, par la non-disponibilité des biens dans le temps ou dans l'espace, etc. Ces deux faits sont des données d'expérience qui permettent d'éliminer toutes considérations sur les mobiles du sujet. PARETO prend comme point de départ le choix quand il est déjà effectué. Procédant en sens contraire de l'école autrichienne, PARETO considère comme utile ce qui a été choisi et non vice-versa.

Pour étudier comment les individus satisfont leurs goûts, PARETO part d'une donnée expérimentale: la quantité des biens qui constitueront les combinaisons indifférentes, c'est-à-dire ces combinaisons que l'individu peut choisir indifféremment sans modifier son plaisir ou sa peine. En partant des lignes d'indifférence, dit PARETO, on peut arriver à déterminer l'équilibre économique et remonter à certaines fonctions, y compris l'ophélimité. En trouvant les points qui correspondent simultanément à l'équilibre des goûts pour le consommateur et à l'équilibre

des obstacles pour le producteur, dans les différentes hypothèses de libre concurrence et de monopole, on trouvera la situation d'équilibre général et en même temps l'expression de tous les rapports d'interdépendance qui lient entre eux tous les éléments du marché.

Une telle interdépendance rend insuffisante la logique ordinaire et oblige à faire appel à la logique mathématique. PARETO considère que la méthode mathématique ne doit pas s'opposer, mais seulement s'ajouter aux autres. Dans le Manuel, PARETO limite son étude à la statique. (F.D.)

N° 33. — PERREAU Camille, Prof. Fac. Dr. Paris. — **Cours d'Economie Politique**, Paris, Librairie générale, 6^e éd. 1934-35, 2 vol. de 519 et 582 p.

Cet ouvrage est bien caractéristique de l'enseignement de l'économie politique dans les Facultés de Droit à une époque où ceux qui étaient chargés de l'enseigner avaient une formation presque exclusivement juridique. Ils y apportaient du moins le souci des définitions nettes, des idées claires, des classifications logiques et un grand intérêt pour les institutions.

Ce cours ne s'occupe guère des mécanismes ni des théories. Mais, après les abus de la science économique conçue comme une mécanique rationnelle raisonnant dans un vide institutionnel, on trouvera peut-être quelque chose de profitable dans les descriptions que fait PERREAU du régime de la propriété, de l'intervention de l'Etat, de la concentration, etc.

Un chapitre de 64 pages est consacré à la nature, à l'objet et aux méthodes de l'économie politique.

L'auteur du présent compte rendu a, en son temps, tourné en dérision ces économistes qui ignoraient le papier millimétré. Aujourd'hui, il pense que, après la frénésie des graphiques, il est bon de méditer sur ces propos d'un PERREAU: l'économie politique « en tant que science morale, étudie des phénomènes moraux c'est-à-dire des manifestations de l'intelligence et de la volonté humaines ». « L'objet principal de l'économie politique est l'étude de l'homme... En tant que science elle dégage des rapports de causalité... Envisagée comme art elle donne aux hommes des règles de conduite... pour servir à l'amélioration de l'état social » (p. 3). (R. M.)

N° 34. — PERROUX François. — **Cours d'Economie Politique**, 4 vol., Paris, Domat, 1947, 5^e éd.

Dans un livre préliminaire, PERROUX précise qu'il est nécessaire de « livrer des renseignements aussi précis que possible sur la catégorie des faits qu'étudie la science économique, en même temps que sur les procédés de la connaissance à laquelle elle tend ». C'est pour quoi le *signalement du fait économique* (Chapitre premier) revêt une haute importance: spécification du fait, et relation du fait économique aux autres faits sociaux. Finalement, pour l'auteur c'est l'échange onéreux

qui fonde l'économicité. « L'acte économique est l'acte qui tend à la satisfaction des besoins de l'homme par le moyen d'échanges onéreux, lesquels, dans le système présent, obéissent à des mobiles et se traduisent par des opérations susceptibles d'être non seulement exprimées mais mesurées en monnaie ».

Capital aussi est le chapitre II qui précise les caractères extérieurs de la connaissance économique. Trois conceptions maîtresses sont à considérer : mécaniste, organique, humaine. En quoi peut-on dire que la connaissance économique est *générale et indifférente*.

PERROUX a contribué à centrer l'enseignement français sur les notions de système et de structure, et à marquer l'importance de ces notions pour délimiter l'objet de la science. Une première partie du cours est consacrée à l'étude des systèmes. Une deuxième étudie le système qui forme aujourd'hui le centre principal, sinon exclusif, de la vie moderne : le système capitaliste. C'est dans la dernière partie (la septième, intitulée : *La mesure de la connaissance économique*) que l'on pourra seulement comprendre « si ce que nous avons présenté comme des lois est vraiment analogue aux lois des autres sciences », en marquant les parentés et les dissemblances de ce qu'elles présentent par rapport aux sciences naturelles ou aux autres sciences humaines. (H. G.)

Dans « Science de l'homme et science économique » (Paris, Médicis, 1943, 40 p.) l'auteur, après avoir montré comment « l'homme total et vivant s'est retiré de la science économique » et comment « l'économie vécue a, elle aussi, perdu l'homme de vue », conclut que l'une et l'autre ont l'urgent besoin de s'alimenter à une conception scientifique de l'homme, telle que le Dr CARREL l'a amorcée (point sur lequel il reconnut avoir été abusé).

Vouée à la recherche de l'ordre de la nature humaine, la science de l'homme total doit entretenir un commerce fructueux avec la science économique.

La science de l'homme, en effet, peut libérer celle-ci de la tyrannie des analogies (biologiques ou mécaniques). Réciproquement, la science économique l'enrichira de sa problématique propre, la transformation de la nature par l'homme étant aussi une transformation indirecte des conditions dans lesquelles l'homme prend conscience de cette nature.

En outre, la science de l'homme apparaît comme un principe permanent de révolution économique en ce qu'elle permet de départager l'objectivement bon et le désir subjectif souvent nuisible à l'homme, de comprendre comment celui-ci constitue une unité inscindable et un être suffisamment original pour être irréductible à tout autre de ses semblables. Ainsi elle éclaire la signification — et la condamnation — des catégories valables pour tout système que sont « l'économie destructive » et « l'économie amoindissante ».

L'économie du proche avenir, par exemple, pourrait s'humaniser si la science de l'homme informait ses buts et ses méthodes de manière à devenir une économie authentiquement communautaire.

Pour conclure, l'auteur insiste sur les difficultés méthodologiques de la conjonction de la science économique et de la science de l'homme, du fait de l'historicité des faits qu'étudient les sciences humaines.

« ... L'une des caractéristiques les plus profondes et les plus nécessaires de l'être humain est peut-être de demeurer à lui-même inconnu ». (C. P.).

N° 35. — PIERSON N. G. — Principles of Economics, Londres, 1^e éd. 1902, 2 vol. de 604 p. (trad. de l'édition hollandaise, Haarlem, 1875-76).
Trad. française par SURET, Paris, 1916-17.

Il est impossible de maintenir la distinction rigide entre l'économie théorique et la politique économique. Les préceptes de la politique économique récapitulent les conclusions de la théorie, dont l'objet est d'éclairer des questions de nature pratique. Encore cette science n'instruit-elle que sur un aspect du bien-être, laissant à d'autres les aspects sociaux, personnels et naturels.

PIERSON s'oppose au critère d'Adam SMITH du bien-être matériel appliqué à l'économie politique, critère qui ne fait aucune allusion à l'échange et qui puise sa force dans le fait qu'il s'applique aussi à la société communiste. Mais c'est dans l'échange que toutes les difficultés théoriques liées au bien-être matériel apparaissent et il appartient à l'économie politique de les résoudre. Ainsi, les lois économiques reposent sur les transactions commerciales (C. P.).

C. r. par CANNAN, *Econ. J.*, 1913, p. 473-475 et 331-333.

N° 36. — PIGOU Arthur Cecil, Prof. Cambridge. — **Economics of welfare**, Londres, MacMillan, 1^e éd. 1920; 4^e et dernière éd. 1932, 835 p.

Trad. ital. par M. EINAUDI, Turin, U.T.E.T., 1934.

Cet ouvrage, d'une portée considérable, est la base principale des théories du « welfare » qui prennent une importance de plus en plus grande (Cf. ci-après HLA MYNT). Dans son souci de définir un optimum économique, Pigou rattache délibérément la science économique à un art. Il part de la notion de dividende national et estime que le bien être d'une société dépend : a) de la grandeur du dividende national, b) de l'égalité de sa répartition, c) de sa constance. L'égalsation des produits ou des satisfactions à la marge lui fournit le critère fondamental de l'optimum.

L'œuvre scientifique de PIGOU a été étudiée par Maurice BRÉ (*R. Econ. pol.*, nov.-déc. 1929 et janv.-fév. 1930).

Consulter aussi les comptes rendus de CANNAN (*Econ. J.*, 1921, p. 206), de KNIGHT (*Amer. econ. R.*, 1920) et de Luigi EINAUDI (*Riforma sociale*, 1928). (R.M.)

N° 37. — PIROU Gaëtan, Prof. Fac. Dr. Paris. —

Cours d'Economie politique, Paris, Domat, 1947, 580 p.

Traité d'Economie politique, Paris, Sirey, 1^e éd. 1939-1950, 12 vol. (parus et à paraître).

De cette œuvre monumentale qui doit englober toute l'économie poli-

tique, nous retiendrons ici seulement l'*Introduction* (2^e éd. 1946) qui traite de façon détaillée l'objet de l'économie politique.

Avec son souci habituel de pédagogie, l'auteur aborde ce délicat problème en proposant de donner une définition personnelle de l'économie politique, puis de la confronter avec celles qui ont cours.

Considérant que, dans la vie sociale moderne, le producteur qui fournit « l'effort » et le consommateur qui recueille la « satisfaction » sont dissociés, il en déduit que la science économique étudie les « faits d'échange par lesquels un individu abandonne à un autre ce qu'il détient pour obtenir en contre-partie ce qu'il désire — faits grâce auxquels est établi le pont entre la production des richesses et la satisfaction des besoins ». — Cette conception est aussi celle d'A. LANDRY et de MAC LEOD.

Le fait économique est donc nécessairement social et se ramène à « l'échange onéreux » dont les manifestations en série s'organisent en un « système » et déterminent la « valeur marchande ». Donc définir l'économie politique par la satisfaction des besoins ou l'acquisition des richesses est tour à tour extensif et confus. La définir par « l'intérêt personnel et le moindre effort » conduit à la recherche discutable du mobile et appauvrit dangereusement l'*homo economicus*. Enfin, puisque c'est dans la mesure où les choses sont « rares » qu'elles acquièrent une « valeur vénale », dans la même mesure aussi les critères de ROBBINS et de PIROU se recouvrent, mais ce dernier veut s'en tenir au plan sociologique et rejette le présupposé de rationalité de l'*homo economicus* qu'il impute à ROBBINS.

L'introduction de la rationalité, d'ailleurs, ne risque-t-elle pas d'introduire des préoccupations extrascientifiques ? La délimitation des frontières de l'économie politique se trouve ainsi introduite. La technologie se différencie de l'économie politique en ce que son étude porte sur les relations et combinaisons des choses sous l'angle physique et matériel, sous le rapport des volumes et des quantités, alors que l'effort de la science économique s'applique au plan des valeurs.

Voir F. PERROUX, *R. Econ. pol.* 1940, p. 216; R. COURTIN, *R. Econ. pol.*, 1940, p. 407 et E. TEILHAC, *Ann. Ecole Dr. Beyrouth*, 1948. (C. P.).

N° 33. — REBOUD Paul, Doyen hon. Fac. Dr. Grenoble. — **Précis d'Economie Politique**, Paris, Dalloz, 1^{re} éd. 1926-27; 6^e éd. 1939-47, 2 vol. de 620 et 614 p.

Après le Cours de GIDE, le Précis de REBOUD a été, pendant le second quart du siècle, probablement l'ouvrage le plus étudié dans les pays de langue française. Il constitue un remarquable effort pour présenter l'état de la connaissance économique sous une forme rigoureusement scientifique et objective. Inspiré de MARSHALL et de WALRAS quant à l'analyse des mécanismes économiques, il fait une large place à l'étude des institutions (organisation de la production, systèmes monétaires et bancaires, commerce intérieur et extérieur, etc.). Les controverses théoriques tiennent peu de place, l'auteur ayant eu le souci de n'enseigner que ce qui semblait solidement établi.

Pour celui qui cherche — comme c'est trop souvent le cas — un amalgame abondant et confus de noms d'auteurs, de citations et d'idées jaillissantes, le *Précis* sera décevant. Mais, il sera pleinement satisfaisant pour celui qui cherche à acquérir une connaissance solide et à se former un jugement sain et équilibré (R. M.)

N° 39. — SAMUELSON P. A., Prof. Econ. M.I.T., Cambridge, Mass. — **Foundations of economic analysis**, Cambridge, Harvard Univ. Press, 1947, 447 p.

Economics, an introductory analysis, New-York, Mc Graw Hill, 1948, 622 p.

Economics est un exemple typique de manuel américain récent, rédigé par un auteur en renom et centré sur la notion de revenu national. V. c. r. de A. G. HART, *Amer. econ. R.*, déc. 1948, p. 910-915.

Signalons que les éditions Mac Graw Hill ont mis en vente une série de films (projections fixes) destinés à faciliter l'enseignement, en illustrant cet ouvrage.

Les *Foundations* constituent un traité de théorie générale à l'usage de « scholars » déjà très avancés et ayant une formation mathématique supérieure. METZLER (*Amer. econ. R.*, déc. 1948, p. 905-910) estime que c'est le premier grand ouvrage sur la théorie des prix paru depuis la fin de la guerre et une des contributions modernes les plus importantes depuis « Value and Capital » de HICKS. L'ouvrage est intéressant surtout en ce qui concerne la théorie du bien-être, (c'est-à-dire de la maximisation de certaines grandeurs) et plus encore en ce qui concerne l'analyse dynamique a priori. (R. M.)

N° 40. — SCHMOLLER Gustav. — **Volkswirtschaft und Volkswirtschaftslehre**, (Article dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 4 éd., p. 787-856, suivi d'une abondante bibliographie).

Dans ce long article, qui a presque les dimensions d'un volume, le célèbre « historien » traite d'abord de la vie économique puis des sciences économiques. Les principaux thèmes examinés sont : les fins dans le monde de la vie ; connaissance et action ; la connaissance économique (notions, jugements, théories) ; théorie économique et politique économique ; le scepticisme en économie politique ; le caractère scientifique des jugements concernant les fins. Ils sont encore d'actualité. (R. M.)

C. R. in *Q. J. Econ.* par VEBLEN, 1901-02, p. 69 et par TAUSSIG, 1905, p. 501.

N° 41. — SCHNEIDER Erich. — **Einführung in die Wirtschaftstheorie.** — Tübingen, Mohr.

Vol. I. *Theorie des Wirtschaftskreislaufes*, 1947, 82 p.

Vol. II. *Wirtschaftspläne und Wirtschaftliches Gleichgewicht in der Verkehrswirtschaft*, 1949, 334 p.

Le nouveau traité de SCHNEIDER est destiné à comprendre trois volu-

mes. Le premier porte sur le circuit économique et traite en fait des problèmes macro-économiques, considérés ex-post. Le second examine les plans ex-ante des individus, des entreprises et des gouvernements. Le troisième traitera de l'équilibre général.

MACHLUP qui en a donné deux comptes rendus détaillés (*Amer. econ. R.*, sept. 1949, p. 989 et sept. 1950, p. 656) le considère comme un des meilleurs traités d'aujourd'hui pour étudiants très avancés. Il est fondé sur une solide connaissance de la littérature théorique des principaux pays.

Cet ouvrage est peut-être un signe de la renaissance de la littérature économique allemande qui avait subi une longue éclipse. (R. M.)

N° 42. — SELIGMAN Edwin R. — Principles of Economics, 1^e éd., New-York, Longman, 1905, 711 p., 1929.

Trad. fr. LECARPENTIER, Paris, Giard, 1927.

Disciple de l'Ecole de Vienne et de J. B. CLARK, SELIGMAN a exposé le « marginalisme » à son apogée de manière particulièrement claire et systématique. Il fait de l'économie politique une science des valeurs; mais comme celles-ci reposent sur les besoins et les désirs « la science économique devient vraiment une science de l'homme ». (Voir Mlle ARCHÉ, in PIROU, « L'utilité marginale », p. 227).

Logique, et théorique, SELIGMAN ne s'occupe guère de l'étude des institutions ni des faits concrets. Même si une partie des analyses est aujourd'hui fortement critiquée, on éprouvera cependant une certaine satisfaction intellectuelle au contact d'une synthèse bien construite, d'un bel ordonnancement classique. On y trouvera aussi les premiers linéaments de la théorie plus récente du « welfare » (PIGOU), et des théories du socialisme démocratique (HALL, LANGE). (R. M.)

N° 43. — SIMIAND François, Prof. Conserv. Arts et Métiers Paris. — **Economie politique**, Paris, Domat, 1^e éd. 1927-1930, 3 vol. de 875, 654 et 766 p.

F. SIMIAND appartient à l'école positiviste française issue de la pensée de DURKHEIM. Ce cours est avec son grand ouvrage sur le Salaire (*Le Salaire, l'Evolution sociale et la Monnaie* Paris, Alcan, 1932, 3 vol.) l'une des expressions de sa pensée et de sa méthode.

C'est un scrupule d'observateur qui en fait le prix et en même temps la complexité. SIMIAND définit donc l'économie politique comme une science positive dont il donne les caractères au tome III (p. 744): *insensibilité* de cette science. Le mot d'immoralité ne serait pas exact, car la vie économique comporte une certaine *moralité sportive*.

La méthode d'exposition se ramène à celle qui a été utilisée par Gaëtan PIROU: distinction de l'encadrement et du fonctionnement (anatomie et physiologie quand on emploie l'image organique). Toutefois, l'exposition l'emporte sur l'interprétation. (H. G.)

- N° 44. — STACKELBERG Heinrich von. — Grundlagen der theoretischen Volkswirtschaftslehre, (édité par V. WAGNER). Bern, Francke, 1948, 368 p.**

Bien divisé et très clair, ce traité est considéré par SCHWEITZER (*Amer. econ. R.*, juin 1949, p. 756-760) comme le point culminant de la présentation germanique de la théorie micro-économique.

Fondé sur le marginalisme, il envisage tous les aspects modernes de la théorie des prix et des revenus, en tenant compte de la diversité des situations (concurrence imparfaite, duopole, etc.). (R. M.)

- N° 45. — STRIGL, von R. — Einführung in die Grundlagen der Nationalökonomie, Vienne, Springer, 1937, 223 p.**

Ce volume expose de manière claire et précise les principes élémentaires et *fondamentaux* de la science économique (prix, coûts, facteurs de production, monnaie, etc.). Il représente l'état le plus évolué de l'école autrichienne à la veille de la guerre.

(C. r. par F. VITO, *G. degli E on.*, 1938, p. 70.)

- N° 46. — TARSHIS Lorie, Stanford Univ. — Elements of Economics, Boston, Houghton Mifflin, 1947, 699 p.**

L'*American economic Review* a jugé opportun de consacrer à ce nouveau manuel non une simple notice bibliographique, mais un article substantiel rédigé par K. BOULDING (mars 1948, p. 92-102). Le motif de cette mise en vedette, qui du reste aboutit à une critique sévère, est que cet ouvrage est le premier qui adopte intégralement le point de vue keynesien, lui conférant ainsi « l'accolade de l'orthodoxie ».

Le critique, auteur lui-même d'un manuel réputé, lui reconnaît de grandes qualités de clarté et estime que les étudiants qui l'assimileront obtiendront une vision assez claire du genre d'économie politique qui prédomine actuellement aux Etats-Unis dans les milieux universitaires aussi bien qu'administratifs.

On retrouve ici la distinction désormais essentielle entre la « micro-économie » (étude en termes marginalistes des décisions des foyers et du comportement de la firme avec leurs effets sur les prix et les quantités produites) et la « macro-économie » plus spécifiquement keynesienne (étude des grandeurs globales). (R. M.)

- N° 47. — H. TRUCHY, Prof. Fac. Dr. Paris. —**

Cours d'Economie Politique, Paris, Sirey, 4^e éd. 1936, 2 vol.

Traité d'Economie Politique, (publié sous la direction de H. T.), Paris, Sirey, 1934.

Soit dans son cours d'Economie Politique, soit dans l'Introduction Générale au grand Traité collectif dont il a donné l'exemple en France, Henry TRUCHY a exposé une conception classique et mesurée de l'Economie Politique. C'est la vie économique constatée et observée

qui constitue son point de départ. La science économique lui paraît être surtout science d'observation.

Il ne faut cependant pas dédaigner l'enseignement des formes abstraites de cette science. Les auteurs français de la génération d'Henri TRUCHY y étaient beaucoup moins portés. TRUCHY reste toutefois ouvert aux conceptions diverses. Jugeant des effets de la guerre et de l'économie dirigée il constate que les événements nouveaux transforment l'objet même de la science, du fait même de l'altération des structures. Adoptant la distinction doctrine-théorie il voudrait pouvoir offrir aux hommes du jour « ayant goûté aux fruits de l'économie dirigée, et les ayant trouvés amers, une doctrine rajeunie où ils seraient disposés à écouter les économistes qui leur parleraient de liberté ». (H. G.)

Les divers volumes du *Traité*, malheureusement inachevé, constituent une admirable source d'information et de méditation pour les principales questions économiques.

Volumes parus (1950) :

Les conditions générales de l'activité économique, par Lucien BROCARD, 1934;

Les formes d'entreprise, par Emile JAMES, 1935;

Les ententes et la concentration, par J. SAINT-GERMÈS, 1941;

La monnaie et la formation des prix, par Louis BAUDIN, 2^e éd., 1947;

Le crédit et l'organisation bancaire, par R. PETIT, 1938;

Les relations économiques internationales, par Henry TRUCHY et Maurice BYÉ, 1948.

N° 48. — VITO Francesco, Prof. Milan. — *Economia politica*, Milan, Giuffrè, 1949-1950, 3 vol.

L'auteur a apporté une contribution originale aux problèmes méthodologiques en définissant la science économique dans l'ensemble des sciences sociales. L'économie politique étudie l'adaptation rationnelle des moyens limités à des fins individuelles et sociales; ces dernières ne sont pas simplement la somme des fins individuelles, car l'auteur a de la société une conception organique.

L'économie est une science autonome; elle a un objet propre qui est un aspect déterminé de la vie sociale, elle vise à préciser des uniformités économiques et à énoncer des propositions ayant une validité générale. L'autonomie de la science économique, soit en ce qui concerne son objet, soit en ce qui concerne son but, et le remplacement du principe hédonistique par un simple principe de rationalité, ne nous empêchent pas de considérer l'économie, science des moyens, comme étant subordonnée à l'éthique, science des fins.

Dans ce volume et dans de nombreux articles (voir ci-dessous), l'auteur a démontré que la théorie de la neutralité de la science économique à l'égard de la morale était insoutenable.

Dans ce volume qui contient une brève revue critique de l'évolution de l'économie politique et un chapitre consacré à l'histoire des théories de la valeur, la position de l'auteur sur le problème des rapports entre

l'économie politique et l'éthique est précisée sous forme de critique des principales formules de « neutralité » (J.S. MILL, PANTALEONI, PARETO, CAIRNES, etc.).

Chaque chapitre contient une note bibliographique précise. (R.M.)

Du même auteur :

« *Economica ed etica* », in *Riv. intern. Sc. Soc.*, 1936; « *Morale et Economique* », in *Rev. Econ. pol.*, 1937; « *L'oggetto della scienza economica* », in *G. Econ.*, 1938; « *Die Neutralität der Wirtschaftswissenschaft und der Begriff der Wohlfahrtsökonomie* », in *Z. Nat. Okon.*, 1950; « *Should the Methods of Political Economy be revised* », in *Int. soc. Sc. Bull.*, 1950.

Et aussi *La concezione biologica dell'economia : considerazioni sul sistema di Marshall*, Milan, 1933, 71 p.

N° 49. — WAGNER Adolf, Prof. Univ. Berlin (1835-1917). — **Grundlegung der politischen Ökonomie**, Leipzig, Winter, 1^{re} éd. 1872 3^e éd. 1892-1894.

Trad. franç. par POLAK, Paris, Giard, 1904-1914, 5 vol; Tome I, 520 p.

En découpant les pages de ce vieil ouvrage, on éprouve une impression de surprise et un sentiment de satisfaction. Surprise de constater que des notions ou questions supposées nouvelles avaient été étudiées de manière approfondie et pertinente dès avant le début de ce siècle. Satisfaction parce que WAGNER nous apporte sur bien des points des réponses aux problèmes d'aujourd'hui et dans la direction même où beaucoup le souhaitent.

Bornons-nous ici à l'*Introduction* et au Livre I (Tome I, 520 p.) qui traitent de quelques points fondamentaux.

« L'objet de l'économie politique c'est tout ce qui a rapport à la production des richesses et à leur emploi pour satisfaire les besoins de l'homme » (p. 208); en substituant « ressources limitées » à « richesses » (qui pour WAGNER incluent les services) nous avons une définition tout à fait moderne de notre discipline.

D'après WAGNER, la connaissance économique a six étapes à parcourir :

1) constater les phénomènes (l'économie purement descriptive a fait depuis lors d'immenses progrès grâce aux statistiques);

2) déterminer ce qu'ils renferment de *typique*, de général (le principal progrès a consisté à établir des catégories en fonction des « institutions »);

3) expliquer les causes et les conditions;

4) apprécier l'importance des phénomènes pour l'individu et pour la collectivité (depuis WAGNER, la plupart des économistes ont refusé de s'engager dans cette voie);

5) caractériser un « idéal » (l'étude de l'optimum théorique depuis la première école de Vienne jusqu'au « welfare » a permis une formulation de plus en plus précise et de plus en plus objective de l'idéal);

6) définir les moyens et les directions permettant d'aller vers l'idéal (c'est l'étude de la politique économique qui commence à se développer).

Après avoir évoqué la crise de l'école libérale-individualiste, dont les principes philosophiques et psychologiques sont ébranlés (p. 7) et qui est trop mécaniste et rationaliste, WAGNER affirme la nécessité de relier la connaissance économique à la philosophie, à la psychologie, à l'étude du droit (p. 30) et dénonce le danger des spécialisations excessives: « Les travaux de synthèse seuls montrent la véritable importance des résultats des études spéciales, les lacunes qui restent à combler, les points définitivement acquis; ils indiquent les problèmes qui restent à résoudre; ils posent nettement les questions dont les spécialistes s'emparent; [la synthèse] invite les spécialistes à plus de modestie en leur montrant le peu d'importance qu'ont souvent leurs recherches dans l'ensemble de la science; elle réprime leur tendance à donner une grande portée à tout ce qui vient de leur clan et à déprécier tout ce qui vient d'ailleurs. » (p. 33).

Ses analyses psychologiques méritent une attention particulière car elles dépassent de loin ce que l'on trouve habituellement dans les ouvrages plus récents.

Enfin, il est intéressant de remarquer que sa position de politique économique définit assez bien un « socialisme démocratique » à la mode de 1950 en Europe occidentale, aussi éloigné du marxisme et du collectivisme autoritaire que de l'individualisme libéral de Manchester.

Il est profondément regrettable que cet ouvrage remarquable ait été si complètement délaissé ou dédaigné.

Ses admirables études bibliographiques sont de nature à rendre modeste le *Bilan* de la première moitié du XX^e siècle. (R.M.)

N° 50. — WALRAS Léon, Prof. Lausanne. — **Eléments d'Economie politique pure, ou Théorie de la richesse sociale**, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1^{re} éd. 1926, 491 p.

Cet ouvrage (dont la première édition est de 1874) constitue la première étape d'un enseignement général de l'économie politique en trois parties, qui a fait école. La deuxième étape est appelée par l'auteur *Eléments d'Economie Politique appliquée*, Théorie de la production agricole, industrielle et commerciale, et la troisième: *Eléments d'Economie sociale*, Théorie de la propriété et de l'impôt.

C'est dans cette économie pure que l'auteur a donné les principes de sa théorie générale: distinction de la science, de l'art et de la morale. Cet ouvrage fondamental, après ceux de COURNOT, (Cf. G. PIROU, « Les théories de l'équilibre économique: L. WALRAS et V. PARETO », Paris, 2^e éd. 1938) a fondé l'économie pure statique, où sont établies les théories de l'échange des produits, de la production

(équilibre des trois services) et de la capitalisation et du crédit. On y prend conscience de la vision générale de l'équilibre simultané de l'ensemble des marchés solidaires (produits, services, capitaux). Avec les ouvrages de PARETO celui-ci constitue le point de départ de la construction mécaniste et statique de la science économique. (H. G.)

C. — PARTIE SPECIALE

(Ouvrages et articles)

N° 51. — BETHKER. — Exakte und Verstehende Wirtschaftstheorie, *Schmollers Jb.*, avr. 1935, p. 15-67.

Auteur de « Gesetz und Gestaltung », Iena, 1935, 177 p. Etude nourrie et profonde; nombreuses références. On ne peut se contenter de l'économie politique ricardienne, ni de celle des historistes. Il faut se placer résolument en face du grand drame de tout effort scientifique: Dieu seul peut penser les choses telles qu'elles sont. Entre l'esprit humain et les choses, il y a une rupture. GOTTL-OTTILILIENFELD a élaboré toute une théorie métaphysique et psychologique de la connaissance, inspirée de KANT, et l'a appliquée à la théorie et à la méthodologie économiques. L'auteur de l'article se rallie aux conclusions de GOTTL, dont il expose et analyse la doctrine. (Villey.)

Cr. ci-dessous n° 80.

N° 52. — BETTELHEIM Ch. — Economie politique et sociologie économique, *Annales*, juill.-sept. 1948, p. 266-278.

La sociologie économique concerne: a) les classes sociales et leur contenu; b) les différents groupes professionnels; c) les groupements géographiques pour autant qu'ils aient une importance économique ou sociale. Son développement permettrait de débarrasser l'économie politique de considérations qui l'encombrent et l'empêchent de progresser dans la voie qui lui est propre: celle de la mise à jour des lois régissant les ajustements économiques globaux. (Cf. ci-après WIESE).

N° 53. — BLADEN V. W. — Economics and Human Relations, *Can. J. Econ. pol. Sci.*, août 1948, p. 301-311.

Observations sur ce que la sociologie peut apporter à la science économique comme enseignement sur le comportement humain réel.

N° 54. — CAIRNES J. E. (1823-1875). — The character and logical method of political economy, Londres, 1857.

Trad. fr. par VAHAN, Paris, Giard, 1902, 271 p.

Après avoir exclu une conception de la richesse qui le relie de ma-

nière simple soit au monde matériel soit à celui de l'esprit. CAIRNES montre que l'économie politique n'est une enquête ni purement physique ni purement mentale, car les phénomènes qu'elle étudie dépendent à la fois des lois morales et des lois physiques.

Autonomie de la science économique. (C. P.).

N° 55. — CARLI F. — Ethique, économique pure et économie nationale corporative, *R. Econ. pol.*, nov.-déc. 1937.

EINAUDI L. — Morale et économique, *R. Econ. pol.*, mars-avril 1936.

VECCHIO G. (del). — Droit et Economie, *R. Econ. pol.*, sept.-oct. 1935.

VITO F. — Morale et Economie, *R. Econ. pol.*, janv.-fév. 1937.

Entre 1935-1937, des auteurs italiens se sont livrés dans les colonnes de la *R. Econ. pol.* à une controverse sur les rapports de la morale et de l'économie.

Considérant la science économique comme vouée à l'étude de la satisfaction de certains besoins ou au jeu de certains mobiles, et pas les plus nobles, G. DEL VECCHIO, juriste, éprouve le besoin de subordonner à la morale et au droit qui régissent l'activité « totale » de l'homme une science qui pratique une coupe « fragmentaire et étriquée » dans le comportement humain.

L. EINAUDI se fait, par contre, le champion de l'autonomie de la science économique, la disculpe du reproche d'hédonisme en montrant qu'elle a substitué le principe de la rareté à l'*homo œconomicus*.

F. VITO aborde le problème par une définition de « l'autonomie scientifique ». Il faut entendre par autonomie scientifique le fait que les lois de la science considérée expliquent entièrement leur propre validité et n'admettent aucun contrôle. On ne voit pas pourquoi on devrait alors refuser le caractère d'autonomie à l'économie.

F. CARLI estime que l'éthique pénètre au cœur même de l'économie. En effet, si l'on considère le phénomène d'échange, acte essentiel d'après l'économie traditionnelle, on voit que la parfaite « économicité » de l'acte (maximum de satisfaction réciproque) se confond avec la justice. Si l'on passe à l'économie corporative « pure », il faut, à côté des utilités pour les individus, placer les utilités de groupes (corporations, Etat); or, ces utilités qui servent de fins ou de critères à la conduite économique, sont de caractère éthique: c'est la justice sociale qui définit l'utilité. Ainsi, qu'il s'agisse d'économie individualiste ou d'économie corporative, l'éthique n'est pas un facteur extérieur, mais un élément intrinsèque des phénomènes économiques.

Cf. F. VITO « Economica ed etica », *Riv. int. Sc. soc.*, mai 1936, p. 254-272 et aussi « A propos de la neutralité de la science économique », in « Etudes d'Economie politique et sociale », œuvre collective à la mémoire de E. DUTHOIT, p. 55-63, Paris, Pichon. (C. P.).

- N° 56. — **DAUPHIN-MEUNIER** Achille, Prof. Inst. Cath. Paris. — **Connaissance et connaissance économique**, *Econ. contemp.*, mai 1948, p. 3-13.

Ce long et substantiel article, qui se rattache à l'Encyclique *Quadragesimo Anno* et aux doctrines de VIALATOUX, constitue un effort pour définir une conception catholique de la connaissance économique. Portant essentiellement sur le comportement humain, elle ne saurait être assimilée aux sciences physiques. Elle doit être consciemment rattachée à la Métaphysique (et non à la métaphysique matérialiste qui n'ose pas dire son nom) et se prolonger par une science de l'action, informée par la justice et une conception des fins de la vie humaine. (R.M.).

Du même auteur, « L'homme réel, sujet de l'économie », *Econ. contemp.*, juil. 1948, p. 3-15.

- N° 57. — **DEMARIA Giovanni**, Recteur Univ. Bocconi Milano. — **Principi generali di logica economica**, Milano, Malfasi, 1^{re} éd. 1944; 2^e éd. 1948, 479 p. Index des matières et des auteurs. Excellente bibliogr. choisie au début de chaque chapitre.

Le « traduttore » ne sera sans doute pas un « traditore » s'il rend le titre de ce volume par « Cours d'économie rationnelle ». Il s'agit bien, en effet, de la mise au point imprimée du premier des six volumes d'un enseignement professé pendant de nombreuses années.

Seule, la *première partie* (71 p.) est consacrée à la logique de l'économie politique (notions de quantité, d'uniformité, de coexistence, de probabilité, de cause et d'effet, de somme et d'ensemble, de mécanisme et de vitalisme, d'indétermination, etc.). C'est incontestablement la partie la plus originale et la plus intéressante de l'ouvrage, celle qui justifie le titre italien.

Elle procure au lecteur le vif plaisir de voir les problèmes à la lumière crue d'un ciel méditerranéen qui donne aux lignes une netteté parfaite et vigoureuse. Il serait très désirable qu'elle soit traduite en français.

La *seconde partie* analyse l'équilibre de l'économie individuelle, tandis que la *troisième* développe le mécanisme rationnel de l'échange instantané (dans le cas de concurrence parfaite et dans divers cas de monopole). Ces analyses reposent sur les conceptions marginalistes, enrichies des développements modernes; elles sont présentées avec de nombreux diagrammes et en termes « analytiques ». (R.M.)

- N° 58. — **DOMARCHI J.**, Prof. Fac. Dr. Dijon. — **Théorie économique et matérialisme dialectique**, *Les Temps modernes*, nov. 1948, p. 845-870.

Selon DOMARCHI la théorie moderne, subjective et abstraite, est incapable de montrer les relations existant entre l'intérêt personnel et la conscience de classe. Elle ne permet pas de réaliser une coordination effective entre la théorie économique et la philosophie de l'histoire. En somme, elle est en recul par rapport à MARX; elle ne montre pas le

passage de l'individu au groupe, alors que le marxisme lui passe dialectiquement de la classe à l'individu.

Pour l'auteur, seul le travail permet d'établir un pont entre théorie et histoire, à raison de sa signification ontologique et phénoménologique. L'utilité, au contraire, se rattache à un moment de la dialectique téléologique de HEGEL (celui du désir) et à un moment historique réel (se manifestant à travers une figure de l'esprit qui appartient au monde de l'aliénation). Donc partir de l'utilité oblige à faire de l'échange et non plus de la production le concept fondamental de la théorie. Or, MARX a montré que l'échange dépend de la production et celle-ci est fondée sur le travail. Il a pu réconcilier la théorie et l'Histoire en déterminant la signification historique de l'aliénation. En effet, l'aliénation implique des formes d'activités partielles, non pas totales; or les formes d'activité partielle (de l'entrepreneur ou de l'ouvrier) sont justiciables d'une théorie abstraite, i. e. partielle: la théorie économique, dont les résultats doivent être repensés à travers une optique historique. (C.P.).

Voir du même auteur « Quelques aspects de la théorie monétaire des prix », in *Econ. contemp.*, juin 1948, p. 47.

N° 59. — DUPRIEZ L., Prof. Univ. Louvain. — **Du concept d'équilibre en économie politique**, *R. Econ. pol.*, mai-juin 1948, p. 337-365.

Dans ce Rapport au Congrès des économistes de langue française, le concept d'équilibre fournit à l'auteur un thème de réflexions épistémologiques sur la science économique.

A. Raisons d'une élaboration du concept d'équilibre. — Pour systématiser en un ensemble de relations abstraites les faits observés, il faut préciser les rapports entre la réalité concrète historique et les schémas logiques. En économie politique, les schémas logiques utilisent largement des concepts d'équilibre, variés et mal définis, ce qui crée beaucoup de confusion. L'auteur est convaincu que « l'analyse du postulat d'équilibre peut aujourd'hui apporter plus de clarté que toutes les élaborations statistiques ou mathématiques ». Le fil conducteur de la notion d'équilibre (qu'il ne faut pas confondre avec les rapports d'identité) est la recherche des rapports *normaux* en voie de réalisation.

B. L'équilibre en économie politique et dans les autres sciences. — La plupart des sciences utilisent le concept d'équilibre et analysent des « réactions équilibrantes » de types divers (relation de cause à effet, rapports d'interdépendance mutuelle, liens de détermination mécanique, relations stochastiques, etc.). Il était tentant pour l'économiste de procéder par analogie avec les sciences exactes, plus spécialement avec la physique; mais, comme l'a dit HAYEK, il est devenu nécessaire de redresser « les extensions injustifiées et malheureuses des habitudes de pensée des sciences physiques et biologiques ». Bien que certains faits non volontaires (influences techniques, physiques, etc.) jouent un certain rôle dans la vie économique, elles n'en jouent aucun quand il

s'agit de la réalisation des diverses formes de l'équilibre économique. Toute la poursuite des normes (ou de la cohérence) résulte de décisions humaines.

C. *L'équilibre entre décisions humaines.* — La notion d'équilibre (ou de déséquilibre) ne peut se définir ou se comprendre en économie politique qu'à partir des actes humains. Les « normes » de l'économie objective sont les résultats d'un ensemble de volontés, agissant séparément sans se soucier de leurs effets sur la cohérence du système. Mais, les effets objectifs des actes réagissent sur les volontés ultérieures. La position correcte du problème de l'équilibre consiste donc à distinguer la partie subjective (motivations) et la partie objective de l'économie politique et à les lier correctement.

D. *La notion marginaliste de l'équilibre.* — L'analyse marginaliste traduit assez bien le concept d'un équilibre tendant à s'établir entre volontés humaines. Le substrat subjectif des décisions peut être très large et il n'est pas nécessaire de postuler un enchaînement rigide entre décisions successives, s'appuyant exclusivement sur des circonstances objectives. Il n'est pas nécessaire non plus d'admettre que l'on arrive au pôle d'attraction vers lequel on tend. Les déséquilibres, perpétuellement entretenus ou reconstitués, provoquent des décisions dont l'ensemble forme le *tâtonnement*.

E. *Indétermination des actes humains et régularités économiques.* — Pour pouvoir aller au-delà de l'analyse marginaliste, il faut poser le problème des relations entre la réalité objective et les actes de connaissance ainsi que celui des relations entre les actes de connaissance et les actes de volonté. Si les actes individuels étaient déterminés par un certain type de comportement en présence de certaines situations, on pourrait dégager certaines résultantes ou régularités. Malheureusement, il est difficile d'admettre le postulat du comportement rationnel aussi bien que celui de la constance des goûts (même pour les groupes). Quant aux circonstances contraignantes (besoins individuels impérieux, ou liaisons macro-économiques nécessaires) elles laissent en réalité une grande place à la liberté et à l'indétermination.

Dans ses développements les plus récents, la science économique cherche des régularités probabilistes; sur de grands nombres, on peut supposer une certaine proportion de comportements d'un genre déterminé; l'étude inductive prolongée par le calcul des probabilités permettrait alors de trouver des équations stochastiques, ce qui serait la forme moderne de la loi économique. (Voir ci-après HAAVELMO). DUPRIEZ reproche à ce type de liaisons de ne pas couvrir tout le champ de l'économie politique (monopole, politique économique, etc.), de n'être valables que pour des décisions simples dans un cadre bien précisé et enfin de laisser le problème non résolu puisqu'il y a une gamme de valeurs possibles.

F. *Les liaisons dans le temps, dites dynamiques.* — La conception que se fait l'auteur de l'équilibre économique, conçu comme le jeu d'un certain nombre de décisions humaines procédant par tâtonnements,

aboutit à une unité d'explication qui fait rejeter l'opposition statique-dynamique aussi bien que celle mouvement-repos.

L'étude, non la simple lecture, de ce texte très dense récompensera tous ceux qui voudront s'y adonner. (R.M.)

N° 60. — EDGEWORTH F. Y. — Mathematical Psychics, Londres, 1881, 150 p.

Ce livre étudie les possibilités d'application des mathématiques aux sciences humaines. Dès lors qu'une quantité croît ou décroît — fut-elle psychique — le calcul d'un maximum et d'un minimum est possible. On peut également utiliser le calcul des probabilités.

Voir du même auteur « Objects and methods of political economy », in *Econ. J.*, 1891, p. 625-634, qui est un plaidoyer pour la méthode abstraite, et « Papers relating to political economy », Cambridge, 1925, 3 vol.

N° 61. — EINAUDI Luigi, Prof. Univ. Turin. — **Scienza economica ed economisti nel tempo presente**, Turin, Giappichelli, 1950, 37 p.

Eminent spécialiste de la science des finances, l'auteur a précisé dans ce discours, prononcé le 5 novembre 1949 à la rentrée de l'Université de Turin, sa position au sujet du problème méthodologique de la science économique. Pour lui, l'économiste, comme le physicien et le chimiste mais sans l'aide puissante de l'expérimentation, a le devoir de rechercher de nouveaux outils d'analyses et de nouvelles hypothèses en vue d'interpréter le monde économique, au milieu duquel il vit. C'est pourquoi la méthode de l'économie politique ne peut pas être différente de celle des autres sciences positives : pour l'auteur une formulation économique « peut être vraie ou fausse, elle peut être plus ou moins parfaite ou représentative » (p. 6) mais elle ne peut pas être bonne ou mauvaise, juste ou injuste et elle ne peut pas se confondre avec le problème moral.

L'auteur définit ce qui devrait être la position de l'économiste à l'égard de l'homme politique. Le devoir du premier est de rappeler au second qu'aucun jugement de « convenance » sur un acte économique quelconque ne peut être absolu. L'économie politique pour le Président EINAUDI est la science des choix et il incombe à l'économiste d'indiquer jusqu'à quel point la poursuite d'un objectif implique l'abandon ou le retard dans l'obtention d'un autre objectif.

Pour l'auteur, dont la position se rapproche de celle de PANTALEONI, l'objet de l'économie politique est la réalité économique, qu'il faut étudier inductivement et déductivement pour arriver à l'établissement d'uniformités, toujours valables dans le cadre des hypothèses de départ. C'est pourquoi il ne peut y avoir ni opposition entre écoles ni jugements de valeur sur les théories particulières, parce que toute hypothèse est permise dans la mesure où elle reflète un aspect de la réalité multiforme et complexe. (D.)

C. r. in *L'Industria*, 1950, p. 305.

N° 61 bis. — EINAUDI Luigi. — Lezioni di politica sociale, Turin, Einaudi, 1949, 252 p.

Guide pour les professeurs d'instruction civique, montrant les relations entre les problèmes économiques, politiques et sociaux. L'auteur affirme sa foi inébranlable en un régime démocratique, de liberté et de justice sociale.

(C. r. de GAGLIARDO dans *Amer. econ. R.*, juin 1950, p. 442).

N° 62. — FISHER Irving, Prof. Univ. Yale (1867-1947). — **Economics as a Science**, *Science*, New-York, p. 257 à 261, 24 New Series, 1906.

Dans ce bref article comme dans toute son œuvre, Irving FISHER a entendu démontrer que l'économie politique devait et pouvait être une science utilisant les méthodes mathématiques, des plus simples aux plus complexes.

Une étude dithyrambique a été consacrée à FISHER par Maurice ALLAIS (*R. Econ. pol.*, mai-juin 1947, p. 459-468) qui voit en lui le « plus grand économiste contemporain », dont la « clarté d'esprit » est « absolument éblouissante » ce qui « auprès de beaucoup d'esprits superficiels diminue son extraordinaire mérite ».

V. Findlay SHIRAS, « The work of Irving Fisher », in *Econ. J.*, 1947, p. 398.

Dans « Elementary principles » (New-York, Mac Millan, 1^{re} éd. 1910), FISHER expose sa conception de l'enseignement économique. (R.M.).

N° 63. — FOUILLÉE Alfred. — Le mouvement idéaliste et la réaction contre la science positive, Paris, Alcan, 2^e éd. 1896, 351 p.

Quoique vieux de plus d'un demi-siècle, cet ouvrage a sa place ici non seulement comme jalon de repère, mais aussi parce qu'il garde son actualité (peut être parce que les économistes du xx^e siècle sont lents à s'imprégner des idées philosophiques). L'examen de la théorie de la *contingence* des lois de la nature — surgie en opposition radicale contre le déterminisme — est essentiel pour notre sujet. Il en est de même du problème de la « détermination des choses non plus par d'autres choses, mais par des idées, par des sentiments, par des volitions » (p. 187). Et nous souscrivons volontiers à cette définition « La science, au fond, est une construction d'abord arbitraire et un subterfuge de méthode par lequel on réussit à agir sur la réalité », (p. 207).

Les économistes ont, en général, négligé FOUILLÉE et suivi l'inspiration de DURKHEIM (« Sociologie et philosophie », « Règles de la méthode sociologique »), mais le débat mériterait d'être rouvert.

Les réflexions des philosophes sur les problèmes d'épistémologie pourraient être fort profitables aux économistes. Mais, c'est un univers entier et nous ne pouvons donner que de brèves indications : MEYERSON, « De l'explication dans les sciences »; Henri POINCARÉ, « Science et Méthode » et les « Travaux du Congrès international de philosophie », (Paris, 1937, éditeur : Hermann et Cie) qui furent consacrés à la philosophie des sciences. (R.M.).

- N° 64. — FRANK H. — Der Nationalsozialismus und die Wissenschaft der Wirtschaftslehre, *Schmollers Jb.*, déc. 1934, p. 1-10.**

Exposé de la conception national-socialiste de la théorie économique : « le but de la recherche scientifique ne doit plus être un livre, mais la recherche du bien-être national, de la sûreté nationale, de la richesse nationale et des moyens de parvenir à ce que la nation se suffise à elle-même... ».

- N° 65. — GINI C. — Analisi qualitativa e sintesi quantitativa nelle scienze sociali, *R. Pol. econ.*, fév. 1948, p. 89-109.**

Réaction contre la tendance moderne à négliger l'analyse qualitative. Celle-ci reste strictement nécessaire chaque fois que la synthèse quantitative conduit à un carrefour : causalité ou interdépendance. Le savant ne doit écarter aucun procédé de recherche.

- N° 66. — GOSCHEN G. J. — Ethics and Economics, *Econ. J.*, 1893, p. 377-387.**

Alors Président de la « British Economic Association », GOSCHEN soutient qu'il y a une relation étroite entre l'économie et l'éthique.

- N° 67. — GRAY Sir A. — Economics: yesterday and to-morrow, *Econ. J.*, déc. 1949, p. 510-530.**

Pour ADAM SMITH, l'économie politique était une partie de l'art du gouvernement. Au début du XIX^e siècle, elle s'est efforcée de se constituer en discipline scientifique autonome. Mais, depuis lors, les frontières ont disparu qui séparaient la science économique de la politique, de la psychologie, de la jurisprudence, de la morale et même de la théologie. Que sera l'économie politique de demain ? Dans un monde où l'Etat sera responsable du bien-être de chacun, il faut craindre que la contrainte ne règne, à moins que les hommes ne prennent une très haute conscience de leurs devoirs vis-à-vis de la communauté.

- N° 68. — GRAZIANI A. — Valeur pratique de la science économique, *R. econ. intern.* oct. 1934, p. 19-56.**

MESSEDAGLIA fait justement observer qu'on ne peut distinguer science pure et science appliquée, car il n'y a qu'une science véritable. Il n'est pas exact de dire que le langage de la science soit le mode indicatif, tandis que le langage de l'art serait le mode impératif. ROBBINS conteste que les problèmes de réalisation du maximum de bien-être individuel ou collectif puissent être résolus par les sciences économiques. Il semble que ROBBINS soit dans l'erreur. Par ailleurs, contrairement à ce que l'on croit, les faits contemporains ont confirmé la valeur des lois économiques.

N° 69. — GRIZIOTTI B. — Staat, Sozialökonomie und Finanzwissenschaft, Weltw. Arch., janv. 1935, p. 33-60.

Déjà à l'époque classique, les économistes italiens faisaient de l'Etat un personnage de tout premier plan. En face des anglais qui concevaient la discipline économique comme une pure chrématistique, ils affirmaient qu'elle est inséparable de la politique, qu'elle est « une science de l'amour de la patrie ». A de semblables tendances se rattachent les travaux de l'auteur, depuis 1909. L'Etat n'est pas seulement un moyen de satisfaire des besoins individuels; c'est un tout, distinct de la somme de ses parties, une valeur supérieure, une dynamique spirituelle, un être réel, plus noble et plus durable que ses sujets; il a des intérêts différents de ceux des citoyens; il a des droits et des devoirs qui lui sont propres. D'ailleurs, en fait, on observe que de plus en plus l'économie politique devient une branche de la politique. Si l'on applique ces principes à la science des finances, il devient naturel que la politique économique et commerciale s'inspire avant tout de fins nationales, que l'Etat sacrifie des générations pour d'autres. (Villey.)

N° 70. — GUITTON Henri, Prof. Fac. Dr. Dijon. — Economie rationnelle, Economie positive, Economie synthétique. De Walras à Moore, Paris, Sirey, 1948, 148 p.

L'auteur montre comment, d'une interprétation conceptuelle et abstraite du mécanisme économique (économie rationnelle) qui va des Physiocrates, passe par les classiques et s'épanouit chez Léon WALRAS, l'économie positive des historiens, puis des statisticiens, prétend opérer le passage à une interprétation servie des faits sans vouloir s'élever jusqu'à une théorie générale. H. L. MOORE lui fournit un exemple prématuré mais prophétique d'une tentative pour réconcilier en les fusionnant le conceptuel et le réel (économie synthétique). (C.P.).

N° 71. — HAAVELMO Trygve. — The probability approach in Econometrics, 1 vol. de 118 p., suppl. à *Econometrica*, juil. 1944.

Le but de cette étude est de fournir une base théorique pour l'analyse des interrelations entre variables économiques, en utilisant le calcul moderne des probabilités.

L'économétrie s'efforce de construire un pont entre la théorie et les mesures statistiques permettant de vérifier les hypothèses. Comme on a souvent constaté que les théories reposant sur des relations précises ne sont pas vérifiées, il vaudrait mieux recourir à des schémas théoriques de caractère stochastique.

(On se réfère par là à des équations de la forme :

$$y = f(x)$$

dans lesquelles, pour chaque valeur de x , il y a une gamme m de valeurs de y .)

Dans le *Chapitre I*, l'auteur examine les relations entre les modèles abstraits et la réalité concrète; il serait désirable que les modèles théo-

riques fussent construits d'une manière se prêtant à l'emploi du calcul des probabilités dans le processus de vérification.

Le *Chapitre II* traite du degré de constance des « lois » économiques, à travers les changements de structure; il faut alors chercher des relations suffisamment fondamentales ou tenir compte des changements, ou encore bien préciser que la « loi » vaut pour un milieu déterminé.

Au *Chapitre III*, HAAVELMO aborde l'examen des modèles stochastiques et de leur application aux données économiques (sens de la probabilité; emploi des variables aléatoires, équations stochastiques, etc.).

La suite du volume traite de la vérification des hypothèses, des problèmes d'estimation et de prédiction.

Cet ouvrage introduit l'économiste dans un monde entièrement nouveau de la science économique, où l'on ne peut se sentir à l'aise qu'avec une solide formation mathématique. Cependant, dans ce monde de l'incertitude qu'elle prétend explorer, même la mathématique des relations stochastiques ne nous donnera ni précision, ni explication intelligible. Pour les non-mathématiciens, la conclusion de HAAVELMO est réconfortante: il serait arrogant de condamner les méthodes plus simples (*short-cuts*) et même le « flair » auquel recourent beaucoup d'économistes. Si la science économique veut acquérir une place parmi les sciences quantitatives, elle devra se placer à un niveau beaucoup plus élevé de la technique statistique et mettre en œuvre une masse considérable de matériaux. L'auteur pose lui-même la question: tout cela vaut-il la peine? et répond affirmativement. (R.M.)

N° 72. — HAGSTROEM K. G. — Pure Economics as a Stochastic Theory, *Econometr.*, vol. 1, n° 1, janv. 1938, p. 40-47.

Après un bref exposé de la théorie classique qui lui semble insuffisante, en particulier dans le cas des ophélimités linéaires, HAGSTROEM expose la nécessité de fonder une théorie de l'économie pure sur les jugements de probabilité des individus. La probabilité qu'une personne signe un contrat est égale à la probabilité que son prix subjectif soit plus grand ou égal au prix proposé (cas de l'acheteur). Il suffira donc, au lieu de considérer l'ophélimité, d'étudier directement cette probabilité. Le calcul aboutit à une fonction de fréquence caractérisée par un maximum: c'est le point où un échange a le plus de chances d'être conclu. D'après l'auteur, « cette sorte de point d'échange semble plus naturelle que le point d'équilibre défini par la théorie classique ».

N° 73. — HAWTREY Ralph. G. — The economic problem, Londres, 1926, 417 p.

« Très stimulant pour l'étudiant avancé » (BATSON), ce livre critique les conceptions de *wealth* et de *welfare* qui sont prises comme objet de l'économie politique. HAWTREY estime que son véritable objet est l'utilisation de l'aptitude à l'homme pour agir en commun (*joint action*).

C. r. par Lionel ROBBINS, « Mr. Hawtreys on the scope of economics », *Econ. J.*, 1927, p. 172-178.

N° 74. — HAYEK Friedrich A., Prof. London School Econ. — Individualism and economic order, Londres, Routledge, 1949, 272 p.

L'auteur de « La Route de la Servitude » a réuni ici une douzaine d'études hétérogènes — sur l'individualisme, sur le rôle de la connaissance dans l'activité économique, sur la concurrence, sur le calcul économique en régime socialiste, etc. — qui ont pour lien le souci de démontrer les inconvénients d'un collectivisme autoritaire.

Voir aussi du même auteur « Scientism and the study of society », in *Economica*, août 1942, p. 267-291, fév. 1943, p. 34-63 et févr. 1944, p. 27-39.

C. r. de « Individualism and economic order », par Frank GRAHAM, *Amer. econ. R.*, juin 1949, p. 775, et par Francesco VITO, *Riv. int. sc. soc.*, mars 1950, p. 204-207. Communication à l'Institut français de sociologie, le 17 déc. 1949 par F. BOURRICAUD.

N° 75. — HESSE A. — Grundfragen der deutschen Volkswirtschaftslehre, *Weltw. Arch.*, mai 1938, p. 403-429.

L'auteur tente de saisir les caractéristiques propres à la science économique allemande. Les économistes allemands se sont particulièrement préoccupés d'étudier la réalité des événements en même temps qu'ils ont cherché leur explication profonde: ils ont ainsi construit une véritable sociologie.

En ce qui concerne la tâche future de la science économique, elle doit s'ordonner autour de quelques grands principes: l'économie n'est pas soumise à des lois autonomes, mais à la volonté de l'Etat; l'empirisme classique qui réclame l'exclusivité de la méthode individualiste est inadmissible; les constructions théoriques ne peuvent être séparées des problèmes que posent les fins et les méthodes de recherches.

N° 76. — HLA MYINT. — Theories of welfare economics, Cambridge (Mass., U.S.A.), 1948, 240 p.

Excellent résumé des théories du bien-être examinées à trois niveaux: physique (les classiques), subjectif (PARETO, MARSHALL, PIGOU) et éthique. Sur ce dernier plan, qui est le plus délicat, l'auteur « essaie de sauver les contributions scientifiques à l'analyse du *welfare* et admet la nécessité de jugements de valeur dans la formation de la politique sociale » (A. E. BURNS, c. r. in *Amer. econ. R.*, juin 1950, p. 422-424). Cf. ci-après, REDER. (R.M.)

N° 77. — HOBSON J. A. — Wealth and life: Astuoy in values, Londres, Mac Millan, 1930, 489 p.

Auteur de *Work and wealth: a human valuation*, New-York, 1914, 367 p.

Hobson traitant du « *welfare* », notamment des rapports entre les valeurs économiques et humaines, entre la richesse et la vie, est amené à examiner successivement la part jouée par les processus de production

et de consommation dans la détermination du bien-être, la prise en considération par la science de la demande motivée par des préoccupations éthiques, l'étude des aspects sociaux du problème et enfin la tendance de la société moderne à exercer un contrôle de caractère humain.

L'auteur — dans son chapitre « Economics as a Science » — retrace l'évolution que subit le concept de Richesse dans la pensée économique, depuis les philosophes de l'Antiquité jusqu'au marginalisme.

Il remarque alors que le calcul purement quantitatif de la valeur par les néo-classiques n'arrive pas à rendre compte de l'unité organique de l'homme.

Hobson pense que le bien-être économique est coupé du bien-être général dans la doctrine économique. Il demande donc un changement dans les conceptions scientifiques des économistes afin de tenir compte du comportement humain dans ses aspects non-économiques. (C.P.).

N° 78. — HOOD Wm. C. — Some aspects of the treatment of time in economic theory, *Can. J. Econ. pol. Sci.*, nov. 1948, p. 453-468.

Etude des principaux aspects de la notion du temps, d'abord dans la pensée philosophique, puis dans la pensée économique. Rapide examen de la place du temps dans les modèles économiques, statiques et dynamiques.

N° 79. — HUTCHINSON T.-W. — Tautologies and the nature of Economic Theory, *Rev. econ. Stud.*, fév. 1935, p. 159-161.

La tautologie est très usitée dans la théorie économique. Une tautologie est une proposition analytique qui par définition ne peut pas être fausse; elle n'a rien à voir avec le monde réel, car sa vérité résulte d'une simple manipulation de symboles. La théorie part de suppositions irréelles: la sensibilité, l'équilibre, la concurrence parfaite. Les conclusions n'ont pas plus de valeur que les postulats de départ. Il y a ainsi contradiction entre induction et déduction. L'induction a la forme: « si p, alors q », et la déduction: « puisque p, donc q ». L'une se réfère à un monde idéal, l'autre à un monde réel. Il suit de cela que « prise au pied de la lettre » la science économique ne peut rien prédire, ni avoir aucune valeur pratique. Elle est une simple logique fermée sur elle-même. (H.G.).

N° 80. — JESSEN J. — Die Volkswirtschaftslehre als Lebenswissenschaft, *Schmollers Jb.*, oct. 1936, p. 93-104.

Compte rendu critique du livre de V. GÖTTL-OTTLILJENFELD intitulé « Volk, Staat, Wirtschaft und Recht » (1936). Discussion d'épistémologie et de métaphysique économiques, sur l'édification d'une science sociale qui saisisse le réel en ce qu'il a de vivant, de vécu, d'irrationnel.

Cf. ci-dessus, n° 53.

- N° 81. — KAUFFMANN F. — Methodenlehre der Sozialwissenschaften**, Vienne, Springer, 1936.

Cette œuvre imposante et difficile étudie, en s'inspirant de la phénoménologie de HUSSERL, un certain nombre de problèmes fondamentaux des sciences sociales. S'il est vrai qu'il y a un monisme de la pensée, et une intimité étroite entre la science et la philosophie, on trouvera peut-être ici des éclaircissements sur certaines tendances actuelles (rapprochement du descriptif et du normatif, importance des fins, valeur de l'acte intuitif de connaissance, etc.).

Voir: KAUFFMANN, « On the subject-matter of economic science », in *Economica*, nov. 1933; BRUGUIER, c. r. de KAUFFMANN dans *Giorn. degli Econ.*, 1936, p. 705-708; BERNADELLI, « what has philosophy to contribute to the social sciences and to economics in particular? », *Economica*, nov. 1936, p. 443-454. (R.M.)

- N° 82. — KEYNES John Neville. — The scope and method of political economy**, Londres, 1^e éd. 1890; 1930, 382 p.

Partisan d'une science positive, J. N. KEYNES préconise l'éclectisme le plus large en matière de méthode; ce livre a été longtemps le texte classique anglais sur le domaine et la méthode.

Cf. SIDGWICK H., *The scope and method of economic science*, Londres, Mac Millan, 1885.

- N° 83. — KLEINWÄCHTER F. — Wesen, Aufgabe, und System der Nationalökonomie**, *Conrad Jb.*, 1889, p. 601-651.

Expose le problème des relations entre la science économique, l'éthique, les mathématiques et la politique. Importante section sur « Begriff der Wissenschaft ».

- N° 84. — LA MALFA Ugo. — Presupposti e limiti della scienza economica**, *G. degli Econ.*, sept. 1937, p. 613-633.

Examen critique de diverses conceptions de l'objet de la science économique et spécialement de celle de ROBBINS. L'auteur défend la conception « échangeiste ».

- N° 85. — LANGE Oscar. — The scope and method of economics**, *Rev. econ. Stud.* n° 33, 1945, p. 19-32.

1. — *L'objet de l'économie*. — C'est la science de l'administration des ressources rares dans la société humaine. Il faut la distinguer de la sociologie économique qui étudie les effets des actions économiques sur les actions et les relations sociales (relations industrielles, syndicats, etc.). L'économie se subdivise: a) la théorie économique étudie les lois ou uniformités valables dans certaines conditions prises comme hypothèses de base; b) l'économie appliquée rapproche le modèle théorique des situations réelles; c) le « *Welfare economics* » a un caractère normatif et recherche les règles d'une affectation idéale des ressources.

2. — *L'objectivité de la science économique.* — Les trois branches de l'économique peuvent atteindre une validité générale, pourvu qu'il n'y ait pas désaccord sur les objectifs sociaux, sur les faits ou sur les règles de logique. Cependant, des forces inconscientes, tenant au milieu, exercent une influence sur les « idéologies », qui ainsi ne peuvent obtenir un consentement universel. Une discipline spéciale, la sociologie de la connaissance (qui est un chapitre de l'épistémologie), devra étudier ces forces [c'est-à-dire montrer comment l'appartenance du savant à une « classe » le conduit à une « science de classe »].

3. — *La coordination des décisions.* — Les différentes unités économiques prennent des décisions indépendantes; lorsque ces décisions sont compatibles entr'elles, l'économie est dite en équilibre. La compatibilité peut être assurée soit par une coordination centrale, soit par le marché. En fait, les deux procédures de mise en harmonie peuvent coexister, dans le capitalisme aussi bien que dans le socialisme.

4. — *Capitalisme et autres formes d'organisation.* — Dans le capitalisme, les unités économiques cherchent le maximum de profit en monnaie, mais il y a des exceptions importantes. Dans l'économie socialiste, l'autorité centrale recherche « la satisfaction des besoins de la collectivité entière et non simplement celle des membres de la société. En U.R.S.S., la planification sert à coordonner l'action des unités de production, mais le marché remplit un rôle subsidiaire important pour la coordination entre les décisions des unités de production et celles des foyers (« households »).

5. — *Le postulat de rationalité.* — Cette hypothèse a été très utile pour la science économique. Quand il s'agit de décisions de la collectivité, il devient difficile de définir la rationalité. Le « public welfare » ne peut être découvert que par l'examen des situations historiques. (R.M.)

N° 86. — LESCURE J., Prof. Fac. Dr. Paris. — Une économie politique sans doctrines (étude comparée du capitalisme et du bolchevisme), R. Econ. Pol., janv.-fév. 1937, p. 28-42.

Rapport au Congrès des Economistes de langue française. L'auteur soutient qu'il ne doit plus y avoir d'économie libérale et d'économie socialiste, mais seulement une Science Economique, tout court. L'expérience du bolchevisme montre la nécessité inéluctable de certaines formes économiques, proclamées indispensables par la science économique. A part des différences sur des nuances, le système bolcheviste, comme le capitalisme, doit recourir à l'épargne sous forme de prélèvement sur les revenus actuels pour assurer le développement des revenus futurs, aux « profits » industriels et commerciaux, à l'inégalité des salaires, à l'impôt. Partout, il faut des chefs bien sélectionnés. Ce qui domine la science économique, c'est la loi du moindre effort, dont on peut donner cette formule plus précise, qui est la synthèse des doctrines rivales: « Beaucoup produire pour beaucoup répartir, bien répartir pour beaucoup produire ». (R.M.)

- N° 87. — LESTER R. A. — Political economy versus individualistic economics, *Amer. econ. R.*, mars 1938, p. 55-64.**

Les économistes ont souvent constaté que les mesures qui semblent adéquates pour l'individu et même certaines branches de l'économie privée sont inadéquates pour l'ensemble de l'économie. Ils ont alors vivement critiqué les conclusions générales appliquées à la nation, et fondées sur l'analogie avec les cas individuels. Néanmoins, au cours de la crise, maints économistes ont commis des erreurs semblables, notamment en préconisant un abaissement du niveau général des salaires. Les techniques utilisées pour analyser les situations économiques individuelles ne peuvent pourtant toujours servir dans l'étude des problèmes d'économie politique générale. Pour ces derniers, la compréhension de la psychologie sociale peut être plus utile que l'habileté dans les mathématiques pures ou le raisonnement raffiné du type « *ceteris paribus* ».

- N° 88. — LHOMME Jean, Prof. Fac. Dr. Paris. — Pour une humanisation de l'économie, *Banque*, déc. 1949, p. 725-728.**

L'auteur remarque qu'en dépit des modifications apportées au capitalisme, l'humanisation de l'économie n'a guère avancé. L'économie s'absorbe, d'un côté, dans la contemplation de ses progrès mécaniques et sacrifie, de l'autre, des intérêts pour défendre des idéologies. Elle continue à pratiquer à l'égard de l'homme la même indifférence que le « chrématistique » du siècle précédent. Les efforts du socialisme pour devenir moins inhumain et ceux du néo-libéralisme pour l'être davantage convergeront-ils pour engendrer un meilleur ordre social ?

- N° 89. — MARCHAL André, Prof. Fac. Dr. Paris. — L'orientation de la science économique dans ses rapports avec le progrès de la statistique, *Kyklos*, 1949, vol. III, fasc. 2, p. 130-144.**

Jusqu'à ces dernières années, il a été difficile de concilier en une synthèse les études théoriques et les études concrètes. Actuellement, la méthode des modèles semble offrir une voie, car il est possible de tenter une vérification statistique des modèles « macrocosmiques ».

- N° 90. — MARCHELLO G. — La ricerca sociologica, *R. int. Sci. soc.*, avril-juin 1948, p. 120-135.**

Essai de définition de la recherche sociologique à partir d'un refus des schèmes positivistes. La recherche sociologique est assimilée au problème de la connaissance scientifique dans l'ordre de l'expérience historico-sociale, la sociologie à une méthodologie des sciences sociales. D'où les caractères du jugement sociologique (comparaison avec l'histoire). L'effort d'élaboration de la science sociale se rattache à une vision universelle de l'histoire et des faits sociaux (*società*). Ce postulat conduit l'auteur à une sociologie personnaliste et chrétienne, qui croit à la valeur déterminante de l'idée normative déduite de l'éthique philosophique pour la qualification et le développement concret de la connaissance sociologique.

- N° 91. — MERIGOT Jean**, Prof. Fac. Dr. Bordeaux. — **Autour de l'« Homo œconomicus »**, *Econ. contempor.*, mars-avril 1949, p. 4-11.

Dans ce substantiel article d'histoire de la pensée économique, l'auteur montre que la connaissance moderne s'éloigne de la conception chrématistique et mécaniste d'un « homo œconomicus ». Elle cherche à rendre compte de l'homme total, replacé dans la réalité; elle est en quête d'un « humanisme intégral » sans lequel elle ne pourrait comprendre, dominer et résoudre les problèmes économiques et sociaux de notre temps. (R.M.)

- N° 92. — MILHAU J.**, Prof. Fac. Dr. Montpellier. — **Sur l'économétrie et ses applications**, *R. Econ. pol.*, janv.-fév. 1938, p. 100-130.

L'auteur s'efforce de caractériser l'économétrie par rapport à l'économie mathématique. Cette dernière est essentiellement déductive et vise à établir des systèmes généraux d'équations. L'économétrie est inductive; elle part des constatations de faits, elle étudie les corrélations des phénomènes entr'eux et essaie d'en dégager des lois générales.

Après avoir résumé la théorie de l'échange de WALRAS, puis les travaux de SCHULTZ et de HOTELLING sur les relations entre la demande, les prix et les revenus, l'auteur procède à l'étude d'un cas particulier, le prix du vin.

La méthode économétrique lui permet de trouver une formule donnant la relation entre la récolte et le prix et de découvrir l'influence exacte de la législation viticole, dans ses différentes parties. Il trouve, par exemple, que la distillation joue un rôle beaucoup plus décisif que l'échelonnement des ventes. (R.M.)

- N° 93. — MÖNCH H.** — **Das Wirtschaftliche und das Soziale als lebendige Systemprinzipien: ein Beitrag zum Ausbau der Volkswirtschaftslehre**, *Schmollers Jb.*, avr. 1937, p. 35-51.

Dissertation dans l'optique hitlérienne sur les rapports du social, de l'économique et du politique.

- N° 94. — MORGENSTERN Oscar**, Prof. Univ. Vienne. — **Die Grenzen der Wirtschaftspolitik**, Vienne, Springer, 1934.

Trad. angl. rev., Londres, Hodge, 1937.

L'auteur traite de la signification de la théorie économique — neuve — pour la vie et la politique économiques pratiques.

Face à la théorie pure, se construit un ensemble de théories sans systématisation, ni méthode, dans les milieux d'affaires ou de gouvernement, fruit d'une « expérience congelée ». L'obligation de remplacer les constantes de la théorie pure par des données historiques, les lacunes de cette théorie, la nécessité de sa réadaptation continuelle aux buts concrets de la politique et la difficulté d'analyser des « données » dont le temps falsifie la connaissance handicapent la politique économique.

Libéralisme et socialisme qui se veulent des « systèmes rigides » (cohérents) de politique économique, dérivant d'une attitude théorique, ne sont pas fondés à s'appuyer sur la connaissance scientifique. La politique peut poser des problèmes à la science et la théorie interpréter une situation : mais elles se situent sur deux plans différents. Les effets de la politique économique sont trop variés pour qu'elle puisse se modeler systématiquement sur le schéma de la théorie pure. D'ailleurs la politique économique est *eo ipso* une politique au sens le plus large, ébranlant la totalité de la structure sociale.

Le rôle du « pouvoir » économique (d'un monopole, etc...) est de poser de nouvelles « limites » aux lois économiques (de la distribution, par ex.), en introduisant une marge d'indétermination, mais il est possible à la théorie d'en rendre compte.

Les difficultés de la connaissance — jointes aux résistances du suprême — rendent difficiles une politique que la science peut et doit éclairer. Le cycle économique fournit un exemple net de ces difficultés et à la fois des incertitudes et de l'urgence d'une analyse scientifique.

Après avoir montré, d'ailleurs, les dangers résultant du caractère incomplet de la science et des erreurs répandues par les économistes amateurs (la « *Vulgarökonomie* ») et conclu en faveur du contrôle de la science sur la politique, MORGENSTERN termine en constatant qu'entre la politique économique et la forme des gouvernements il n'existe que des relations de fait, mais aucun rapport nécessaire. (C.P.).

C. r. *Giorn. degli Econ.*, 1936, p. 836 et 1938, p. 68.

N° 95. — **MOSSÉ Robert**, Prof. Fac. Dr. Grenoble. —

Problèmes fondamentaux de la connaissance économique (objet, nature, méthode), in *Analele economice si economice*, Bucarest, juin 1939, p. 1-17.

Le domaine et la nature de la connaissance économique, science morale et appliquée, in *R. Sc. écon.* Liège, mars 1949, p. 1-16.

La connaissance économique et le problème de la méthode, in *Bull. Sc. soc.* (UNESCO), 1949, n° 3-4, p. 30-39.

Les phénomènes économiques sont essentiellement une catégorie d'actions humaines, accomplies par l'homme et pour l'homme, ce qui apparente la connaissance économique par son objet (domaine) à la psychologie, à la sociologie, à l'histoire, à la biologie.

Etant donnée la spécificité des phénomènes de l'ordre humain on ne peut transposer à la connaissance économique les notions et les instruments valables pour les sciences de l'ordre matériel; ce serait verser dans un *hylémorphisme*, non moins absurde que l'ancien *anthropomorphisme* appliqué aux phénomènes physiques.

D'ailleurs, il faut rattacher la connaissance économique à certaines conceptions métaphysiques sur l'origine, la nature, les limites de la connaissance. Repoussant l'empirisme, l'auteur estime que l'induction est insuffisante. Affirmant la suprématie du jugement moral, Mossé

pense que la vraie connaissance économique doit être à la fois science et sagesse et propose la définition suivante :

« ensemble d'études qui, partant de la connaissance de la nature et des fins de la vie humaine, d'une part, et des règles objectives de la production et de la répartition des richesses, d'autre part, tend à adapter les secondes aux premières, pour construire un ordre économique conforme à un idéal moral » (Problèmes, p. 15).

Le deuxième article soutient que la connaissance économique doit être un *effort de compréhension* des événements ainsi qu'un *guide de l'action*.

La troisième étude traite des cheminements par lesquels la connaissance économique peut atteindre son « objet » (but), qui n'est pas simplement de mesurer ou d'établir des relations fonctionnelles mais de rendre les enchaînements intelligibles et « d'appréhender l'âme du fait » (Henri POINCARÉ).

Cf. du même auteur « L'Economie collectiviste », Paris, 1949 où est analysée la nature du problème économique en économie collectiviste. Cf. aussi ci-dessus HAYEK.

N° 96. — NAVRATIL A. — Wirtschaft und Recht. Theorie der einfachen und der zusammengesetzten wirtschaftliche Erscheinungen, Jb Nat.-Okon, av. 1937, p. 285-399.

NAVRATIL analyse tout d'abord la nature de l'économie. Il examine successivement son contenu technique et psychique, puis, les rapports entre le régime de la propriété et l'économie.

N° 97. — NEUMANN J. (von) et MORGENSTERN Oscar, — Theory of games and economic behavior, Princeton Univ. Press, 2^e éd. 1947, 641 p.

On a dit de cet ouvrage qu'il allait opérer une révolution de la théorie économique. Il a donné lieu à une série d'articles critiques :

- L. HURWICZ, « The theory of economic behavior », *Amer. econ. R.*, vol. 35, déc. 1945, pp. 909-925.
- J. MARSCHAK, « Neumann's and Morgenstern's approach to static economics », *J. pol. Econ.*, vol. LIV, n° 2, avril 1948, pp. 97-115.
- C. KAYSER, « A revolution in economic Theory ? », *R. econ. Stud.*, vol. XIV, n° 35, 1946-47, pp. 1-45.
- J. R. N. STONE, « The Theory of Games », *Econ. J.*, vol. LVIII, n° 230, juin 1948.
- G. TH. GUILBAUD, « La théorie des jeux », *Econ. appl.*, tome II, 1949, n° 2, avril-juin, pp. 275-319.
- E. JUSTMAN, « La théorie des jeux », *R. Econ. pol.*, sept.-déc. 1949, p. 616-633.
- M. LACACHE, « L'analyse structurale et la théorie des jeux », *R. Econ. pol.*, juil.-août 1950, p. 399-418.

Une mathématique nouvelle est en voie de création qui peut rendre de grands services à l'analyse économique. Les sujets économiques ne ressemblent-ils pas en effet à des joueurs faisant des paris sur leur

attitude réciproque ? Les mécanismes économiques peuvent être considérés comme le résultat de parties (*play*) au cours d'un jeu (*game*). Or la théorie mathématique peut déterminer les résultats de tels jeux. La théorie est élaborée dans le jeu à deux joueurs (duel) et de la ruse (*bluff*). Elle utilise le procédé des choix stochastiques. La théorie du jeu à trois joueurs est élaborée également. Celle du jeu à quatre joueurs est en voie de constitution. On ne va pas encore au delà. Mais on soupçonne tout l'intérêt pour les études économiques de la constitution de cette nouvelle *stratégie*. (H.G.)

N° 98. — OSTROVITIANOV K. — Lenin i Stalin ob Ekonomike i Politike, Vopr. Ekon, n° 2, 1949, p. 3-29, (en russe).

Théories de Lénine et Staline sur l'Economie et la Politique. Rappel des théories de MARX — développées par LÉNINE et STALINE — sur les rapports de l'économie et de la politique. LÉNINE a montré que les considérations économiques ne jouaient pas seules, lorsqu'il s'agissait de reconnaître les états mûrs pour la Révolution. C'est ainsi que la Russie, malgré son retard économique, a pu parvenir la première à l'émancipation du prolétariat. Mais, cela ne signifie pas que l'économie perde son rôle d'infrastructure; en cas de dictature du prolétariat, la politique n'apparaît que comme un moyen de concentrer des forces économiques préexistantes: l'économie joue toujours le rôle décisif.

STALINE a précisé le rôle de la superstructure politique dans le développement de l'économie, en combattant les opportunistes dans ses travaux « Des fondements du Léninisme », « Du matérialisme dialectique et historique », etc... Il a soutenu qu'il fallait établir des conditions politiques données pour que les forces économiques puissent se développer suivant leur cours naturel. Dans la pratique, le rôle du politique et celui de l'économie sont inséparables. L'auteur montre comment les faits en U.R.S.S. justifient cette affirmation.

N° 99. — PACHKOV A. — Kizoutcheniou istorii rousskoï ekonomitcheskoï mysli, Vopr. ekon. (en russe), 1948 (7), p. 75-89.

Etude de l'histoire de la pensée économique russe. Importance de l'histoire de la pensée économique russe qui aboutit à l'étape fondamentale du Léninisme et du Stalinisme. Mais, pour bien comprendre le développement de cette pensée, il ne faut pas perdre de vue la structure des classes et de l'économie aux époques considérées: la division en périodes bien déterminées (passage de la féodalité et du servage au système capitaliste et au communisme actuel), doit ressortir des modifications de cette structure. L'auteur critique en même temps les autres divisions chronologiques qui ont été adoptées, notamment la division par « périodes d'influences » anglaise, française, allemande, ou l'opposition entre « l'Ouest » et « l'Est » de PLEKHANOV. Il se réfère pour terminer aux idées développées en 1947 par Jdanov sur l'enseignement de l'histoire de la philosophie.

Cf. ZAUBERMAN, « Economic Thought in the Soviet Union », *R. econ. Stud.*, vol. XVI, n° 39, 1939, p. 1-12.

- N° 100. — PALOMBA J. — Le forze extra-economiche nella determinazione dell'equilibrio economico, et L'eterogeneità sociale e l'economia corporativa, Riv. Pol. econ., oct. 1934, p. 1010-1015 et déc. 1934, p. 1248-1253.**

Après une critique du concept abstrait d'*homo æconomicus*, auquel il oppose l'*homo corporativus*, l'*homo sociologicus* et l'*homo politicus*, l'auteur essaie de démontrer que l'économie corporative, prenant comme postulat l'hétérogénéité sociale, peut assurer le maximum d'équilibre dans la vie d'un pays.

Voir, du même auteur, *Introduzione all'economica*, Naples, 1950, 340 pages.

- N° 101. — PARSONS T. — Sociological Elements in Economic Thought, Quart. J. Econ., août 1935, p. 646-667.**

La vie économique ne consiste pas seulement en relations contractuelles; au-delà (ou au-dessous) de celles-ci se trouvent diverses normes sociales, des préoccupations extra-économiques, voire une base religieuse. Mais, bien qu'il reconnaisse la nécessité d'étudier le complexe sociologique, l'auteur conclut qu'il reste une science économique indépendante de la sociologie.

- N° 102. — PETER H. — Macht und ökonomisches Gesetz, Schmollers Jb., oct. 1934, p. 83-89.**

Etude courte, mais très suggestive. L'auteur part des attaques de K. W. RATH (dans les *Deutsche Schriften zur Wissenschaft*, n° 1) contre le naturalisme de l'économie politique théorique et plus spécialement de l'école autrichienne; l'économie, dit RATH, n'est plus destinée, mais devoir. Aussi, la théorie pure est-elle dénuée de tout intérêt pratique et dangereuse dans la mesure où elle décourage l'action. PETER s'efforce de défendre la théorie et de définir sa fonction tout en condamnant le libéralisme comme politique.

- N° 103. — PIATIER André, Prof. Agrégé Fac. Dr. — L'Observation économique, Paris, Cours de Droit, Institut d'ét. polit., 1947-48, fasc. I.**

Une importante introduction est consacrée à l'objet et à la nature de la science économique. Après avoir analysé les principales conceptions, l'auteur plaide pour l'objectivité de la science économique. Il souligne l'importance de regroupements synthétiques, périodiques des connaissances économiques éparpillées. (R.M.)

- N° 104. — PIETTRE A., Prof. Fac. Dr. Strasbourg. — Humanisme chrétien et Economie politique, Paris, Ed. Roux, 1950, 111 p.**

La science économique n'a jamais été indépendante d'une vision de l'homme. Elle est fondée à l'origine sur une « psychologie sommaire et une philosophie d'une candeur simpliste », la doctrine de l'intérêt; « les économistes classiques ont commis l'immense erreur d'appliquer

à l'intérêt-profit les vertus de l'intérêt-attraît et supprimé la notion de service, pivot des civilisations ». L'économie devra se dégager dans l'avenir des « creuses abstractions », ne plus négliger le « cadre de civilisation » dans lequel sont insérés les actes économiques et dont la connaissance permet seule de comprendre. Alors, sera possible le jugement, couronnement de toute science, en fonction des exigences humaines.

(Voir le c. r. d'Henri GUTTON, in *R. Econ. pol.*, juil.-août 1950, p. 455).

N° 105. — PINTSCHOVIVUS Karl. — Der Volkswirtschaftsbegriff als Illusion des Liberalismus, *Schmoll. Jb.*, avr. 1934, p. 29-48.

L'auteur attaque la notion courante d'Économie politique en soutenant qu'elle n'est pas un ensemble autonome, soumis à des lois propres. Les lois de l'économie lui sont dictées par des pouvoirs externes, sociaux ou politiques (cf. surtout l'exemple de la monnaie).

N° 106. — REDER Melvin W., Prof. Univ. Pennsylvania. — Studies in the theory of Welfare Economics, New-York, Columbia Univ. Press., 1947, 208 p.

« Welfare economics » décore d'un nom nouveau un ensemble d'études portant sur l'optimum économique, envisagé au point de vue d'un ensemble d'individus. Les analyses marginalistes sur l'équilibre entre le coût et l'utilité (ou entre diverses utilités) et sur l'affectation idéale des ressources appartenaient déjà à ce genre. Pigou est probablement le grand classique en la matière.

L'ouvrage, très clair, sans mathématique et illustré de nombreux graphiques, de REDER expose surtout les nouveaux développements de cette théorie dans les pays de langue anglaise au cours des vingt dernières années en tenant compte des préoccupations concernant l'incertitude, la « dynamique », le plein emploi, etc.

Le compte rendu critique de SAMUELSON (*Amer. econ. R.*, juin 1948, p. 397-400), qui le considère comme un travail important et bien fait, aidera à placer ce volume dans la perspective correcte.

L'intérêt principal de la théorie du bien-être est qu'elle se place résolument dans le normatif, tout en essayant de lui conserver un caractère strictement scientifique. Dès lors, elle peut servir de subassement à la politique économique. Peut-être même est-elle la forme que le socialisme est en train de prendre au xx^e siècle. (R.M.)

Pour une critique, voir I. M. D. LITTLE, « A critique of welfare economics », Oxford, Clarendon, 1950, 276 p. Voir ci-dessus HLA MYINT.

N° 107. — RIEBESELL P. — Wirtschaft und Mathematik, *Archiv math. Wirtsch. Soz. Forsch.*, 1937, p. 97-109.

Conférence faite au Congrès de l'association pour l'avancement de l'enseignement mathématique et scientifique à Nordhausen. RIEBESELL montre le rôle des mathématiques dans les problèmes pratiques de la science économique. Exposé élémentaire, destiné à faire apprécier la

nécessité de l'outil mathématique dans la solution de questions économiques banales (assurances, prix de revient, échantillonnages, impôts, etc.).

Nécessité d'une conception claire des limites d'utilisation de l'appareil mathématique. C'est dans cet esprit — dit le conférencier — que le Führer a bafoué les dogmatistes de la science économique dans son discours du 30 janvier 1937.

N° 108. — ROBBINS Lionel, Prof. London School Econ. — **An Essay on the Nature and Significance of Economic Science**, Londres, MacMillan, 1^{re} éd. 1932; 2^e éd. 1935.

Trad. franç. KRESTOWSKI, Paris, Médecis, 1947, 156 p.; — *trad. ital.* P. JANNACONE, Turin, I.T.E.T.

Dans ce petit livre — dont l'utilité marginale est grande en raison du faible nombre de travaux britanniques consacrés à ces questions — l'auteur s'efforce de caractériser l'objet de la science économique, puis il examine les « généralisations » et prend position, enfin, sur la fonction de notre science.

L'économie politique, conformément aux enseignements de l'école autrichienne, étudie le comportement humain lorsqu'il s'agit d'appliquer des moyens rares (à usages alternatifs) à des fins multiples, susceptibles de hiérarchie. Mais, elle ne s'occupe que de l'emploi des moyens, non du choix des fins.

ROBBINS défend la conception « déductive » à partir de certains postulats fondamentaux, dont le principal est l'existence d'échelles de préférences relatives (p. 101). Et il estime que « l'idée que les lois de l'économie se limitent à certaines conditions de temps et de lieu » provient d'une « totale incompréhension » ou d'une « préoccupation exclusive des hypothèses subsidiaires » (p. 85). Il tourne en dérision les recherches des institutionnalistes et des quantitativistes (par ex. W. G. MITCHELL) qui « étaient dès le début condamnées à rester futiles et auraient tout aussi bien pu n'avoir jamais été entreprises » (p. 113).

Finalement, l'auteur considère que la science doit se tenir en dehors de toute considération politique et que, même la pratique ne peut pas se baser sur la science. Par ex. l'analyse marginaliste ne « justifie pas » une certaine fiscalité (p. 137) et il « n'y a pas de pénombre d'approbation autour de la théorie de l'équilibre » (p. 139). Tout ce que peut faire l'économie c'est nous renseigner sur les implications des diverses situations (p. 147) et nous faire mieux percevoir, quelquefois, l'incompatibilité de certaines fins entr'elles (p. 149).

Elémentaire, peu concis et rédigé en style de conversation familière, cet ouvrage nous propose une conception un peu étriquée de la science économique.

Voir: C. r. par CANNAN, *Econ. J.*, 1932; — SOUTER R. W., *Prolegomena to relativity of Economics*, New-York, 1933, 171 p. — PARSONS Talcott, « Some reflections on the nature and significance of economics », *Q. J. Econ.*, mai 1934, p. 511-546. — KNIGHT F. K., « The nature of economic science in recent discussion », *Amer. econ. R.*, 1934, p. 225-

238. — LEDUC Gaston, « Sur la nature et les limites du problème économique », in *Mélanges TRUCHY*, Paris, Sirey, 1938, p. 230-239.

N° 109. — ROBERTSON D. H., Prof. Cambridge. — *On sticking to One's last*, *Econ. J.*, déc. 1949, p. 505-509.

HAWTRAY a prétendu que les économistes devaient retrouver la foi. Il ne paraît pas qu'ils aient réellement perdu confiance en eux, malgré quelques retentissants échecs de leurs prévisions. Il convient de se limiter à l'étude des conditions du bien-être, sans prétendre tout approfondir, y compris la notion de bien et de mal. Il est vrai qu'il est parfois difficile de dissocier le problème du bien-être d'autres problèmes tels que ceux de justice ou de grandeur nationale. En tout cas, l'économiste se doit d'être courageux dans ses affirmations, mais modeste. (Jeanneney.)

N° 110. — ROSENSTEIN-RODAN P. N. — *The rôle of time economic theory*, *Economica*, fév. 1934, p. 77-97.

Trois aspects du problème: a) le temps comme période; b) le temps comme bien économique; c) le temps comme délai d'ajustement. Voir aussi du même auteur « V° Grenznutzen », in *Handwörterbuch der Staatswissenschaft*.

N° 111. — SCHAMS E. — *Die Determinierbarkeit des Wirtschaftsgeschehens*, *Z. Nat.-Oekon.*, déc. 1934, p. 617-630.

La prévision des faits économiques serait impossible. En effet, les lois statiques ne peuvent rien prédire, puisqu'elles sont temporelles, par définition. Les lois dynamiques ne peuvent non plus servir à la prévision, car l'histoire ne connaît point de lois.

V. aussi du même auteur « Wirtschaftslogik », *Schmollers Jb.*, oct. 1934, p. 1-21.

N° 112. — SCHUMPETER Joseph, Prof. Harvard (1883-1950). — *Wesen und Hauptinhalt der theoretischen National-Ökonomie*, Leipzig, Duncker, 1908, 626 p.

Les commentateurs, biographes et traducteurs de SCHUMPETER se sont jusqu'ici arrêtés, saisis d'admiration et de respect, devant *Wesen und Hauptinhalt*. Cette œuvre a pour ainsi dire gardé sa virginité et l'auteur de cette notice a dû, lui aussi, se contenter d'un flirt superficiel. Cependant, le peu qu'il a entrevu l'incite à recommander la tâche à quelque gaillard entreprenant (SCHUMPETER, qui eut l'ambition d'être un « great lover » n'eût pas été offusqué de la métaphore) !

Nous devons laisser de côté la 2^e partie (l'équilibre statique), la 3^e (théorie de la répartition) et la 4^e (étude des variations), car seules la 1^{re} et la 5^e traitent de l'objet et de la nature de la science économique.

Repoussant les analogies biologiques de MARSHALL, écartant les études institutionnelles et descriptives, SCHUMPETER est très influencé par WALRAS et considère que le véritable objet de la théorie économique

c'est l'étude des « quantités économiques » dans leurs relations réciproques (c'est-à-dire dans le cadre général d'un système cohérent, statique et dynamique). On peut donc dire qu'il est à l'origine de la macro-économie dynamique.

En conclusion, SCHUMPETER affirme que la science économique existe, mais si elle est tellement en retard sur la physique c'est parce que l'homme s'intéresse plus à la structure des astres qu'à ses propres actes. (R.M.)

Voir : C. r. par WIESER, *Schmollers' Jb.*, 1911, p. 909-931; Introduction de F. PERROUX à la trad. franç. de « Entwicklung » et A. SMITHIES, « Memorial », in *Amer. econ. R.*, sept. 1950, p. 628-648.

V. aussi *Q. J. Econ.*, 1910-11, p. 357.

N° 113. — STRELLER R. — Der Begriff der Volkswirtschaft und das System der Volkswirtschaftslehre, *Schmollers Jb.*, juin 1934, p. 1-24.

L'auteur critique la théorie d'AMONN qui divise les sciences économiques en trois catégories : 1° la connaissance pure du bien-être public; 2° la science de la politique économique; 3° l'économie politique théorique. L'auteur, laissant de côté cette troisième forme, montre que la conception téléologique attribuée à la première de ces sciences la rend très incertaine, car le bien public a été défini de manières fort différentes. La technique à employer pour parvenir à ce même bien, telle que la définit la seconde science, risque de rester sans objet précis. Grâce à l'observation de la réalité, l'économie politique pratique permettra à l'économie théorique de retrouver des lois et d'établir des relations de causes à effets.

Auteur de : « Statik und Dynamik in der theoretischen National-Ökonomie », Leipzig, 1926, 139 p. et de « Die Dynamik », Tübingen, 1928, 225 p.

N° 114. — STRIGL Richard (von). — Die ökonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft, Iéna, Fisher, 1923, 164 p.

Contribution à l'analyse de quelques concepts fondamentaux. A été largement résumée et commentée par F. PERROUX dans « Le néo-marginalisme », Paris, Domat, 1945, p. 68 à 172.

STRIGL marque le passage du marginalisme conçu comme théorie explicative de la valeur à l'analyse marginaliste de l'emploi des biens et de l'affectation des forces productives.

Voir le mot « Grenznutzen », par ROSENSTEIN-RODAN dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaft*, 4^e éd. (R.M.).

N° 115. — TUGWELL Rexford G. — The Trend of Economics, New-York, 1924, 556 p.

Œuvre collective ayant pour objet de dresser un bilan de l'état de la science économique aux États-Unis au lendemain de la première guerre mondiale et de déceler son orientation future. Bornons-nous à citer quelques contributions des auteurs les plus marquants.

W. C. MITCHELL offre un plaidoyer pour la méthode quantitative, celle qu'il devait employer par la suite très largement à la tête du National Bureau of Economic Research.

F. H. KNIGHT présente sa conception rigoureusement abstraite; cette étude doit être rapprochée d'autres articles du même auteur : « Ethics and economic interpretation », *Quart. J. Econ.*, 1922 p. 454-481; « Fact and Metaphysics in Economic interpretation », *Amer. econ. R.*, 1925, p. 247-266.

J. M. CLARK écrit « The socializing of theoretical economics », où il fait figure d'iconoclaste.

TUGWELL devait devenir plus tard l'un des conseillers économiques de ROOSEVELT à l'époque héroïque du *New Deal*. (R.M.)

N° 116. — VALARCHÉ Jean, Agrégé Fac. Droit. — **Richesse et bien être dans l'économie anglo-américaine**, *R. Econ. pol.*, p. 435-458, fasc. 3, mai-juin 1947.

Très intéressante étude sur l'évolution de l'objet de l'économie politique chez les auteurs anglais depuis Adam SMITH (théorie des richesses), STUART MILL (utilitarisme) et MARSHALL (optimum) jusqu'aux théoriciens contemporains du bien-être (PIGOU, HOBSON, HICKS, HARROD, etc.).

N° 117. — DEL VECCHIO Gustavo, Prof. Univ. Rome. — **La sintesi economica e la teoria del reddito**, Padova, Cedam, 1950, 436 p.

Cet ouvrage de l'éminent économiste italien est spécialement intéressant pour les vues panoramiques qu'il nous présente de quelques « grands systèmes », (SISMONDI, FERRARA, MARX, KEYNES)

Voir *L'Industria*, mars 1950, p. 484.

N° 118. — VIALATOUX J. — **Philosophie économique**, Paris, Desclée et de Brouwer, 1933, 222 p.

Œuvre d'un philosophe appartenant au mouvement des Semaines Sociales de France. Elle est centrée sur l'analyse du naturalisme. L'auteur lève l'ambiguïté que recouvre le mot nature: la nature physique n'est pas la nature morale. A ce titre l'automatisme des mécanismes naturels ne réalise pas forcément l'équilibre postulé par la nature de l'homme.

Le premier chapitre est intitulé d'une manière symptomatique: « L'illusion matérialiste du libéralisme économique ».

La notion d'économie politique forme le contenu du deuxième chapitre: pour VIALATOUX l'économie est politique par essence: elle est faite pour l'homme et pour la cité (polis). Éliminer la finalité de l'étude économique c'est la décapiter.

Les études sur LOCKE (Chapitre III) et sur MALTHUS (Chapitre IV) achèvent par *a contrario* de faire comprendre le point de vue de l'auteur. C'est en somme une condamnation du *séparatisme* qui a donné naissance à l'opposition théorie-doctrine. Cette condamnation n'a eu qu'une faible portée dans le monde des économistes pour qui VIALATOUX n'est précisément pas un économiste. (H.G.)

N° 119. — VOGEL E. H. — Volkswirtschaftslehre als Politische Ökonomik ? *Jb. Nat.-Öek.*, août 1937, p. 129-148.

VLEUGEL a développé une théorie dans laquelle il soutient que les sciences économiques doivent être considérées comme des sciences politiques. L'auteur s'élève contre cette conception qu'il juge ambiguë et dangereuse. Il s'efforce de montrer que l'on peut introduire en économie des jugements de valeur tout en restant dans la sphère objective de la science. À côté des théories individualistes, on peut développer des théories organicistes (analogues à celles qui sont en honneur dans le III^e Reich) sans développer pour cela des théories politiques.

Voir du même auteur : « Das Wort Politik in der Wirtschaftswissenschaft », in *Jb. Nat. Öekon.*, mars 1938, p. 257-299.

N° 120. — WIESE L. — Wirtschaftstheorie und Wirtschaftssoziologie, *Schmollers Jb.*, déc. 1936, p. 7-35.

Essai de définition d'une « sociologie économique » qui serait une théorie des aspects sociologiques des phénomènes économiques.

Tandis que la théorie économique, fondée sur la notion de la rareté des biens, étudie les rapports des hommes avec les choses, la sociologie économique étudierait les rapports des hommes entre eux ; mais seulement ceux des rapports qui ont des causes et une nature économique (c'est-à-dire qui découlent de la rareté des biens), ce qui précise la notion de sociologie économique, en face ou au sein de la sociologie générale.

Délimitation de la « sociologie économique » par rapport à l'histoire, la philosophie, la philosophie de l'histoire, la science des structures économiques, la science des structures sociales, etc...

Processus d'élaboration et plan d'exposition d'une sociologie économique (assez détaillé). À titre d'exemple, l'auteur montre comment, en particulier, la monnaie et le crédit sont, en même temps que des instruments de la vie économique, des institutions sociales, et méritent à ce titre une place dans la « sociologie économique ». (Villey.)

N° 121. — ZAUBERMAN A. — Economic thought in the Soviet Union, *R. econ. Stud.*, n° 39, 1949, p. 1-12.

I. Le contraste entre l'économie des Soviets et l'économie occidentale. Analyse de récents travaux d'économistes soviétiques : STRUMILIN, LEONTIEV, GORDIN, VOSNIENSKIY, GASTOVSKIY, OSTROVITIANOV, NOTKIN, RUBINSTEIN, etc... — II. La Loi économique dans la pensée soviétique (LEONTIEV). — III. La théorie de la valeur travail. — IV. Intérêt et amortissement dans le calcul économique soviétique. — V. Rente et division du travail (LUBINOV, SOLLERTINSKAYA).

Index des noms cités

- AFTALION, 65.
AKERMAN, 148.
ALLAIS, 148, 173.
AMONN, 142, 190.
AMOROSO, 142.
ANSIAUX, 143.
APCHIÉ (Mlle), 162.
ARISTOTE, 87.

BACHI, 143.
BARRÈRE, 88.
BATSON, 176.
BAUDIN, 144, 164.
BENHAM, 144, 145.
BENINI, 145.
BENTHAM, 89.
BERGSON, 135.
BERLE, 92.
BERNADELLI, 179.
BETKE, 167.
BETTELHEIM, 167.
BLADEN, 167.
BODIN, 52, 145.
BOULDING, 146, 163.
BOURRICAUD, 177.
BOUSQUET, 146.
BRESCIANI-TURRONI, 90, 147.
BRIDGMAN, 137.
BROCARD, 93, 147, 164.
BRODSKY, 73.
BROWN, 150.
BRUGUIER, 179.
BURNS, 177.
BYÉ, 159, 164.

CAIRNES, 165, 167.
CANNAN, 147, 159, 188.
CARLI, 168.
CARREL, 76, 158.
CASSEL, 148.

CLARK, 136, 148, 162, 191.
COLSON, 148.
COMMONS, 92.
COMTE, 146.
COURNOT, 24, 166.
COURTIN, 41, 42, 44, 45, 59, 160.

DAUGHERTY, 148.
DAUPHIN-MEUNIER, 169.
DEMARIA, 169.
DENIS, 50.
DICKINSON, 129.
DIEHL, 27, 149.
DIETERLEN, 63, 153.
DIVISIA, 148.
DOMARCHI, 169.
DUBARLE, 75.
DUMONTIER, 76.
DUPRIEZ, 36, 68, 69, 170, 171.
DURKHEIM, 162, 173.
DUTHOIT, 89, 168.

EDGEWORTH, 89, 156, 172.
EINAUDI, 56, 90, 134, 135, 159, 168,
172, 173.
ELLIS, 134, 135.
ELY, 92.

FABRE, 37.
FANNO, 149.
FELLNER, 133.
FERRARA, 191.
FETTER, 49, 150.
FISHER, 27, 33, 74, 109, 173.
FOUILLÉE, 173.
FRANK, 174.
FRASER, 125.

GAGLIARDO, 173.
GASTOVSKIY, 192.

- GIDE, 150, 160.
 GINI, 174.
 GOLDENWEISER, 129.
 GORDIN, 192.
 GOSCHEN, 174.
 GOTTL-OTTLILIENFELD, 167, 178.
 GRAHAM, 177.
 GRAY, 174.
 GRAZIANI, 151, 174.
 GRIZIOTTI, 175.
 GUILBAUD, 71, 72, 82, 184.
 GUITTON, 71, 78, 110, 122, 153, 175, 187.

 HAAVELMO, 171, 175, 176.
 HAGSTROEM, 176.
 HALL, 162.
 HARROD, 191.
 HART, 133, 161.
 HARTMAN, 132.
 HAWTREY, 176, 189.
 HAYEK Von, 68, 69, 114, 153, 170, 177, 184.
 HAYES, 132.
 HEGEL, 170.
 HESSE, 177.
 HICKS, 149, 161, 191.
 HOBSON, 177, 191.
 HOOD, 178.
 HORNOSTEL, 151.
 HOTELLING, 182.
 HURWICZ, 184.
 HUSSERL, 179.
 HUTCHINSON, 178.

 JAMES, 99, 129, 164.
 JANNACOME, 188.
 JDANOV, 185.
 JESSEN, 178.
 JEVONS, 64, 155.
 JUSTMAN, 184.

 KALDOR, 89.
 KANT, 167.
 KATONA, 132.
 KAUFFMANN, 179.
 KAYSER, 184.

 KEYNES, 81, 109, 116, 136, 149, 154, 179, 191.
 KNIGHT, 27, 159, 188, 191.
 KRESTOWSKI, 188.

 LACACHE, 184.
 LA MALFA, 179.
 LANDRY, 35, 43, 151, 152, 160.
 LANGE, 162, 179.
 LAPIDUS, 152.
 LAUFENBURGER, 148.
 LECARPENTIER, 162.
 LECOMTE DU NOÛY, 77.
 LEDUC, 30, 31, 33, 45, 94, 189.
 LENINE, 185.
 LENTI, 144.
 LEONI, 154.
 LEONTIEV, 192.
 LERNER, 149.
 LESCURE, 180.
 LESTER, 181.
 LEVESQUE, 100.
 LEVY-BRUHL, 96.
 LHOMME, 104, 181.
 LIST, 78.
 LITTLE, 187.
 LOCKE, 191.
 LUBINOV, 192.

 MAC DOUGALL, 129.
 MACHLUP, 162.
 MAC LEOD, 160.
 MAETERLINCK, 37.
 MAHR, 135, 152.
 MALTHUS, 81, 88, 97, 191.
 MARCHAL (A.), 105, 181.
 MARCHAL (J.), 65, 71, 72, 74, 77, 80, 90, 91, 92, 93, 95, 135, 152.
 MARCHELLO, 181.
 MARSCHAK, 184.
 MARSHALL, 24, 27, 77, 78, 153, 154, 156, 160, 177, 189, 191.
 MARX, 83, 91, 136, 154, 169, 170, 185, 191.
 MASCI, 151.
 MAXWELL, 144.
 MAYER, 49.
 MEANS, 92.

- MENDER, 49, 155.
 MERIGOT, 182.
 MESSEDAGLIA, 174.
 METZLER, 161.
 MEYERSON, 173.
 MILHAU, 182.
 MILL, 24, 121, 165, 191.
 MISES (Von), 41, 49, 154.
 MITCHELL, 129, 188, 191.
 MÜNCH, 182.
 MONTCHRESTIEN, 24.
 MOORE, 80, 175.
 MORGENSTERN, 75, 182, 183, 184.
 MOSSÉ, 59, 69, 70, 71, 79, 86, 93,
 94, 122, 135, 153, 183.
 MYINT, 159, 177, 187.

 NAVRATIL, 184.
 NEUMANN (Von), 75, 184.
 NEWCOMB, 132.
 NOGARO, 27, 154, 155.
 NOTKIN, 192.

 OGBURN, 129.
 OSTROVITIANOV, 185, 192.

 PACHKOV, 185.
 PALOMBA, 186.
 PANTALEONI, 27, 52, 127, 155, 165,
 172.
 PARETO, 27, 36, 114, 128, 156, 165,
 166, 167, 177.
 PARSONS, 186, 188.
 PASCAL, 26, 102.
 PATTEN, 78.
 PERREAU, 157.
 PERROUX, 51, 52, 63, 68, 74, 76, 78,
 81, 83, 89, 96, 99, 157, 160, 190.
 PERSAN (de), 148.
 PETER, 186.
 PETIT, 164.
 PETTY, 76.
 PIATIER, 186.
 PIERSON, 159.
 PIETTRE, 25, 96, 97, 186.
 PIGOU, 77, 89, 109, 154, 159, 162,
 177, 187, 191.

 PINTSCHOVIVS, 187.
 PIROU, 27, 28, 35, 41, 42, 80, 82,
 83, 92, 94, 159, 160, 162, 166.
 PLATON, 82.
 PLEKHANOV, 185.
 POINCARÉ, 173, 184.
 POLAK, 165.
 PROUDHON, 70.

 QUESNAY, 76.

 BATH, 186.
 REBOUD, 160.
 REDER, 177, 187.
 RICARDO, 81, 125.
 RIEBESELL, 187.
 RIST, 58.
 ROBBINS, 30, 31, 44, 47, 48, 49, 64,
 65, 125, 134, 153, 160, 174, 176,
 179, 188, 189.
 ROCHER, 73.
 ROMAGNOSI, 149.
 ROOSEVELT, 191.
 RÖPKE, 90.
 ROSENSTEIN-RODAN, 189.
 RUBINSTEIN, 192.
 RUEFF, 74, 148.

 SAINT-GERMES, 164.
 SAMUELSON, 24, 135, 161, 187.
 SAUVAIRE-JOURDAN, 153.
 SAY, 149.
 SCHAEFFLE, 77.
 SCHAMS, 189.
 SCHMOLLER, 161.
 SCHNEIDER, 161.
 SCHULLER, 154.
 SCHULTZ, 63, 182.
 SCHUMPETER, 50, 136, 137, 154, 189,
 190.
 SCHWEITZER, 163.
 SEGAL, 152.
 SENIOR (N.), 31.
 SELIGMAN, 162.
 SERGE, 152.
 SHIRRAS, 173.
 SIDGWICK, 179.
 SIEGFRIED, 93.

- SIMIAND, 22, 27, 76, 162.
SISMONDI, 191.
SMITH, 31, 109, 136, 159, 174, 191.
SMITHIES, 190.
SNOW, 130.
SOLLERTINSKAYA, 192.
SOUTER, 188.
SPIEGEL, 149.
STACKELBERG, 163.
STALINE, 185.
STONE, 184.
STREETEN, 135.
STRELLER, 190.
STRIGL, 49, 163, 190.
STRUMILIN, 192.
SURANYH-UNGER, 135.
SURET, 159.

TARSHIS, 163.
TAUSCHER, 138.
TAUSSIG, 161.
TEAD, 130.
TEILHAC, 140.
FINBERGEN, 24.
TRUCHY, 163, 164.
TUGWELL, 190, 191.
TURGOT, 74.

ULLMO, 148.

VAHAN, 167.
VALARCHE, 191.
VEBLEN, 56, 130, 161.
VECCHIO (del), 30, 168, 191.
VIALATOUX, 43, 87, 88, 103, 169, 191.
VICO, 25.
VITO, 56, 77, 89, 90, 92, 97, 163, 164, 168, 177.
VOGEL, 192.
VOSNISSIENSKIY, 192.

WAGNER (A.), 154, 165.
WAGNER (V.), 163.
WALRAS, 24, 43, 68, 160, 166, 166, 175, 182, 189.
WEISSKOPF, 131.
WEILLER, 98.
WICKSELL, 74.
WICKSTEED, 71, 74, 125.
WIENER, 82.
WIESE, 167, 192.
WIESER, 190.
WORMS, 77.
XENOPHON, 95.
ZAUBERMAN, 185, 192.

TABLE DES MATIÈRES

PRESENTATION DES BILANS	9
L'OBJET	
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE	
(BILAN D'UN DEMI SIÈCLE DE RECHERCHE)	
Avant-propos, par Robert Mossé	15
PERSPECTIVE GÉNÉRALE , par Henri GUITTON	19
INTRODUCTION	21
CHAPITRE PREMIER	
L'ÉCONOMIE POLITIQUE À L'IMAGE DES SCIENCES PHYSIQUES	27
La définition par la matérialité : l'économie politique, science des richesses. — La définition par l'échangeabilité : l'économie politique, science sociale de l'échange. — La définition par la rareté : l'économie politique, science des choix opportuns et efficaces. — Les enseignements d'un premier bilan.	
CHAPITRE DEUXIÈME	
L'ÉCONOMIE POLITIQUE SCIENCE DE L'ACTION HUMAINE..	67
Le danger des analogies et le danger des associations. — Les devoirs d'une science humaine.	
CONCLUSION	102
OBSERVATIONS	
(I) par Léon DUPRIEZ	109
(II) par Francesco VITO	121
BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE ET CRITIQUE	139
A. — Listes bibliographiques	142
B. — Partie générale	142
C. — Partie spéciale	167
INDEX DES NOMS CITÉS	193

IMPRIMERIE LOUIS JEAN GAP (H.-A.) 312/37

— DEPOT LEGAL N° 48 - 51 —

LIBRAIRIE MARCEL RIVIÈRE ET C^{IE}
31, rue Jacob — PARIS (VI^e)

REVUE D'HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Fondée en 1908



COMITE DE REDACTION

Albert AFTALION - Georges BOURGIN
Edouard DOLLEANS - Georges DUVEAU
Ernest LABROUSSE - Daniel VILLEY - Jean WEILLER
Georges DEHOVE, rédacteur en chef
Jules CONAN, secrétaire général



Chaque numéro comprend :

1° Des articles et mémoires.

2° Des chroniques :

Les Idées et les Hommes.

L'Actualité scientifique.

L'Actualité économique et sociale.

3° Des notes et comptes rendus.



4 numéros par an

France et Union française : **700 fr.** — Etranger : **900 fr.**

Prix de la revue : **250 fr.**

Numéro spécimen envoyé gratuitement sur demande.

Prix : 450 fr.